

Le défi qu'il nous faut relever

Ce numéro de Carré Rouge est largement consacré à la préparation des journées d'études des 23 et 24 janvier 1998, qui vont porter sur ce qui pourrait être le contenu d'un programme anti-capitaliste pour la France, entendu comme composante d'un combat pour les Etats-Unis démocratiques et socialistes d'Europe.

L'enjeu de ces journées d'étude, de leur préparation, mais aussi du travail théorique et politique que les organisations et les militants individuels poursuivront dans le prolongement des 23 et 24 janvier, a été défini, d'une certaine manière, par Serge Halimi dans le Monde Diplomatique de décembre 1998 : «La liquéfaction de la droite européenne aurait pu favoriser une autre politique économique et sociale. Elle est utilisée par la gauche de gouvernement pour s'installer dans le rôle de gérant de l'ordre néo-libéral. Comment ne pas relever les résistances que cet ordre suscite désormais. Cependant, une volonté de contestation ne fait pas un mouvement, un mouvement ne fait pas un programme, un programme ne fait pas une politique. C'est le retour à la dialectique de la fin et des moyens. Cette fois avec de nouveaux acteurs ?».

Derrière l'interrogation perce le défi. Celui-ci est légitime et il est lancé à point nommé, d'autant plus que Serge Halimi, nous en sommes convain-

cus, s'inclut au nombre de ceux auxquels il est adressé. Comment comprendre une nouvelle «dialectique de la fin et des moyens» dont la nécessité s'impose si on veut que surgissent de «nouveaux acteurs» décidés à rendre à la politique sa noblesse ? Pour les organisations politiques ouvrières qui n'ont pas renoncé au combat pour le socialisme, pour les militants organisés sans être «encartés» et pour les intellectuels radicaux engagés, la tâche est d'accélérer le travail d'élaboration du programme économique et politique qu'ils proposent comme issue à la crise sociale «par le haut». Mais elle est aussi de rendre deux choses parfaitement claires. D'abord qu'ils ne représentent pas, comme certains continuent à la prétendre (1) «la gauche de la gauche» ; de même que le fait de s'engager dans la lutte des sans-papiers et contre les lois Pasqua, Debré, Chevènement ne fait pas d'eux une composante de ce qui a été baptisé «la gauche morale». Ensuite qu'ils ont engagé entre eux, dans leurs propres rangs, mais aussi dans leurs rapports avec les secteurs de la classe ouvrière au travail, des chômeurs et de la jeunesse avec lesquels ils ont noué les liens les plus étroits, le travail politique fondamental consistant à s'apprêter à dire : «le programme que nous défendons devant vous et pour lequel nous demandons d'être élus, est celui que

nous sommes prêts à appliquer avec les travailleurs, les salariés, les chômeurs, les jeunes, dans une relation politique de gouvernement d'un type nouveau».

Dans le même numéro du Monde Diplomatique, à la même page, après avoir énuméré un certain nombre de mesures clefs d'un programme d'urgence contre le chômage et la paupérisation, Daniel Bensaïd écrit : «Il ne s'agit plus de potions purement économiques ou de techniques de gestion, mais de choix politiques. De telles mesures provoqueraient des fuites de capitaux, un étranglement par les banques, une terrible colère des irascibles marchés financiers. Qu'opposer au chantage du patronat et des "social killers" ? Pour appliquer une ambitieuse politique de relance de l'emploi et de développement social, il faudrait oser opposer au patronat une mobilisation d'ampleur ; opposer la force à la force, les citoyens aux marchés !». Depuis le mouvement et les manifestations lycéens jusqu'aux grèves dont l'enjeu est l'emploi et le statut égal pour tous, tout indique que plusieurs millions de citoyens, salariés, chômeurs et jeunes sont prêts à cet affrontement. Ils ne se reconnaissent plus dans une politique qui, loin d'affronter, se soumet aux diktats des intérêts financiers et du capital internationalisé, français aussi bien qu'étranger. Le Parti Socialiste, toutes tendances et tous dirigeants nationaux confondus, n'étant pas prêt à un quelconque affrontement, pas plus que ne l'est un PCF qui a perdu toute orientation propre et dont les militants ont toujours plus de mal à saisir l'identité, seules les organisations politiques ouvrières se réclamant du combat pour le socialisme en sont capables. Le moment est venu pour elles de dire qu'elles y sont

prêtes.

Une longue période historique est close. Elle est celle où les organisations politiques ouvrières révolutionnaires pouvaient se limiter à un travail théorique et politique de critique et de protestation des politiques de défense du capitalisme et de l'impérialisme. Dans le cas des organisations politiques les mieux armées théoriquement, ce travail se doublait de l'élaboration de positions programmatiques parfois très complètes, mais dont il était entendu que la mise en œuvre ne pourrait résulter que de la pression exercée sur d'autres partis pour qu'ils en appliquent au moins une partie. Cela donnait lieu soit à des campagnes politiques essentiellement propagandistes, soit à l'application d'une orientation, qui était censée puiser son inspiration chez Trotsky, mais qui est devenue au fil des années stérile et même perverse. Les militants qui ont fondé Carré Rouge en ont bien connu l'une des variantes, consistant à élaborer des revendications dont on réclamait l'application par les partis mêmes (le PCF et le Parti socialiste), dont par ailleurs et à juste titre on stigmatisait l'orientation sur la base de caractérisations politiques des plus sévères. L'exigence adressée à ces partis d'appliquer un type de programme renié par eux depuis très longtemps, s'est donc transformée avec le temps, soit en démonstration de plus en plus stérile de quelque chose dont la direction de ces partis avaient apporté la preuve à satiété, soit en pure politique de pression.

Que ce soit par une dénonciation essentiellement propagandiste ou par la politique de pression, dans toutes ses variantes, les organisations révolutionnaires faisaient acte de subordination, au PCF d'abord et plus

tard au Parti socialiste ; elles s'inclinaient devant eux. Il ne s'est jamais agi seulement de raisons de supériorité de ces partis en nombre, en moyens matériels, en surface électorale et politique, mais d'une légitimité qu'ils auraient tirée de leurs origines historiques et de leur «nature» de «partis ouvriers traditionnels». Fondée dans le cas du PS sur l'existence supposée d'un lien encore tant soit peu réel entre le parti de Vaillant et de Jaurès et le parti du congrès d'Epinay, et dans celui du PCF sur l'acquiescement à la captation par ce parti de l'immense espoir né de la Révolution d'Octobre, mais ensuite totalement dominé par le stalinisme, cette caractérisation a trop tardé à être soumise à un examen critique sérieux. Nié par certains au PS, le label de «parti ouvrier» n'a jamais fait défaut au PCF, qui bénéficie encore de ce «plus» qui a été refusé plus tôt et plus systématiquement au PS.

Ce sont là des problèmes qui traversent Carré Rouge, au même titre que tous les autres lieux où se discutent les orientations du combat anti-capitaliste et les voies de renouvellement de la lutte pour le socialisme. Nous avons cherché à en accélérer la discussion, mais des lecteurs nous reprochent de ne pas la mener assez vite et de ne pas encore avoir complètement rompu avec les caractérisations passées, sur la question de l'URSS notamment. On est certain de retrouver cette question au cours des journées d'études des 23 et 24 janvier.

L'heure des vraies ruptures politiques s'approche. Le capital financier et ses porte-parole ne cessent de déclarer (Raymond Barre vient de le faire encore récemment) que le gouvernement à majorité PS dirigé par Lionel Jospin passera à la postérité comme celui qui a appliqué la po-

litique annoncée par son prédécesseur Alain Juppé. Quant au PCF, l'effondrement de l'URSS, suivi de la large compréhension de ce que le stalinisme avait fait et de ce qu'il laissait comme héritage, a réduit celui-ci à un appareil croupion qui ne perdure que parce que la voie suivie en Italie de sa transformation en parti de gestion du capitalisme à l'ère néolibérale est fermée par l'existence en France du Parti socialiste, qui remplit cette tâche à merveille.

Dans certains journaux, il a été question ces derniers temps de «l'impuissance des trotskystes» (2), autre manière d'énoncer le défi auxquels ils sont confrontés et de s'interroger sur leur capacité à le relever. Le défi peut et doit être relevé. Depuis l'étude de la brochure La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de Lénine, qui a fait partie de notre formation, de même que les programmes d'action des années 1930, sans parler du Programme de transition lui-même, nous avons appris à formuler des programmes simples et clairs. Forts de cette expérience, nous allons nous y remettre collectivement. Le travail préparatoire aux journées d'études, mené par les groupes de travail où les organisations et courants membres du «comité de pilotage» (Carré Rouge, VDT, LCR, La Commune, Gauche révolutionnaire, Gauche communiste), a représenté un premier pas dans cette voie. D'ores et déjà, les progrès effectués exigent que le travail soit poursuivi et un nouveau rendez-vous fixé pour début mai.

L'autre dimension du défi qui nous est lancé («nous» désignant ici tous ceux qui défendent, qu'ils soient ou non «trotskystes», la nécessité de combattre le capitalisme et de le remplacer par un autre système so-

cial, fondé sur d'autres rapports de propriété) est celle d'accepter de reconnaître, au plan politique aussi bien que subjectivement, qu'il n'y a désormais aucune autre force qui puisse prendre l'initiative, non seulement de proposer le programme que la situation des masses exige, mais aussi de dire clair et haut que c'est elle qui est prête à l'appliquer, c'est-à-dire prête à gouverner. «Gouverner» désignant la réalité que le langage courant donne au terme, mais exprimant aussi une relation politique nouvelle. Elle consisterait à appeler de façon permanente les salariés, les exploités et les opprimés à se saisir des mesures édictées par loi ou par décret, pour qu'ils en assurent eux-mêmes l'application, celle-ci n'ayant aucune chance de se faire sans l'intervention active de ceux «d'en bas». C'est là une idée que nous ne pouvons exprimer ici que parce qu'elle se manifeste de nouveau, de façon certes embryonnaire mais régulière, dans les combats que mènent des secteurs des salariés, des chômeurs et de la jeunesse.

Tous les militants qui s'engagent dans ces combats, ceux que mènent aujourd'hui les chômeurs, les sans-logis et les sans-papiers, comme ceux qui se sont engagés avec les lycéens, qui aident à structurer les luttes et qui se heurtent, aux côtés de ceux qui les mènent, au refus catégorique d'un gouvernement mû par la détermination de «respecter les critères de Maastricht et d'Amsterdam» et de «préserver le rang de la France» au sein des instances du capital financier mondial, quel qu'en soit le coût social et humain, comprennent que l'hypothèse qu'une politique de pression pourrait donner des fruits a atteint ses limites.

Le processus est donc engagé, au terme duquel la clarté sera faite sur la relation à la «gauche», dont Daniel Bensaïd rappelle, dans l'article que l'on pourra lire dans ce numéro, qu'elle est uniquement une catégorie parlementaire et électorale, en même temps que le dos sera tourné à une illustration simplement «propagandiste» de nos solutions à la crise. Puisque ces solutions portent atteinte aux intérêts de ceux qui sont riches et puissants du fait de la propriété des moyens de production et du monopole des décisions d'investissement et d'embauche, le jour où ce tournant aura été pris, ce n'est plus d'impuissance dont il sera question dans les médias, mais de résurgence en France et en Europe du «spectre du communisme».

Telle est la démarche qui a soutenu la préparation des journées d'études à mesure que nous avons progressé dans les discussions. Partout où cela a été possible, les propositions programmatiques qui sont faites ont été rendues aussi concrètes que possible, et accompagnées de l'indication des instruments politiques et juridiques que leur application exigerait, tout en sachant que «l'émancipation des travailleurs sera [c'est-à-dire ne peut être que...] l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Notes

1 C'est ce que Ariane Chemin tente encore de faire dans son article du Monde du samedi 19 décembre, «Lionel Jospin, la gauche au singulier».

2 C'est le thème du reportage d'Elisabeth Levy dans Marianne, 23 novembre 1998.

Groupe de travail chômage/ programme économique

Ce texte est provisoire. Il sera retravaillé à la suite de la discussion des journées d'étude, puis soumis à une discussion aussi large que possible dans tous les cadres syndicaux, associatifs ou académiques qui accepteront d'en débattre. Il ferait alors l'objet d'une publication visant un large public.

Programme anti-capitaliste d'urgence pour la France et pour l'Europe

Journées
d'étude
des 23 et 24

Dans sa forme actuelle ce texte est composé de trois parties. Une introduction qui éclaire la démarche d'ensemble, notamment l'horizon du combat pour le socialisme, mais aussi l'articulation entre le programme d'urgence pour la France qui viendrait en deuxième partie et les éléments de programme dans le cadre des Etats-Unis démocratiques et socialistes d'Europe, qui viendraient en troisième partie. La longueur très inégale entre ces deux parties paraît inévitable. Elle ne fait que traduire les différences obligatoires entre la capacité du groupe de travail à répondre concrètement à

certaines grandes questions relatives à la situation française et ce qu'il lui était possible de dire à propos du cadre européen plus large. Autant ce cadre est le seul qui permette de donner aux mesures «françaises» leur pleine dimension anti-capitaliste, autant la concrétisation de propositions programmatiques de niveau européen restera obligatoirement très générale, tant qu'une réunion internationale ne se sera pas tenue pour les élaborer et les soutenir politiquement. Un autre groupe de travail a porté sur les Etats-Unis socialistes et démocratiques. Le travail des deux groupes n'a pas pu être confronté avant la pa-

I. L'INDISPENSABLE SORTIE DU CAPITALISME ET UN SOCIALISME À REDÉFINIR

ruption de Carré Rouge.

Ce document présente les premiers éléments d'un programme anti-capitaliste dont l'axe est «l'état d'urgence économique» pour la mise en œuvre du droit au travail à égalité de conditions. Il a pour cadre la perspective plus large pour les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe et il esquisse certaines des mesures qui pourraient être prises par les classes ouvrières fédérées au niveau de l'Europe. Il est rédigé à partir des considérations et des perspectives plus générales suivantes.

1 / Partout dans le monde, dans les pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qu'on dit du Tiers ou du Quart Monde, mais aussi dans les pays d'Europe où le chômage et la grande pauvreté paraissent avoir été supprimés, on a assisté depuis trente ans à une aggravation continue de la situation vécue par les exploités et les opprimés, par ceux qui n'ont d'autres moyens d'existence que la vente de leur force de travail. Ce processus a suivi la libéralisation et la déréglementation des échanges, des investissements et des placements financiers. Il est allé de pair avec les mesures qui ont rendu au capital financier hautement concentré une liberté d'action plus grande, dans le cas de l'Europe, qu'il n'en a connu depuis 1913. Il s'est accéléré à mesure que nous sommes passés dans les années 1980 et 1990, d'un régime de capitalisme «tempéré», «domestiqué» dit «fordiste», keynésien ou «social-démocrate» à un capitalisme mondialisé dominé par des Etats et des groupes capitalistes décidés à dominer de nouveau le monde sans tolérer d'en-

trave, et à le façonner selon leurs besoins.

L'effondrement de l'URSS et la transformation de la bureaucratie en cliques capitalistes affairistes, là où elles ne sont pas ouvertement mafieuses, ont été salués comme preuve que le capitalisme serait «l'horizon indépassable de l'humanité». Le résultat ne s'est pas fait attendre. La libéralisation et la déréglementation ont rendu libre cours à l'anarchie de la production capitaliste. Dix ans après avoir annoncé la «fin de l'histoire» et l'arrivée d'un nouvel ordre mondial de prospérité fondé sur «la démocratie et le marché», le capital mondialisé a entamé le fer contre la classe ouvrière des pays d'Asie, celle de Corée en premier, et plongé les masses exploitées d'Indonésie, de Thaïlande, des Philippines et des autres pays d'Asie, auxquelles on avait fait croire au miracle de la «croissance» néo-libérale, dans une dépression et une misère comme elles n'en ont jamais connues auparavant. Le capital mondialisé fait maintenant subir aux exploités d'un nombre grandissant de pays le poids d'une récession mondiale se propageant à partir de l'Asie. En septembre, la Russie et des Etats de l'ex-URSS ont été frappés à leur tour. Après avoir, pendant six ou sept ans, fourni aux fractions issues de la bureaucratie stalinienne les moyens financiers sans lesquels la construction du capitalisme mafieux qui a mis les classes ouvrières et toute la population de l'ex-URSS sous sa coupe aurait été impossible, et après avoir organisé pendant la même période bien des affaires juteuses pour leur propre compte, les capitaux de pla-

cement ont fui, et le FMI et les banques ont interrompu leurs prêts. Cet hiver, les couches les plus déshéritées des peuples de l'ex-URSS sont confrontées à la famine et à un froid contre lequel on leur a ôté les moyens de se défendre. Des dizaines de milliers d'enfants et d'adultes sont guettés par la mort.

La propriété privée des moyens de production n'est pas seulement incompatible avec la satisfaction des besoins élémentaires de la population du globe, mais avec la survie même de dizaines de millions de personnes dans la période prochaine. La famine, les guerres locales dites «ethniques», encore moins les pandémies qui ravagent l'Afrique ou certaines parties d'Asie, ne peuvent être comprises en dehors du fonctionnement actuel du système impérialiste mondial. Le système fondé sur la propriété privée des moyens de production ne reconnaît un besoin humain que pour autant que celui-ci parvienne à se matérialiser en demande monétaire, solvable. Depuis le début de la libéralisation, le capitalisme mondialisé a ôté cette possibilité à des dizaines de millions de personnes dans les pays dominés, en les rejetant hors du «marché du travail» comme salariés, ou en leur arrachant leurs moyens de subsistance de paysans et d'artisans en les soumettant, au nom de la «liberté du commerce», à la concurrence des produits des groupes capitalistes des pays avancés en mal de débouchés. Mais il ne s'agit pas seulement du sort des exploités dans les pays lointains. En France aussi, le froid et les maladies de la malnutrition et de l'absence de logement font leur œuvre

parmi les laissés-pour-compte du «nouvel ordre mondial». La montée du «dualisme social» au sein des pays dits «avancés» traduit l'enchaînement entre les licenciements et la contraction de la capacité des salariés les plus précaires, des chômeurs et de la jeunesse, à laquelle toute perspective d'emploi est fermée, à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. On assiste, à force de «réformes», à la progression d'une soumission de plus en plus totale de toutes les activités sociales aux priorités du profit, y compris dans des domaines comme la santé ou les services publics de base qui lui avaient été soustraits à la faveur des grands combats de classe des décennies antérieures.

RUPTURE AVEC «L'ADAPTATION NÉCESSAIRE»

2/ Les directions des partis de la «gauche plurielle», mais aussi celles des syndicats, sont peuplées de gens qui continuent pourtant à prôner la nécessité de «se plier aux exigences de la mondialisation» ; laisser les entreprises libres de détruire les emplois à leur guise, que ce soit par délocalisations ou par restructurations à la suite de fusions-acquisitions gigantesques (des milliers de destructions d'emplois sont programmées à Rhône Poulenc-Rorer, à Thomson) ; continuer à nourrir le parasitisme financier.

En dépit du bilan asiatique, en dépit des analyses qui commencent à être faites sur la réalité des systèmes de retraite privés américains, le gouvernement Jospin a décidé d'imposer, avec la complicité de la majeure partie des directions syndicales, les «fonds de pension à la française», dont le résultat sera de renforcer les

moyens de domination du capital sur le travail et d'affaiblir encore le système de protection sociale fondé sur le «salaire socialisé».

Les éléments de programme qui sont présentés plus bas sont rédigés en rupture avec la logique de «l'adaptation nécessaire». Par dizaines et souvent par centaines de milliers, les salariés, la jeunesse scolarisée, les chômeurs ont fait, sur différents terrains et dans différents cadres, la démonstration de leur refus de se soumettre à cette logique, et de leur disponibilité pour l'action, pour peu, en particulier, que celle-ci puisse être contrôlée par eux. Les grèves et les manifestations des UIT et des lycées techniques, la grève des enseignants, élèves et parents de la Seine-Saint Denis, la mobilisation récente des lycéens, les mouvements de chômeurs, comme ceux des sans-papiers, sans oublier les grèves et les manifestations puissantes contre la réforme Juppé, en ont apporté la démonstration. Mais cette aspiration trouve quotidiennement de multiples expressions sur le plan syndical comme sur le plan associatif.

Nous faisons le pari politique que ce n'est là que la partie apparente de l'iceberg par rapport à des aspirations et des réserves de créativité et de combativité immenses. Cela rend d'autant plus cruciale la nécessité d'avancer avec ces femmes et ces hommes, avec toute cette jeunesse, dans la voie de la solution de l'un des problèmes majeurs de la lutte des classes, à savoir la démocratie, le contrôle sur les objectifs, les formes et les résultats des combats engagés. Ils sont rédigés de façon aussi concrète et pragmatique que possible.

3/ Par programme anti-capitaliste, il faut entendre tout autre chose qu'une liste de demandes adressées à «l'Etat», sans autre qualification, autre chose qu'un programme qui viendrait tenter de consolider et donc sauver les bases de l'Etat social, dit aussi «Etat-Providence», qui est né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans des rapports politiques précis. Pendant plusieurs décennies, cet Etat a été caractéristique d'un capitalisme modéré, d'un capitalisme «social-démocrate», qui est aujourd'hui loin derrière nous.

Soyons clairs : il faut défendre inconditionnellement ce qu'il reste du secteur public, ainsi que les quelques grandes entreprises publiques non privatisées, et combattre pour leur renationalisation dans des conditions et selon des modalités nouvelles. Mais faire d'une liste de demandes adressées à l'Etat la base d'un programme anti-capitaliste, ce serait occulter les fonctions que cet Etat occupe, pas seulement en général, mais dans le contexte de la mondialisation et des Traités de Maastricht et d'Amsterdam. L'Etat auquel il est fait appel dans certains programmes politiques n'est qu'une variante de l'Etat-patron, rôle dont celui-ci cherche à se désengager activement au bénéfice du secteur privé, et qu'il exerce de plus en plus à l'identique ; c'est l'Etat surtout qui est le serviteur des «marchés», le porte-parole et le défenseur de leurs exigences face aux exploités. Faire d'une liste de demandes adressées à l'Etat la base d'un programme anti-capitaliste, ce serait occulter le fait que, de décennie en décennie, les entreprises publiques ont été subordonnées de façon toujours plus étroite aux besoins, ainsi qu'aux formes de gestion en vigueur dans les firmes privées du capitalisme déréglementé et

mondialisé. Il ne peut y avoir récupération des moyens de la puissance publique en dehors de changements dans les rapports entre le travail et le capital, dont le fondement se situe dans la propriété privée des moyens de production.

RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ ET USAGE EFFECTIF DES MOYENS DE PRODUCTION

4/ Ce qui est advenu des 35 heures et des espoirs placés en eux par certains militants marque les limites de mesures prises par une instance située à l'extérieur des lieux où se noue le rapport capital-travail. Le sort des 35 heures illustre l'impossibilité de mettre en œuvre des mesures nécessaires sans peser sur la division la plus fondamentale de la société dans laquelle nous vivons. Elle est celle qui opère une séparation fondamentale entre, d'un côté, ceux qui concentrent entre leurs mains le pouvoir de prendre les décisions essentielles quant à la création ou au démantèlement, à la localisation des outils de production et des moyens techniques, ainsi que leur destination sociale, c'est-à-dire le type de biens et de services produits, et de l'autre, ceux (les salariés) qui ont la responsabilité du maniement direct des moyens de production, mais qui sont exclus de toute décision sur leur usage et qui subissent au contraire le poids de ces décisions, sous la forme des cadences, des licenciements et du statut de chômeur, toujours plus précarisé, qui s'en suit. Aucune solution au chômage, au partage du travail, à la répartition du temps, entre temps de travail et temps libre, n'est possible sur la base du monopole actuel des décisions économiques que la propriété des grands moyens de production confère à ceux qui ne produisent que pour le profit.

C'est en s'attelant à cette réalité qu'un programme anti-capitaliste légitime son nom et peut puiser la force nécessaire à sa réussite.

5/ La compréhension du fait que la propriété privée des moyens de production est à l'origine de toutes les formes de gangrène qui minent la société, va de pair ici avec la conviction non moins forte que les formes d'organisation sociale qui devraient venir remplacer le capitalisme (ce que nous avons toujours appelé le «socialisme») doivent résulter d'un processus «d'institution sociale» (c'est-à-dire collective) de la société à construire. Un tel processus ne peut naître que d'une mobilisation et de luttes sociales aussi larges et aussi profondes que celles qui ont eu lieu chaque fois qu'il a fallu refonder les institutions de base de la société à l'époque moderne. La propagande et les mobilisations autour du programme d'urgence contre le chômage, dans la phase antérieure à sa mise en œuvre, et celles encore plus vastes et prolongées qui seront exigées pour qu'il se concrétise et qu'il donne ses fruits, seraient le creuset de ce travail «d'institution» d'une société nouvelle. Au travers de ces luttes, la charge d'utopie qui est contenue dans les aspirations exprimées le plus fortement par les salariés et la jeunesse ; qui affleure lors des mobilisations les plus longues et les plus soutenues, trouverait manière de s'exprimer. C'est dans et par la mobilisation que l'œuvre d'institution collective de la société «socialiste» se fera ou non. Il est vain de penser qu'elle puisse ou qu'elle doive se faire selon des plans préétablis. C'est en libérant la capacité des exploités et des opprimés de se projeter vers l'avenir, que le dépassement du système fondé sur le

profit peut seul se faire. Le socialisme ne naîtra pas de l'application d'un projet social préétabli à l'instar des plans de l'architecte ou de l'ingénieur.

UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DANS UNE RELATION POLITIQUE NOUVELLE

6/ Forts de cette conviction et de la conception de la démocratie et de l'action politique qu'elle fonde, l'objectif est de présenter le contenu du programme économique d'urgence, ainsi que certains des instruments qui serviraient à sa mise en œuvre, de façon à pouvoir entraîner ceux qui ne partagent pas encore la même conviction, mais qui veulent vraiment combattre le chômage et son cortège de fléaux. Les éléments de ce programme, qui sont présentés plus loin, ont pour volonté de s'enraciner dans la réalité sociale de ce pays. Ils ont pour axe la mise en œuvre effective de ce droit fondamental qu'est le droit au travail, entendu comme travail égal (droit qui est inscrit dans les chartes et les constitutions, mais dont le capital dénie, avec l'accord de fait des gouvernements de tout bord, l'exercice effectif à des millions de personnes en France, pour ne parler que de ce pays). Ils épousent les revendications de tous ceux qui combattent pour leurs salaires, leurs conditions et leur emploi ; de ceux qui luttent contre les emplois précaires, de même que contre les statuts et salaires différenciés pour celles ou ceux qui font exactement le même travail, pour la mise en œuvre des mesures inscrites dans les textes qui sont censés régir la vie économique et so-

ciale (Déclaration des Droits de l'Homme, préambule de la Constitution, etc.).

Leur rédaction «terre-à-terre» est une première tentative pour essayer de matérialiser de façon concrète le défi auquel les organisations et les militants politiques, syndicaux et associatifs sont confrontés aujourd'hui, à savoir de se mettre en position, politiquement aussi bien que techniquement, de pouvoir dire : «Ce programme est celui que nous appliquerons dans une relation politique nouvelle avec les travailleurs, les salariés, les chômeurs, les jeunes, relation fondée sur leur intervention, contrôle et vigilance permanents. Il est celui pour lequel nous demandons d'être élus, pour lequel nous revendiquons de gouverner».

Dans la tradition politique et le droit public français, on trouve des outils et concepts juridico-politiques bien ancrés. Ils n'attendent qu'à être réactivés et mis au service d'une politique qui s'attaquerait au chômage, en rompant les liens avec le CNPF-MEDEF, en refusant de se soumettre aux diktats des marchés financiers, en imposant le droit de veto des salariés sur les licenciements et leur regard sur les décisions des entreprises. Les mobilisations et les formes d'action choisies par les sans-logis montrent que des centaines de milliers d'énergies individuelles sont prêtes à rendre effectives les décrets de réquisition que promulguerait un gouvernement qui ferait vraiment de la solution du chômage sa priorité. Ce n'est pas le cas du gouvernement Jospin, soutenu par les partis de la «gauche plurielle», qui a autorisé le Commissariat au Plan à prendre un taux de chômage permanent de 9 % (nous sommes à 11 % cette année) comme base des projections qui apporte-

raient soi-disant la «preuve» de «l'inévitabilité» des fonds de pension privés.

Le gouvernement que les organisations et les militants politiques, syndicaux et associatifs formeraient sur la base de la mobilisation des salariés et des chômeurs, après avoir explicité les objectifs qu'ils se proposeraient d'atteindre, romprait avec une telle hypothèse, expression la plus achevée de la philosophie de «l'adaptation nécessaire».

La mise en œuvre de son programme reposerait explicitement sur l'appel à l'intervention directe des vrais «acteurs sociaux». Il dirait : «Si avec votre aide nous formons le gouvernement, à l'issue d'un processus démocratique, nous prendrons les mesures nécessaires de notre côté, pour mettre en œuvre notre programme. Mais nous ne pouvons pas le faire par nos seules forces, d'autant que les institutions ont été établies et façonnées dans leur ensemble pour répondre d'abord aux intérêts des patrons et des financiers. Le programme ne pourra être imposé que par la mobilisation et l'organisation démocratique des salariés, des chômeurs et de la jeunesse».

LA POSITION ET LA RESPONSABILITÉ UNIQUES DES CLASSES OUVRIÈRES D'EUROPE

7/ Les classes ouvrières d'Europe ont sur celles de toutes les autres parties du monde un double avantage, lequel leur confère une responsabilité unique dans le combat international contre le capitalisme de l'époque de la mondialisation néo-libérale.

La première est politique. Dans au-

cune autre partie du monde les classes ouvrières ne bénéficient de rapports de force avec la bourgeoisie tels que ce soient des partis nominativement censés représenter les salariés qui gouvernent au compte du capital, et que ce soit une partie des dirigeants syndicaux qui inspirent l'action gouvernementale, y compris quand les partis de la bourgeoisie sont au pouvoir. En secouant le joug de cette tutelle, de ces freins qui leur sont en quelque sorte «internes», ces classes ouvrières peuvent offrir un projet politique tout autre, qui représente en même temps un exemple et un point d'appui matériel aux exploités dans le reste du monde.

La seconde est économique. Ouverte sur le reste du continent, les économies des pays du Marché commun, puis de l'Union européenne ont néanmoins développé entre elles, dans le cadre capitaliste, une division internationale du travail poussée, dont la manifestation la plus voyante est le niveau et la composition des échanges intra-européens. Le jour où les classes ouvrières européennes auront brisé les freins politiques internes qui les ligotent, et où elles se seront décidées à se donner des gouvernements appliquant une politique conforme aux besoins des exploités et des opprimés, elles disposeront d'une base productive et d'une base scientifique et technique qui leur permettront d'établir un rapport à l'impérialisme mondial, et à l'Etat et à la bourgeoisie nord-américaines, tel qu'elles pourront entraîner les classes ouvrières et les peuples d'autres continents derrière elles.

Dans le travail de ce groupe, l'accent a été mis sur «l'Europe» entendue comme l'actuelle Union européenne, puisqu'il s'agit de dégager les mesures transitoires permettant de

créer un rapport politique nouveau avec le capital. Mais l'Europe des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe a pour vocation de combattre pour effacer l'héritage de la division de l'Europe, ainsi que celui du double désastre de décennies de stalinisme et d'une restauration capitaliste aussi pourrie que revancharde.

La dernière partie de ce document expose donc quelques exemples du type de mesures de niveau européen qui créeraient un rapport de force nouveau avec l'impérialisme et les Etats-Unis d'Amérique qui le dirigent.

Il n'est pas question pourtant de dire qu'une classe ouvrière, ici celle qui est confrontée au capital en France

(capital qui est aujourd'hui international autant qu'il n'est «autochtone»), doit attendre que de telles conditions soient réunies avant d'engager le combat sur ses revendications. Même si les mesures anti-capitalistes prises dans le cadre national ne peuvent prendre leur plein développement et être véritablement protégées et garanties qu'au niveau eu-

II. APPROCHE ET PREMIERS ÉLÉMENTS CONCRETS D'UN PROGRAMME POUR LA FRANCE

ropéen, cela ne peut être dressé comme préalable à l'action d'une classe ouvrière donnée. C'est en engageant ce combat dans son propre pays, mais en en faisant comprendre toute la portée aux autres classes ouvrières et en les appelant à la rejoindre, qu'elle aidera le mieux à ce que les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe prennent forme.

La contribution au chapitre économique d'un programme politique anti-capitaliste pour la France pourrait être rédigée en partant du double constat suivant :

1/ Aujourd'hui la question sociale se concentre tout entière dans la mise en œuvre effective du droit au travail pour tous et à l'égalité de conditions. C'est le chômage qui est à l'origine de la montée de manifestations de gangrène sociale qui menacent les couches les plus exposées de ceux qui n'ont d'autres moyens d'existence que la vente de leur force de travail, et dont le sort est donc subordonné à l'état du «marché du travail». C'est la recherche d'une gestion «sociale» des jeunes en âge de scolarité, dans un contexte où le chômage serait le lot

«inévitables» de millions de jeunes à la sortie de l'enseignement qui commande la politique de l'Education nationale, comme celle de l'emploi («emplois jeunes», contrats précaires, stages bidons). C'est essentiellement en faisant comme si «un niveau permanent de chômage» de quatre à cinq millions de jeunes et d'adultes devait devenir une donnée de base, «incontournable», de l'équation sur la viabilité ou la non-viabilité du système des retraites par répartition, qu'on assiste aujourd'hui à la reddition d'une partie de ceux dans les syndicats qui s'opposaient hier encore aux fonds de pension privés.

2/ Cela fait maintenant quinze ans que le chômage a été reconnu comme un fléau social majeur, sans qu'aucune des politiques préconisées et mises en œuvre dans le but avéré de lui trouver remède, ne lui ait apporté la moindre solution durable, n'ait eu d'autre résultat en définitive que d'étendre la sphère du travail précaire. A l'heure où l'inflation est tombée à un niveau proche de zéro, mais où les taux d'intérêts mêmes baissés restent de plusieurs points supérieurs, garantissant un revenu

confortable aux placements rentiers, force est de poser la question : un volant de plus de quatre millions de chômeurs (9 % de chômeurs correspondrait au taux de chômage «naturel» de la théorie néo-libérale) ne représente-t-il pas le niveau que l'armée industrielle de chômeurs et d'exclus doit atteindre pour satisfaire aux besoins du «régime de croissance patrimonial» illustré par les théoriciens de la «nouvelle social-démocratie». Le dernier exemple en date d'une «réforme» qui s'avère être un instrument de guerre contre les salariés est la loi sur les 35 heures, dont les résultats sont chaque jour plus clairs. Elle n'aura pas fait baisser le chômage, mais elle aura permis au patronat de faire un nouveau pas important dans la soumission des salariés à ses exigences de flexibilité et de précarité.

Il faut donc établir les bases d'une politique véritablement différente, se plaçant, par les moyens politiques qu'elle se donne, vraiment en rupture avec toutes celles qui ont échoué. Il devient impossible de s'opposer aux revendications des associations de chômeurs (le SMIG pour tous, qu'on soit salarié ou non, etc.), ainsi qu'à l'idéologie de la «fin du travail» qui

vient les appuyer, à moins de proposer une autre politique et de se déclarer prêt à l'appliquer au gouvernement, en s'appuyant sur l'intervention active des salariés et des chômeurs.

Le document commun LO-LCR, première mouture de la profession de foi pour la liste commune, inclut une proposition qui commence à aller dans ce sens : celle d'interdire les licenciements collectifs et, pour ce faire, de recourir s'il le faut à l'arme de la réquisition. Nous ne nous bornons pas à prendre acte de cette proposition, mais nous nous en inspirons pour la placer dans un ensemble beaucoup plus large de mesures, dont le socle juridico-politique est la notion «d'état d'urgence économique».

DÉCLARER «L'ÉTAT D'URGENCE ÉCONOMIQUE»

Les deux premières mesures d'un gouvernement élu pour régler les problèmes du pays en se situant d'abord du côté de ceux qui subissent quotidiennement la «misère du monde» serait de proclamer «l'état d'urgence économique» et de débloquent immédiatement une allocation aux chômeurs, établie au niveau que les associations de chômeurs et les syndicats lui proposeront : ce sera à eux de décider si, en attendant les embauches, elle doit être de 5 000 francs, égale au SMIC, etc.

La déclaration d'état d'urgence représente le fondement juridique classique du droit public français qui autorise l'emploi par un gouvernement de certains moyens d'exercice de la puissance publique qui lui sont reconnus (par exemple le droit de réquisitionner des usines, des locaux, des moyens de transport), mais qu'il

n'est pas habilité à employer en temps «normal». Or aujourd'hui, il n'y aurait vraiment aucune espèce de difficulté à défendre la position que les atteintes à l'intégrité des individus et les dangers de délitement et de gangrène sociale qui résultent de la persistance du chômage structurel de masse, de la précarité et de la paupérisation des personnes qui l'accompagnent, créent une situation relevant de «l'état d'urgence», voire de «l'état de guerre», économique et social.

Celui-ci ouvrirait la voie à la réactivation d'un principe auquel le droit public français a donné une grande place (une place beaucoup plus importante que ne l'ont fait d'autres États bourgeois). Ce principe dit que le droit de propriété n'est pas un droit absolu, mais une liberté qui n'est reconnue que pour autant qu'elle s'exerce dans des conditions qui sont compatibles avec les besoins de la nation : hier celles de la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, aujourd'hui celles de lutte contre les causes de la désagrégation sociale et de mise en œuvre effective, dans les conditions contemporaines, de la devise républicaine «Liberté, égalité, fraternité», ou encore des exigences de la justice et de l'équité, façon contemporaine de désigner les exigences de production et de distribution de la richesse qui garantissent la reproduction sociale prise comme un tout.

En vertu de ce principe, qui est l'un des fondements du droit des services publics et des nationalisations, il s'agirait de réaffirmer que la propriété privée des usines, des équipements, des machines, des moyens de transport et de communication (tant traditionnels que modernes), des laboratoires de recherche, mais aussi celle de ce qui est nommé «l'in-

vestissement immatériel» (telles que les banques de données sur la production et les échanges, ou les banques de données scientifiques et techniques), n'est pas un droit absolu, mais un droit dont l'exercice est nécessairement subordonné au plein respect du caractère primordial de tous ces éléments en tant que moyens de production, ayant été formés au terme de processus d'investissement matériel et humain collectifs, au cœur desquels il y a le travail. La déclaration d'état d'urgence économique et sociale prononcée par un gouvernement anti-capitaliste fournirait le cadre juridique pour un ensemble de mesures dont la mise en œuvre exigerait continuellement l'appel à la classe ouvrière et aux exploités pour en assurer l'application.

ÉTENDRE AUX LOGEMENTS LA SPHERE DES RÉQUISITIONS

La réquisition est un moyen parfaitement adéquat lorsqu'on a affaire à des moyens peu complexes, par exemple des biens immobiliers, terrains ou immeubles, dont l'acte de réquisition suffit par lui-même à en assurer la pleine utilisation. La déclaration d'état d'urgence économique comprendrait la réquisition des immeubles de bureaux et de logements et les appartements restés vides au nombre de ses toutes premières mesures (partie à compléter avec l'aide des conseillers municipaux du Val-de-Marne, d'Alfortville en particulier, ainsi que de l'association Droit au Logement, DAL). Ce serait des comités de ville et de quartiers élus par les sans-logis qui décideraient les réquisitions. Ces comités, avec d'autres, feraient également les propositions pour les inves-

tissements de rénovation et de construction et réaménagement des zones socialement sinistrées et organiseraient les premières embauches de proximité (le terme serait à réhabiliter) qui mobiliseraient les habitants, tout en leur donnant leur premier emploi.

UNE EXTENSION QUALITATIVE DES POUVOIRS DES COMITÉS D'ENTREPRISE

Appliquée à des sites de production, elle ne se présentera comme une mesure se suffisant à elle-même que dans le cas d'entreprises à site de production unique (par exemple un chantier naval) ou à production décentralisée, avec des productions complètes autonomes. Celles-ci existent bien sûr aussi bien en haute technologie (par exemple les sites de production de IBM ont largement ce caractère), que dans des industries traditionnelles comme le textile, la chaussure, le bois. Mais dans le cas de l'automobile ou de la grande industrie chimique et pharmaceutique, où les groupes ont introduit une division du travail complexe entre sites, la réquisition des seuls sites faisant l'objet de fermetures ou de licenciements massifs pourrait cesser d'être une arme pleinement appropriée.

Plus largement, avant de recourir à la réquisition dans l'industrie et les grands secteurs des services, il faut trouver les moyens d'agir en amont, à proximité de l'origine de la prise des décisions stratégiques des groupes. Nous proposons donc d'inclure dans cette partie du programme l'engagement que la déclaration d'état d'urgence économique sera accompagnée, par décret ou par loi, d'une extension qualitative des pou-

voirs des comités d'entreprise, accompagnée de changements dans leur mode d'élection et dans leur contrôle par les salariés concernés. Cette proposition et cet engagement pourront être justifiés très simplement. Depuis l'arrivée des fonds de pension et des fonds de placement financier dans le capital des groupes industriels français, ceux-ci ont été contraints, sous l'effet d'une extension internationale du droit interne américain, à autoriser la création d'instances, non prévues par le droit français des sociétés, nommées les «comités d'audit». Y siègent aujourd'hui les représentants des fonds de pension ou de placement, qui ont le droit de demander communication d'absolument tout document qui leur paraît nécessaire pour suivre la politique du groupe, infléchir celle-ci par des «conseils», et décider de conserver ou non leurs paquets d'actions. Toutes les études faites en France depuis quelques mois indiquent que leur pouvoir de peser sur les décisions des PDG et des directeurs des groupes est considérable, et qu'ils ne se gênent pas pour les utiliser. Avec Actalel en octobre, le message a été réitéré à l'adresse de ceux qui ne l'auraient pas compris. Ne serait-il pas normal, cela ne tomberait-il pas sous le sens commun que d'étendre les facilités accordées à des groupes d'actionnaires étrangers aux salariés travaillant dans des groupes français ? Il sera difficile aux adversaires du programme d'urgence pour sortir du chômage de le nier. Comme premier pas, les comités d'entreprise se verraient donc reconnaître exactement les mêmes droits que les comités d'audit des actionnaires, c'est-à-dire l'ouverture par voie législative des comptes et de tous autres documents.

Comme pas complémentaire, les co-

mités d'entreprise se verraient donner le droit, non seulement à être «informés» des licenciements collectifs et des plans de «restructuration», mais d'y opposer leur veto.

Cette transformation des droits des comités d'entreprise ne se limiterait pas à ceux des Comités centraux d'entreprise, mais s'étendrait, sous les formes appropriées, aux instances de représentation des salariés décentralisés, usines, laboratoires, sièges administratifs, mais aussi dans les sites importants, comités d'atelier. Cette transformation serait suivie de la tenue immédiate d'élections, pour renouveler les représentants, à l'occasion desquelles les conditions d'élection, et d'abord le droit des non-syndiqués d'être élus, seraient établies, de même que les mesures permettant aux travailleurs de suivre le travail des élus en permanence.

Dotés de ces pouvoirs nouveaux, les comités d'entreprise seraient en mesure de prendre les mesures immédiates pour l'emploi qui s'imposeraient : blocage de plans de licenciement, embauche, répartition de la charge de travail et durée du travail. C'est sur la base d'un rapport de force nouveau, établi à l'intérieur des entreprises, là où le rapport capital-travail se concrétise, que la question du temps de travail et de son organisation se déciderait, et que des dispositions législatives ou réglementaires seraient appliquées, sans subir le sort des 35 heures. Les négociations par branche auraient alors comme fonction essentielle d'aligner l'ensemble des entreprises d'un secteur professionnel sur les meilleures conditions arrachées au patronat.

Dotés de ces pouvoirs nouveaux, les comités d'entreprise seraient en mesure de faire participer l'ensemble des salariés à la réflexion sur l'orga-

nisation de l'entreprise et à ses rapports avec le reste du tissu productif. Ceux-ci se familiariseraient avec les méthodes de la prise de décision, sans que celle-ci n'échappe aux instances actuelles, ou que la propriété de l'entreprise soit modifiée de façon immédiate.

Il est évident qu'au moment de la mise en application de ces mesures, les fonds de pension auront délesté leurs paquets d'actions depuis longtemps, la chute des cours en bourse permettant le rachat dans des conditions financières correctes des parts cédées, soit par des particuliers, soit par l'Etat. Une partie des grands patrons français, ceux qui trustent les sièges dans les conseils d'administration, seront peut-être partis aussi. Comment les choses évolueraient-elles ensuite ? Difficile à dire, la chose dépendant beaucoup du comportement des «managers» et du regroupement des forces sociales, cadres compris, autour des objectifs de mise en œuvre effective du droit du travail pour tous. En cas de défection massive, forts de l'expérience acquise pendant cette phase, les comités seraient en mesure de se substituer à des directions d'entreprises défailtantes.

L'EXTENSION DES POUVOIRS DES COMITÉS D'ENTREPRISE DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES ET LES ADMINISTRATIONS

La déclaration «d'état d'urgence économique», avec toutes ses implications, s'appliquerait bien entendu aux entreprises publiques. Elle ne s'arrêterait pas non plus au seuil des administrations de l'Etat. Avec les adaptations éventuelles requises, notamment une interaction étroite

avec le travail de comités d'usagers aux compétences effectives, l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise s'entendrait aux entreprises publiques, ainsi qu'à l'administration à tous les niveaux. Là aussi les comités d'entreprise, dotés de leurs pouvoirs nouveaux, prendraient les mesures immédiates pour l'emploi qui s'imposeraient : blocage de plans de licenciement, embauche, répartition de la charge de travail et durée du travail.

Aujourd'hui, les salariés et les chômeurs sont surtout confrontés à l'Etat comme force hostile, instrument du capital financier. Ils le connaissent de plus en plus exclusivement dans deux rôles : celui d'Etat-patron d'abord, rôle dont il cherche à se désengager activement au bénéfice du secteur privé et qu'il exerce de plus en plus à l'identique. Ensuite, et surtout dans son rôle de plus en plus prédominant, celui d'intermédiaire, sinon de porte-parole et de défenseur face aux exploités des exigences des «marchés». L'Etat contemporain en Europe, c'est l'Etat qui s'est fait l'agent central de la mise en œuvre des critères de Maastricht, c'est-à-dire d'une politique de soumission aux intérêts du capital financier.

Au-delà de cet aspect, le programme anti-capitaliste ne peut pas être un projet d'étatisation accrue de l'économie et de la société. A notre manière, nous aussi sommes pour un «Etat différent», plus léger, moins bureaucratique, qui n'opposerait pas des fins de non-recevoir ou une paperasserie sans fin aux demandeurs de droits, comme les chômeurs et les sans-logis en font l'expérience aujourd'hui. «L'investissement» (au sens stratégique d'occuper le terrain) de l'Etat (services publics et administrations) par les salariés et les fonc-

tionnaires organisés dans et autour des comités d'entreprises est un élément central de réponse à ce besoin.

RÉCUPÉRER LES MOYENS FINANCIERS DE LA DÉPENSE PUBLIQUE ET DE L'INVESTISSEMENT

La proclamation de l'état d'urgence économique et sociale suppose la récupération de l'ensemble des moyens qui permettent le financement par l'Etat de toutes les dépenses et surtout de tous les investissements nécessaires au combat contre le fléau du chômage. Ce financement doit pouvoir être à hauteur de ce qui est considéré comme le chiffre indispensable au succès de ces dépenses et investissements, et donc sans que les arguments relevant de «l'impossibilité budgétaire» soient opposés aux ministères ou agences publiques qui les proposent. La récupération par l'Etat des moyens qui permettent le financement des mesures nécessaires pour éliminer le chômage passe donc par la réforme démocratique de la fiscalité, ainsi que par des mesures pour arrêter l'hémorragie de ressources vers les marchés financiers, au titre du service de la dette.

Sur la réforme de la fiscalité, la taxation des riches, la lutte contre l'évasion fiscale de ceux qui peuvent payer des services spécialisés de «consultants», etc., nous recherchons l'aide de camarades du Syndicat national des impôts et des Fédérations des Finances pour la rédaction des mesures qu'un gouvernement de rupture anti-capitaliste pourrait prendre.

Aujourd'hui, ce sont les «critères de Maastricht» qui sont opposés à toutes les revendications de création

de postes ou de dotation de moyens (celles des lycéens et des enseignants, comme celles des cheminots) et à toutes les demandes de financements. C'est à juste titre que ces «critères» sont combattus, car ils ne sont rien d'autre que le pendant des barèmes de rentabilité des comités d'audit des fonds de placement dans les entreprises, c'est-à-dire les normes ou indicateurs chiffrés que les marchés financiers se sont donnés pour contrôler l'activité des gouvernements, et peser ainsi sur la vie quotidienne des citoyens. Mais il ne faut pas perdre de vue le fait qu'en amont des «critères de Maastricht» se situent le refus de taxer le capital et la fortune, la tolérance à l'égard de l'évasion sociale des riches et des puissants (et même son organisation à l'aide d'astuces fiscales de toutes sortes), des priorités budgétaires qui sont autant de cadeaux au capital, et l'obligation qui a résulté de la somme de ces éléments d'être obligé de recourir à l'emprunt. En 1998, c'est 3,5 % du produit intérieur brut qui est allé au paiement des seuls intérêts annuels de la dette publique. En 1998, cette charge a représenté près de 17 % du budget. En 1999, près de 240 MdsF iront aux marchés financiers, alors que le budget de la santé et de la solidarité sera de 80 MdsF, celui du logement de 45 MdsF, et qu'un milliard de francs seulement sera consacré à la «politique de la ville» pourtant déclarée prioritaire !

La déclaration de «l'état d'urgence économique» suppose donc, en particulier, l'annonce simultanée de l'établissement d'un moratoire sur la dette publique, mettant fin au service des intérêts de la dette et suspendant les remboursements dûs sur des émissions de titres faites par des gouvernements précédents, jusqu'à ce que l'amélioration de la situation

permette de réexaminer le problème. Le «nouveau plein emploi» que défendent les économistes qui se sont dressés contre la «pensée unique» du néo-libéralisme est à ce prix.

LA RE-NATIONALISATION DU CRÉDIT

Le vide créé par la fuite prévisible des fortunes nationales et des capitaux étrangers venus se placer pour siphonner, par le biais des revenus d'obligations publiques ou de dividendes de titres, des richesses produites par les salariés, cultivateurs et artisans travaillant dans ce pays, entraînera la nécessité de reconstituer très vite un secteur financier fait de banques publiques, qui limitent leur activité à la mise à la disposition du secteur productif. La nationalisation du crédit s'imposera d'autant plus facilement que la mondialisation financière a eu pour effet de dévier les banques, redevenues «centre de profits», de leur seule raison d'être légitime dans une économie décentralisée, dans laquelle les décisions de production d'achat et de vente sont séparées dans l'espace et dans le temps, et donc médiatisées par le marché. La mise à la disposition des entreprises des formes de crédit bancaire qui leur sont nécessaires, avec une facturation qui corresponde au travail des employés du secteur, redeviendrait la fonction principale des banques.

LA RÉACTIVATION DE LA PLANIFICATION ET L'EXTENSION DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Il s'agira ensuite de bien établir le lien entre les pouvoirs des comités

d'entreprise, ainsi que le recours aux réquisitions (ou la menace de le faire), et la réactivation de la planification, ainsi que de l'allocation prioritaire des dépenses publiques. C'est une autre condition pour que le «nouveau plein emploi» puisse se matérialiser. Il s'agira donc d'adapter à la situation contemporaine certaines des approches qui ont prévalu lors des premiers plans français.

Nationalisations, réquisitions, allocation planifiée des ressources pour l'investissement sont des méthodes qui étaient monnaie courante en France lors du précédent contexte «d'état d'urgence économique», à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils permettent, tout comme les comités d'entreprise à pouvoir de contrôle effectif sur les comptes et sur la production, de donner une expression française, donc pas «étrangère», pas «soviétique», aux instruments de mise en œuvre du droit au travail pour tous sans clivage entre «statutaires» et «précaires». Ce sont des méthodes auxquelles la bourgeoisie a été obligée d'avoir recours, pour se sauver et se reconstituer économiquement et politiquement, et qu'elle a donc été obligée d'appréhender conceptuellement. A des fins de pédagogie et comme point de départ, il s'agirait de se réapproprier les idées relatives à la propriété des moyens de production et de communication et de moyens de recherche scientifique et technique, qui ont servi à établir le secteur public après la Seconde Guerre mondiale.

Ce sont notamment les idées suivantes : dans la sphère de la production (au sens large), et s'agissant de son application à des entreprises, le capital est une catégorie juridique qui ne doit pas servir, et qu'on ne peut pas permettre d'occulter la réalité des moyens de production qu'elle re-

couvre et dont elle n'est en définitive que «l'enveloppe». Dit d'une autre manière, le terme capital sert à désigner simultanément deux choses. D'un côté, il est l'expression d'un rapport social fondé sur la propriété privée, qui met en présence les propriétaires de capital et ceux dont la «richesse» essentielle, sinon unique, est leur force de travail, qu'ils doivent vendre pour vivre. De l'autre, il est une somme de moyens de production et de communication, et de moyens de recherche scientifique et technique, qui ont un caractère collectif dans deux sens fondamentaux du terme : celui de supposer une division sociale du travail complexe, qui n'est jamais une création du marché laissé à lui-même, et celui de reposer directement et indirectement sur des dépenses financées par l'Etat, dont chaque entreprise bénéficie sans un quelconque rapport direct à sa contribution fiscale. C'est la nécessité de favoriser prioritairement cette seconde dimension du capital comme «moyen de production» qui a contraint la bourgeoisie à donner une extension très large au «capital public», notion qui marque la volonté de respecter le «capital privé», mais qui met bien en évidence la «dualité» dont il vient d'être question. Ce sont les exigences complémentaires de reconnaître à l'investissement un caractère «stratégique» sur le plan du développement économique et social, et d'assurer au plus vite la construction ou la reconstruction d'une division sociale du travail dense, et de la fortifier ensuite, qui a justifié la création du Commissariat général du plan en 1946.

Aujourd'hui, l'approche du capital comme somme d'actifs financiers l'a complètement emporté sur celle qui met en avant la dimension «moyen de production». Celui-ci sera donc

démantelé dès qu'il ne rend pas un profit suffisant. Le Commissariat au plan, de son côté, est réduit au statut d'une agence publique, pratiquement sans moyen, chargé, comme sur le dossier des retraites, de servir de lieu de «persuasion intellectuelle» pour l'acceptation de mesures d'adaptation à la mondialisation et la domination de la finance, décidée dans d'autres lieux.

Dans un contexte «d'état d'urgence économique», il ne pourrait plus en aller de même. L'exercice du droit de réquisition de toute entreprise qui annoncerait des licenciements collectifs, la mise en œuvre à cette occasion de procédures où des organismes (préalablement créés par loi ou par décret) chargés de surveiller la direction ou de se substituer s'il le faut à elle, se mettraient au travail, supposerait de façon complémentaire la réactivation du Commissariat général, pour servir de lieu de coordination de certaines décisions stratégiques intéressant plusieurs entreprises réquisitionnées.

FUITE DES CAPITAUX ET MESURES DE SAUVEGARDE ET DE PROTECTION EXTÉRIEURES

Dans le passé, chaque fois que des mesures de ce type ont été appliquées, cela s'est fait dans des conditions où le contrôle des changes et des mouvements de capitaux existait déjà, dans des conditions où il existait aussi des frontières douanières bien établies. Mais dans le passé aussi, chaque fois que des mesures de ce type ont été appliquées, elles ont dû l'être dans des conditions de très grande pénurie (de produits alimentaires, de matières premières,

de biens d'équipement, de technologies).

Aujourd'hui, il n'en va plus de même, ni pour les contrôles extérieurs, ni pour les pénuries. Aucune pénurie ne menace l'économie française. Le problème est de desserrer l'étau d'une situation où le degré élevé de chômage frappe des pays très riches, dans notre cas la France. Ce chômage est exclusivement le fait du système capitaliste en tant qu'il est fondé sur la propriété privée des moyens de production et le profit. Il en résulte une incapacité à prendre en compte d'importants besoins sociaux, parce qu'ils ne se matérialisent pas sous la forme d'une demande marchande solvable et ne dégageront pas des profits au niveau où les principaux investisseurs financiers les exigent. Il en résulte les méga-fusions actuelles, dont l'objectif est le maintien du niveau des dividendes et de la cotation des actions en bourse, et dont l'établissement se solde par des restructurations qui détruisent des milliers ou même des dizaines de milliers d'emplois. Il en résulte des délocalisations destructrices d'emplois, qui sont ni plus ni moins qu'une forme de fuite des capitaux.

Le résultat des réquisitions et du veto aux plans de licenciements collectifs sera de préserver «l'outil de travail». Même s'il est indispensable que les travailleurs des banques et des institutions financières se mobilisent pour limiter les fuites de capitaux au maximum, et défendre les réserves en devises, on peut prévoir que le capital, en tant que fortune et comme liquidités placées en devises (dollars, francs suisses, etc.) parviendra quand même à fuir en bonne partie. Les fonds de placement étrangers auront bien sûr déserté le territoire très tôt.

Il importe que les conséquences de la fuite prévisible des capitaux soient ramenées à leur juste mesure. La menace est réelle pour un gouvernement endetté à l'égard des marchés, qui peut se voir forcé, en raison de la lutte sociale, «d'aménager» l'ordre du capital financier, car celui-ci prend vite ombrage de mesures qui questionnent sa légitimité sociale (le rejet catégorique de la taxe Tobin en est un bon exemple). Elle l'est beaucoup moins, ou en tous les cas très différemment, pour un gouvernement qui établit d'emblée le moratoire sur la dette publique. Le niveau critique des réserves, dont il est souvent question dans les débats français, n'est plus déterminé aujourd'hui par rapport à la balance commerciale, mais par rapport aux mouvements de spéculation contre la monnaie et de retrait des capitaux spéculatifs de placement à court terme en titres de

la dette publique et en actions. Pour peu que l'intervention des travailleurs du secteur bancaire et financier permette de mettre la main sur les réserves de devises, celles de la Banque de France en premier lieu, dans le cadre où nous nous plaçons, la fuite des capitaux de placement investis à court terme des marchés financiers est celle de prédateurs parasites de richesses créées dans la production. Cela donnera à leur départ le sens du soulagement d'un fardeau. La «tyrannie des marchés» et «la dictature des créanciers» ne peuvent s'exercer qu'à l'égard de gouvernements qui s'endettent parce qu'ils ne veulent pas taxer la fortune et le capital, qui doivent re-financer en permanence leur dette publique en ré-émettant des bons du Trésor et autres OTA de semaine en semaine et de mois en mois. Ce sont eux seuls qui vivent

dans la terreur des fuites de capitaux et qui calculent le montant des réserves qu'ils ont pour faire face à des mouvements de retrait.

La fuite de certains capitaux affaiblit d'autant le capital, en tant que rapport social d'appropriation de la richesse créée par le travail salarié. Le capital ne peut pas emporter les moyens de production et les moyens de recherche scientifique avec lui, encore moins les cerveaux et les bras de ceux qui les font fonctionner. La nationalisation du crédit et la restauration de la capacité de financement de l'Etat assureront les conditions monétaires indispensables à la circulation des marchandises et au bouclage des circuits de production et de vente.

S'agissant des échanges de marchandises, pour ce qui est des exportations agricoles, la France est exportatrice de produits agricoles. Ses agriculteurs bénéficient de subventions,

III. PREMIERS ÉLÉMENTS DE MESURES À PRENDRE AU PLAN EUROPÉEN

très inégalement et injustement réparties. Dans un monde où la famine rôde, ils subissent les contre-coups de politiques de restrictions de l'offre et de quotas. Il n'y a dans cette situation rien qui soit très difficile à gérer, et même à gérer mieux que ne le font les politiques actuelles, et surtout celles qui sont en préparation. S'agissant du secteur manufacturier, l'appareil productif français est aujourd'hui inséré dans une division poussée du travail au niveau industriel, mais ces échanges se font pour les trois-quarts avec les pays d'Europe, en premier lieu ses proches voisins.

Il est difficile pour qui que ce soit de venir soutenir que, dans l'état des rapports politiques entre le capital et le

travail en Europe, dont la présence de partis socialistes ou sociaux-démocrates au gouvernement dans tout le continent est l'une des expressions, il y ait un gouvernement quelconque voisin de la France qui puisse envisager un instant de créer un blocus économique d'un pays dont le gouvernement décréterait en arrivant au pouvoir «l'état d'urgence économique» pour garantir le droit au travail pour tous. C'est au contraire l'exemple d'un tel gouvernement qui serait contagieux.

Le gouvernement qui prononcerait «l'état d'urgence économique» pour le droit au travail égal pour tous, qui agirait à tout moment en s'appuyant sur les salariés et les chômeurs, et qui li-

bérerait l'immense potentiel d'aspiration au changement accumulé dans la société française, ne serait pas pris à la gorge. Logé au cœur d'une Europe où, dans chacun des pays voisins, plusieurs millions de chômeurs et de travailleurs précaires connaissent exactement la même situation ; fort des nombreuses initiatives européennes contre le chômage, dont le point de départ a été en France ; doté des moyens de communication modernes que les salariés des médias sauraient utiliser pour le défendre, un tel gouvernement ne se trouverait confronté en aucune manière aux formes d'encerclement et aux délais courts pour les briser que la Commune de Paris ou le gouvernement issu

de la Révolution d'octobre ont connus. A terme, sa durée serait déterminée par l'extension de son expérience vers les pays voisins. Mais une analyse politique sommaire de la situation européenne actuelle vient appuyer l'idée que l'effet de contagion politique serait rapide, la condition principale de celle-ci étant qu'il y ait une inspiration et un exemple, mais en aucune manière un «modèle» français.

UN MOT SUR LES INSTITUTIONS

C'est à ce souci que correspond la proposition exposée plus haut, de couler le programme anti-capitaliste dans des institutions et notions juridico-politiques absolument «françaises». C'est de là que découle aussi la nécessité de dire d'emblée que c'est au travers d'institutions confédérales légères et souples, consécutives à un démantèlement de la lourde bureaucratie de Bruxelles (dont la législation oppressive et tatillonne est l'expression surtout du fait qu'elle est le principal outil en Europe continentale de la libéralisation, de la déréglementation et de la privatisation néo-libérales), que les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe se formeraient. L'Europe des classes ouvrières des pays du continent peut authentiquement être une «Europe des nations», alors que la version des bourgeoisies sera toujours, peu ou prou, une «Europe des nationalismes», des rivalités inter-impérialistes étouffées, contenues par des institutions dont la fonction essentielle est de garantir cet espace de «marché», c'est-à-dire de valorisation du capital et d'exploitation, dont le capital financier a besoin. La texture politique des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Euro-

pe est donnée par les particularités de la lutte des classes en Europe, berceau du capitalisme, mais aussi du mouvement ouvrier. Le ciment économique de cette union est donné par la division internationale du travail très poussée que les économies des pays du Marché commun, puis de l'Union européenne ont développée entre elles, dans le cadre capitaliste, et dont la manifestation la plus voyante est le niveau et la composition des échanges intra-européens. Celle-ci met à la disposition des classes ouvrières européennes, le jour où elles se seront donné des gouvernements appliquant une politique conforme aux besoins des exploités et des opprimés, et pourront définir leurs intérêts communs d'une manière nouvelle, une base productive et une base scientifique et technique très développées et très diversifiées. La détention et l'organisation appropriée de ces éléments leur permettraient bien entendu d'éradiquer le chômage et de relancer la «croissance» (qui prendrait un sens nouveau et serait mesurée par de nouveaux indicateurs), mais aussi d'établir un rapport à l'impérialisme mondial, et à l'Etat et à la bourgeoisie nord-américaines tel qu'elles pourront entraîner les classes ouvrières et les peuples d'autres continents derrière elles.

PREMIERE CONTRIBUTION À UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE EUROPÉEN

Dans le cadre de la campagne politique de type électoral qui s'ouvre, quelques mesures anticapitalistes pourraient servir comme base de réflexion et peut-être de point de départ pour l'élaboration d'un programme d'action européen, qui ne serait

pas «alternatif» à celui du capital financier, mais compris comme devant le frapper aussi durement que possible. Le programme des mesures qui permettraient aux classes ouvrières et aux mouvements sociaux d'Europe de mettre fin à l'interminable spirale de contraction, de misère grandissante et de crise de civilisation, et d'établir un rapport de force tout à fait différent avec le capital, ne pourra être qu'une élaboration collective, française, mais aussi internationale. Ce n'est donc qu'à titre d'exemple que certaines mesures sont énumérées, dont il faut souligner qu'elles sont des mesures démocratiques (anticapitalistes bien sûr, et peut-être de façon radicales) mais qui ne préjugent pas des formes exactes d'organisation de l'économie et de la société à construire en lieu et place du capitalisme.

Le démantèlement du pouvoir de la finance peut commencer à être entrepris dans un premier pays, mais ne peut être mené à bien que dans le cadre de l'alliance des classes ouvrières de plusieurs pays. Il exigerait, entre autres choses, de procéder au minimum à des moratoires de la dette publique, avec un service très sélectif qui sauvegarderait l'épargne de certains petits épargnants. Il exigerait l'harmonisation de la fiscalité et la fin des paradis fiscaux continentaux, la Suisse et le Luxembourg en tête. Il supposerait aussi le rétablissement de contrôles sélectifs sur les flux de capitaux et la taxation sur les transactions spéculatives sur les marchés des changes (taxe Tobin). La re-nationalisation du crédit, sur la base de l'expropriation et de la mise sous contrôle social du système bancaire, devrait aussi être menée à l'échelle européenne, ainsi que le rétablissement du contrôle des mouve-

ments de capitaux : autant de tâches qui supposeraient notamment le contrôle des opérations par les salariés de la banque.

Sur cette base, l'euro pourrait être accepté en héritage. Accompagné de mesures immédiates pour rendre les niveaux de salaires convergents puis unifiés, l'établissement d'un taux de change fixe serait l'une des mesures que les classes ouvrières européennes alliées, puis confédérées, auraient à prendre. Adossée à la production et à la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, et non comme aujourd'hui à la finance et aux besoins du capital financier, la monnaie unique deviendrait un instrument d'organisation de la production et des échanges au service des producteurs associés à l'échelle des États-Unis d'Europe. Cet objectif exigerait le rétablissement d'une protection financière et commerciale extérieure rigoureuse dans le domaine des investissements directs et des échanges.

Pour mettre fin aux inégalités de salaires, et pour démonter les mécanismes qui mettent les salariés en concurrence les uns contre les autres, d'un pays et d'une région à l'autre, il s'agirait de créer les conditions de création d'un droit européen unique du travail, de la protection sociale et des retraites, aligné sur les niveaux les plus avancés (extension du « salaire socialisé ») et permettant la négociation de conventions collectives uniques à l'échelle européenne. Une confédération dirigée par les salariés et les mouvements sociaux aurait pour tâche l'élaboration d'un

budget commun, établi sur la base d'une fiscalité frappant les revenus élevés. La récupération de la maîtrise de la dépense publique, dans chaque pays et au niveau européen, permettrait la construction de services publics proprement européens et le financement de grands travaux à l'échelle européenne. Le budget commun assurerait le financement à l'échelle du continent d'une véritable politique de l'environnement et les moyens d'en imposer la mise en œuvre. Il jetterait les bases d'une politique culturelle commune, qui serait défendue aussi par le contrôle des mouvements de capitaux, de marchandises et de services. Il financerait la politique extérieure et les moyens de défense commune que les tensions politiques prévisibles avec l'impérialisme américain rendraient indispensable.

Ce cadre permettrait à une authentique « Europe des peuples » de s'épanouir. Chaque classe ouvrière prendrait les mesures spécifiques de mise en œuvre du programme de satisfaction urgente des besoins pressants des plus opprimés, propre à la situation de son pays. Et tous ceux qui sont attachés à leur langue et leurs traditions culturelles nationales, comme véhicule artistique de leur indignation, de leurs aspirations, de leurs rêves et de leurs utopies, seraient assurés de ne plus avoir, comme aujourd'hui, à se battre à coup « d'exceptions culturelles » contre la marchandisation totale de la culture sous égide nord-américaine.

Le texte qui suit doit être entendu comme une contribution au débat sur les mesures d'urgences qu'un gouvernement rompant avec la logique capitaliste devra prendre dans le domaine de l'instruction publique, des écoles, collèges et lycées. Le problème n'est en rien un problème «scolaire», sur lequel ne pourraient se pencher que des «spécialistes». Ce dont il s'agit, c'est du sort de la jeunesse dans son ensemble. C'est donc un problème social et politique majeur, regardant l'ensemble de la population. Il ne s'agit pas davantage de définir ce que serait l'école dans une société «idéale», ni de décider ce qui devrait être enseigné ni comment l'enseigner. La mobilisation des masses pour garantir et élargir ces acquis, les formes démocratiques garantissant l'exercice de leur volonté, reprendront en main ces questions, et y apporteront des réponses que nous n'imaginons qu'à grand peine. Notre responsabilité propre est pour l'heure d'une autre nature.

Décréter l'urgence sociale dans l'école

Journées d'étude
des 23 et 24
janvier 1999

Notre société est aujourd'hui marquée par une réalité incontournable : elle n'offre fondamentalement plus d'issue aux jeunes. Elle broie des dizaines de milliers d'entre eux. Les explosions qui se succèdent (comme à Toulouse) sont autant de manifestations de cette impasse, qui est celle d'une société. Pour autant, les mécanismes de reproduction des inégalités sociales fonctionnent à plein, avec une rigueur peut-être plus marquée que jamais. L'école y occupe une place importante, probablement essentielle. Il est nécessaire-

ment réducteur d'en schématiser le fonctionnement. C'est pourtant une entreprise salutaire, ne serait-ce que pour disperser l'écran de fumée derrière lequel ces mécanismes sont à l'œuvre : l'école «de la République». Loin de désigner une école, certes imparfaite, mais qui dans l'ensemble serait «nôtre» (comme Allègre se prétend «des nôtres», cf. Le Monde du 15 décembre 1998), elle organise l'inégalité, la stratifie, la renforce :

n une élite continue d'être formée, dans des parcours scolaires parfaite-

ment balisés, qui font alterner écoles privées et classes d'élite de l'école publique. Ils sont entre les mains de «parents professionnels», eux-mêmes rompus à l'exercice, plus cultivés que la moyenne, conscients et maîtres des signes symboliques dont la maîtrise assure l'entrée dans les réseaux des pouvoirs.

n pour une couche beaucoup plus nombreuse (le véritable «marais scolaire», la majorité en nombre), l'école se voit confier la tâche de les préparer aux emplois précaires qui seront leur lot à un horizon indéterminé. Ils peuvent rêver d'un avenir professionnel, d'un «métier». Ils passeront de classe en classe, ils iront peut-être à l'université massifiée. Ils se convaincront par l'expérience que leur horizon est strictement limité, et qu'ils doivent s'engager dans la lutte quotidienne pour les «petits boulots». Ils intériorisent massivement ce destin apparemment inéluctable. La création des «emplois-jeunes» vient couronner le dispositif. Sans avenir au-delà de cinq ans, sans possibilité de poursuivre des études réellement qualifiantes, ils en viennent à espérer que leurs emplois de bouche-trous seront pérennisés. L'école leur transmet des connaissances, des éléments de méthode, mais rien qui permette d'obtenir le degré de maîtrise exigé pour intégrer les couches supérieures. Leur parcours scolaire, aussi aisé qu'il ait pu paraître, les dénonce pour ce qu'ils sont. Ils ont fait «des études», mais ils portent les marques indélébiles d'une scolarité massifiée, mais certainement pas démocratisée.

n pour une masse d'ores et déjà considérable, la société n'offre plus aucun espoir. Elle confie à l'école (et essentiellement au collège) une fonction de contention. Il s'agit que

ces jeunes, justement convaincus de n'être plus «employables» (c'est-à-dire de ne plus avoir aucun espoir, «en travaillant bien à l'école», de s'en sortir, c'est-à-dire de vivre mieux que leurs parents) ne débordent pas des cases qu'on leur a attribuées. La seule mission de l'école est de s'assurer qu'ils y sont présents (au besoin en faisant une pression économique supplémentaire sur leurs parents), en les confrontant à des «adultes» (les circulaires ministérielles ne s'inquiètent d'ailleurs plus de préciser s'il s'agit d'enseignants...), et en se faisant aider, si c'est nécessaire, par l'armée, la justice, la police, etc. Il n'existe pas de projet sérieux de leur faire acquérir et maîtriser à un degré raisonnable la langue commune, ni de les doter de la moindre qualification professionnelle. Quels que soient le dévouement et les tentatives des enseignants (qui sont souvent placés dans les banlieues en situation de «fonctionnaires coloniaux», comme le dit le sociologue François Dubet), ils sont les «cassés». Lorsque l'occasion se présente (voir ce qui s'est passé lors de la première manifestation lycéenne, place de la Nation, à Paris), ils deviennent les «casseurs». C'est la jeunesse du néo-libéralisme : économie parallèle, délinquance, barbarie.

Peu de chances de sauter d'une case à l'autre. Les déterminismes sont d'une puissance considérable (et réparables dès la plus tendre enfance). Si un talent particulier se révèle, les freins directement économiques jouent à plein. L'école n'est pas gratuite quand il s'agit d'atteindre ses échelons supérieurs.

L'écart entre l'environnement culturel d'origine (social, ethnique, etc.) et les exigences culturelles dominantes est

impossible à combler. L'écramage est impitoyable, toujours objectivé en «échec scolaire», c'est-à-dire en culpabilisation des victimes.

Moins que jamais on ne peut parler d'une école «ascenseur social» (a-t-il jamais existé ? Il serait plus juste de dire qu'à l'époque où la société offrait au moins un travail à l'issue de l'école, elle était aussi capable de donner des récompenses symboliques).

Des millions de parents connaissent une situation qui va de la gêne à la misère la plus noire ; ils sont eux-mêmes au chômage depuis parfois longtemps, ou en CDD, en temps partiel, avec les effets ravageurs qu'ont ces situations sur les familles, les modes de survie marginaux, lumpénisés. Pour la première fois depuis des décennies, une fraction massive du peuple porte les stigmates de la misère. Leurs enfants les reproduisent en stigmates d'échec scolaire, c'est-à-dire d'inadaptation totale aux exigences du modèle culturel dominant, qui est celui de la classe dominante.

Le divorce est absolu avec les moyens, les connaissances, les compétences accumulés par la pratique, la réflexion, la recherche de tous ceux qui se préoccupent d'assurer à l'enfant une croissance physique, psychique et cognitive correcte. Une masse d'enseignants (en particulier en maternelle et en primaire, mais aussi en collège et à l'université) sont capables, pourvu qu'on leur en donne les moyens et qu'on les laisse libres de mettre en œuvre ce qu'ils savent faire, d'enrayer les effets des handicaps physiques, psychiques et partiellement sociaux des enfants qui leur sont confiés.

Soyons bien clairs : ils ne peuvent enrayer dans le seul cadre de l'école les effets ravageurs du délabrement

social dû à la barbarie néo-libérale. Aucune école ne le peut, aucune pédagogie (qui est au mieux une technologie de l'apprentissage). L'école n'est pas émancipatrice en elle-même. Notre école est une école de classe, et elle n'a jamais cessé de l'être. Cette affirmation est banale, et on ne saurait la tourner en dérision en la réduisant au mot d'ordre soixante-huitard de «À bas l'école des flics et des patrons». Elle consiste à dire que l'école, quel que soit le mode d'organisation de la société, ne peut sauter par dessus cette société, qu'elle exerce une fonction éducative, une fonction d'entrée dans une culture. Et cette culture est (toujours) tout entière pétrie des rapports de classes qui s'y expriment. C'est ainsi par exemple que notre école est de haut en bas ordonnée par la reproduction de la division sociale du travail, institutionnalisée en séparation radicale entre travail intellectuel et travail manuel.

Mais dans le cadre de cette société, dans le cadre de cette école, de cette université (et de la recherche), existent des connaissances, des maîtrises, des compétences qui permettent de limiter, de juguler, peut-être de réduire des handicaps, dont l'origine est pour l'essentiel sociale. C'est vrai dans la petite enfance avec le repérage précoce de problèmes physiques, acoustiques, visuels, de discrimination des phonèmes, avec leur correction immédiate, dégageant ainsi les voies d'apprentissages plus poussés. C'est encore vrai pendant les premières années de scolarité. C'est de moins en moins vrai ensuite.

Or ces techniques exigent une mobilisation considérable de moyens, de compétences, de praticiens aguerris. La survie de cette société est d'autant plus insupportable que nous sa-

vons le faire, et que l'on nous interdit de le faire. Nous sommes condamnés à contempler la chute inexorable de ces enfants qui auraient pu être rétablis dans leurs chances d'être pleinement humains.

Et si cela nous est interdit, c'est parce que cette société choisit de gaspiller ou de détruire des forces utiles, au profit d'autres purement parasitaires, comme celles de la rente, de l'argent pour l'argent. Telle est, dans ce domaine, la conséquence la plus scandaleuse de ce qu'il faut appeler par son nom : la propriété privée des moyens de production.

Chacune des mesures prises ou envisagées par le tandem Allègre-Royal s'inscrit dans la préservation, le renforcement, la pérennisation de ces constantes. Ils s'inscrivent ainsi dans la suite de Chevènement, de Jospin, de Lang, de Bayrou et des ministres qui les ont précédés. Ils agissent cependant avec une brutalité sans égale. C'est que l'urgence des besoins du capitalisme ne leur laisse même pas le loisir d'une co-gestion vaguement conflictuelle de l'institution avec les appareils syndicaux, pourtant tout acquis à la survie du système tel qu'il est.

C'est pourquoi il ne saurait y avoir de programme socialiste digne de ce nom qui ne s'inscrive dans la volonté d'en finir avec ce système. Quelles que soient les vertus «techniques» des solutions réformistes du plan Langevin-Wallon, par exemple, elles trouvaient leurs limites dans le refus de s'engager dans cette voie. Telle est également la nature des limites des démarches «pédagogistes» qui, fondées plus ou moins consciemment sur le refus de combattre l'existence même de ce système, cherchent dans les techniques d'enseignement un palliatif aux effets de sa survie.

A cet égard, une précision : un secteur de l'école, d'une surface extrêmement limitée, a partiellement opéré cette convergence des compétences, celui de l'enfance «inadaptée». Mais comme son nom l'indique, il n'a qu'une ambition : «adapter», c'est-à-dire tendre à réintroduire l'enfant dans le circuit de la société, lui permettre de prendre sa place d'exploité. L'ampleur de la catastrophe est telle que ce sont des probablement des centaines de milliers d'enfants qui doivent, d'urgence, bénéficier d'une mobilisation de grande ampleur, où les techniques qui ont été mises au point dans ce secteur seront généralisées.

Mais l'objectif ne saurait être seulement celui de «réparer» ou d'atténuer les effets du système capitaliste ; il est de rendre accessibles à tous les trésors accumulés par l'humanité et confisqués par la classe dominante, c'est-à-dire de développer tous les moyens pour abattre les obstacles (d'abord sociaux) qui en interdisent l'accès au plus grand nombre. Ces mesures ne peuvent donc être conçues que comme l'expression d'une volonté de transformation sociale radicale.

DES MESURES

D'URGENCE : LA ENCORE,

AU CENTRE, LE DROIT AU

TRAVAIL EFFECTIF

POUR TOUS

Un gouvernement authentiquement socialiste doit entreprendre immédiatement un certain nombre de mesures pratiques pour mobiliser les énergies, utiliser les compétences les plus diverses. C'est pourquoi nous prendrions immédiatement les mesures les plus simples pour aller

dans ce sens :

n la titularisation immédiate des milliers d'emplois-jeunes employés dans les écoles et les collèges, et le recrutement de milliers d'autres jeunes, immédiatement placés sous la protection du statut de fonctionnaires ; la proposition de voir ce qui, dans l'école, les intéresse (non pas des «nouveaux métiers», mais des métiers existants, clairement repérables, liés à un statut) et une formation du meilleur niveau à ces métiers, dans le cadre de la garantie de l'emploi acquise ; la possibilité pour ceux qui ne trouvent pas dans l'école de métiers qui leur conviennent d'entreprendre les formations qu'ils ont choisies ; en un mot, l'extension immédiate à ces dizaines de milliers de jeunes d'un statut d'étudiant-salarié, et donc la renaissance entre autres (pour ceux qui se destinent aux métiers de l'enseignement) des statuts et des situations matérielles qui furent ceux des élèves instituteurs des EN et des élèves professeurs des IPES, et ce, comme c'était le cas des EN, dès la fin de la classe de 3ème.

n L'instauration immédiate d'un salaire étudiant, vieille revendication de l'UNEF des années 60, qui l'assortissait de l'exigence que ce salaire ne soit pas accordé sur «critères sociaux», mais généralisé. Le SMIC (ou toute autre forme qui reste à élaborer, à condition que ce salaire soit assorti des droits afférents au salaire : sécurité sociale, retraite, etc.) permettrait seul que les étudiants se consacrent pleinement à leurs études, dans des conditions décentes. Il permettrait également que des centaines de milliers d'emplois, aujourd'hui occupés dans des conditions de précarité et d'exploitation inacceptables par des étudiants, soient réintroduits dans le marché du travail, assortis de toutes les garan-

ties d'un droit du travail réhabilité.

n le recrutement de centaines de spécialistes déjà formés, pédiatres, psychopédiatres, orthophonistes, rééducateurs divers, psychomotriciens, etc., et l'intégration de ceux qui le désirent dans les statuts de fonctionnaires correspondants, les autres nouant avec l'école des conventions leur permettant de travailler alternativement en médecine de ville et à l'école.

Cette mobilisation permettrait, avec un caractère d'urgence, de mettre en œuvre à grande échelle, en quelques mois, les techniques déjà éprouvées que le secteur dit de «l'enfance inadaptée» a expérimentées, mais dans une dynamique politique qui n'aurait plus pour seule fin de «réadapter»...

n La levée du numérus clausus qui, seul, empêche des milliers d'étudiants de poursuivre les études de médecine et de spécialités connexes, avec le statut d'étudiants salariés.

n Le recrutement et la titularisation immédiate de tous les non-titulaires actuellement en poste (ou ayant été en poste mais non repris, pour de strictes raisons budgétaires), sans condition d'âge ou de nationalité, sans concours (qui, loin de garantir une formation, ne sont que la traduction d'un numérus clausus d'ordre budgétaire) et leur formation adéquate ; pas «d'arrêt du recrutement», mais au contraire recrutement autant que de besoin, avec statut de fonctionnaires, modifié toutefois pour en gommer toute trace de «préférence nationale».

Notons que ces jeunes (emplois-jeunes et MA, comme MI/SE) sont d'ores et déjà employés et payés par l'État. En attendant la mise en place du salaire étudiant, l'alignement sur

un maximum de service compatible avec des études correctes, le relèvement substantiel de leurs salaires peuvent immédiatement être assurés par la suppression des fonds versés aux écoles privées, lieux des parcours scolaires personnalisés par lesquels les jeunes les plus privilégiés s'assurent une marche vers les situations de pouvoir (les parents qui, pour des raisons idéologiques, voudront isoler leurs enfants en assumeront intégralement les frais). La collecte intégrale de la taxe d'apprentissage assurera un complément pour ces objectifs. Si cela ne suffit pas, le moratoire ou la répudiation de la dette y pourvoiera.

n Les familles les plus démunies seront dédommagées par des bourses leur assurant les moyens d'entretenir les enfants, tandis qu'un salaire (et non des «minima sociaux») les rétribuera, qu'ils aient ou non un emploi dans l'immédiat. Les dispensaires, les centres de PMI assureront gratuitement les soins indispensables, en relation avec les médecins et spécialistes intervenant dans l'école.

n L'orientation vers les filières professionnelles est aujourd'hui le triste «privilège» des enfants issus des classes les moins favorisées de la population. La suppression progressive de l'enseignement technique public a d'ailleurs consisté, sous couvert d'«alternance» et autres «dispositifs», à les remettre entre les mains des patrons, dans des «formations» qui n'en sont pas, mais qui inaugurent la longue série des petits boulots et CDD, préfigurant ainsi l'avenir qui leur est réservé.

Une première mesure doit consister à rompre de manière nette et brutale toute collaboration dans le domaine de la formation professionnelle avec le patronat et ses organisations, Centres de formation d'apprentis,

etc.

Un dispositif intégrant les syndicats de salariés permettra par ailleurs de briser le mur qui sépare formation intellectuelle et formation pratique. Ce mur est la première disposition qui fait de l'école l'instrument de la reproduction sociale. L'enfant sera ainsi mis en mesure de développer ses potentialités, quelles qu'elles soient, et de choisir en connaissance de cause le secteur utile socialement vers lequel il veut spécialiser son activité, sans limite ni contrainte a priori.

Les enseignants, et tous ceux qui concourent à l'éducation des enfants dans le cadre scolaire jouiront de l'entière liberté d'organiser collectivement le fonctionnement des établissements. L'Etat assurera les salaires, le recrutement (dans les conditions précisées ci-dessus) et continuera de délivrer les diplômes, garantissant leur reconnaissance par les conventions collectives. Aux spécialistes de l'instruction et de l'éducation, associés aux parents et aux

spécialistes auxquels ils décideront ensemble de faire appel, d'assurer le fonctionnement de l'école, en dehors de toute hiérarchie (inspection, etc.) étrangère à l'établissement.

Les établissements scolaires seront ainsi gérés par les personnels et les parents (ainsi que par les élèves à partir d'un âge à déterminer), en conservant éventuellement les personnels de type principaux ou proviseurs, dans une simple fonction technique et de coordination, sous le contrôle démocratique de conseils et d'assemblées, auxquels les autorités locales seront conviées, avec voix consultative. Aucun veto administratif ne pourra annuler leurs délibérations. Aucune notion d'enveloppe globale prédéterminée ne sera maintenue. Existera une incitation à la coordination avec les établissements de même type ou non dans un secteur géographique donné.

Toutes ces décisions, et d'autres sur lesquelles pourrait porter notre discussion, relèvent de décisions

politiques, sans même d'ailleurs qu'elles comportent de conséquences économiques considérables. Mais seules ces mesures permettraient enfin sérieusement de «mettre l'enfant au centre de l'école», c'est-à-dire de mobiliser autour de lui tous ceux qui peuvent l'aider à développer au maximum ses potentialités.

Aucune n'exige comme un préalable l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Mais toutes sont susceptibles de lever autour d'elles des milliers de femmes et d'hommes qui se battent pour les protéger et les élargir. Elles sont à ce titre pleinement des mesures transitoires, à la fois satisfaction de revendications et instruments de mobilisation politique. Enseignants, spécialistes, parents et jeunes élaboreront ensemble, démocratiquement, les moyens d'assurer à chacun les aides les plus efficaces.

Ces mesures, par leur seule existence, auront aussi pour effet d'ouvrir à nouveau (ou enfin) l'horizon pour des centaines de milliers de jeunes qui n'ont aujourd'hui aucune perspective. Combien y aura-t-il parmi eux de Mozart ou d'Einstein ? Cela importe finalement peu.

«Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement bourgeois, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez aussi l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.»

Karl Marx, Friedrich Engels, Le Manifeste du parti communiste.

Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe : Origine et actualité

De l'anticipation utopique à l'issue révolutionnaire, en passant par le pacifisme bourgeois...

Journées
d'étude
des 23 et 24

L'idée des Etats-Unis d'Europe est née sur les fonds baptismaux de l'antagonisme Europe-Amérique. Cette idée de l'unité européenne, sous la forme d'une fédération d'Etats permettant de garantir des relations pacifiques entre les nations, a germé de la confrontation entre la révolution américaine, qui rassembla dans une

même dynamique démocratique les Etats-Unis, et la révolution française, qui vit se dresser contre elle les vieilles nations monarchiques durant vingt ans de guerre morcelant l'Europe.

A la fin des guerres napoléoniennes, quand, en 1815, à Vienne, les nouveaux maîtres de l'Europe définirent les nations nouvelles, forgées par la

révolution et les guerres, des hommes sensés, soucieux du progrès tel que les idéaux de la révolution française l'avaient décrit, tentèrent d'esquisser les grandes lignes d'un autre monde, libéré des violences et des conflits nationaux. La nouvelle Europe, née de la prédominance momentanée des forces réactionnaires sur les forces révolutionnaires, cette Europe légitimiste et cléricale, devint le théâtre de nouveaux conflits à travers lesquels s'achèvera le découpage des nouvelles nations. La révolution industrielle favorisera leur formation parallèlement au développement du prolétariat qui en résultait. Ce dernier, dans son adolescence, emporté dans le tumulte, commençant à prendre conscience de lui-même, laissa soit à des intellectuels utopistes, soit à des courants pacifistes et humanistes, le soin d'exprimer les premières conceptions «internationales» en défendant l'idée de la nécessité d'un Etat supranational.

**«LA SAINTE-ALLIANCE
DES PEUPLES» CONTRE
«LA SAINTE-ALLIANCE»
DES MONARCHIES**

La révolution se brisant sur les armées des monarchies et du Tsar n'avait pu réaliser le rêve de fraternité des peuples dont elle était porteuse. Il appartenait au progrès économique de le réaliser, pensèrent alors les esprits les plus avancés.

Saint-Simon, qui connut les révolutions américaines et française puis l'épopée napoléonienne, un de ceux qui, avec Fourier ou Owen, conduisirent Marx au socialisme moderne, comprit le premier, déçu par Napoléon, l'impasse dans laquelle l'Europe s'était enfermée. Pour lui, pétri

des idéaux révolutionnaires, «c'est dans l'industrie que résident en dernière analyse toutes les forces réelles de la société», ajoutant : «le véritable objectif de l'organisation sociale n'est ni la liberté, ni l'égalité, ni la souveraineté populaire, ni l'ordre, c'est le bonheur social...» Il dénonce l'emprise des frelons, classe parasitaire, sur le travail des abeilles, les classes productives. Dans son livre De la réorganisation de la société européenne (1814), il trace avec l'audace de son indépendance intellectuelle le tableau d'une société européenne, avec un parlement commun et une monnaie unique, prévoyant la fin des barrières douanières pour libérer les échanges et établir une prospérité universelle où régnera la devise «A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.»

Cet idéal de la fraternité des peuples, condition du progrès économique, sera celui de tous les esprits éclairés, un romantisme révolutionnaire. «La vierge Europe est fiancée au beau génie de la liberté ; ils enlacent leurs bras amoureux, ils savourent leur premier baiser» écrivait le poète Heine, alors saint-simonien, et ami de Marx.

Victor Hugo fait dire à un étudiant en 1832, dans Les Misérables : «Nous allons à l'union des peuples ; nous allons à l'unité de l'homme... La civilisation tiendra ses assises au sommet de l'Europe ; et plus tard, au centre des continents, dans un grand parlement de l'intelligence.» «Pour patrie le monde et pour nation l'humanité» devint la devise de bien des intellectuels.

Mais la réalité historique jouera un mauvais tour aux romantiques de la révolution. Sans forces ni appui social, leurs aspirations servirent à nourrir des discours destinés à enjo-

liver la réalité sociale bourgeoise. Lamartine, lui qui chantait sa «Marseillaise de la paix» et ne craignait pas de dire «l'égoïsme et la haine ont seuls une patrie, la fraternité n'en a pas», sut mettre son talent d'humaniste bourgeois au service de l'ordre, lors de la révolution de 1848.

Le progrès de l'industrie et du commerce, dont bien des saint-simoniens furent d'actifs artisans, aida au développement de nations, créa les conditions de leur coopération, les conditions seulement, la nation bourgeoise n'ayant d'autres ambitions qu'expansionnistes, visant à soumettre les peuples les plus faibles, découpant par la force de l'industrie, du commerce et des canons, les zones d'influence, rivalisant entre elles dans des conflits, sources constantes d'instabilité. Ainsi se développa l'autre contradiction fondamentale de la société bourgeoise, après l'antagonisme de classe, l'incompatibilité entre l'Etat national et le développement des techniques, des sciences, des moyens de productions.

«Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations.» est-il écrit dans le Manifeste du Parti Communiste.

Cette contradiction sera le cadre

dans lequel se dérouleront les luttes de classes. Avec Marx et Engels, l'internationalisme n'était plus une simple condamnation morale, humaniste, du capitalisme, au nom d'une utopie, mais la conséquence concrète, historique, du développement de la société et des classes laborieuses. En conséquence, la position des communistes dans la lutte de classe réelle ne pouvait se limiter à une simple proclamation de foi, de fait, morale.

1848 EN EUROPE, L'ETAT NATIONAL EST DÉJÀ UN CADRE RÉACTIONNAIRE, AVANT MEME DE S'ETRE CONSOLIDÉ ET QUE LES FORCES POUR LE DÉPASSER SOIENT MURES

Les discours étaient d'autant plus romantiques et grandiloquents qu'ils se détournent de la lutte de classe concrète pour donner des objectifs de la démocratie bourgeoise une image idéalisée. Lorsqu'une nouvelle vague révolutionnaire, fille lointaine de la Révolution française, secoua toute l'Europe, les romantiques de la révolution furent incapables de la diriger, effrayés par leurs propres idées et par la classe ouvrière montante qui s'affirmait comme la nouvelle classe porteuse de l'avenir de l'humanité par l'insurrection de juin 1848. «On n'a donné au peuple qu'une phraséologie sentimentale au lieu d'actes révolutionnaires.», écrivait Marx.

Les démocrates bourgeois tournaient le dos à la tâche de l'heure du

mouvement populaire, parachever l'œuvre de la révolution française, construire des nations solides, démocratiques, par en bas, à la façon plébéienne de la révolution, seul garant d'une paix et d'un développement économique pour que se crée l'arène des luttes de classes modernes.

Cette œuvre sera accomplie par en haut. Les peuples et la démocratie bâillonnés, les nouvelles nations furent l'objet des vieilles classes dominantes alliées à la bourgeoisie montante, plus soucieuses d'expansion territoriale que de progrès économique et social.

Ce développement des Etats nationaux s'accomplit dans le cadre de rapports économiques du monde capitaliste de l'époque, limités à l'Europe et dominés par l'Angleterre «despote du marché mondial». Face à l'industrie anglaise, championne du libre-échange pour pouvoir écouler ses marchandises dans toute l'Europe, le romantisme national devint le masque idéologique du protectionisme économique dont l'économiste allemand List fit l'apologie.

Ainsi, l'Allemagne paralysée par ses divisions internes développa sa puissance économique sans que cela suffise à cimenter son unité, elle-même indispensable à l'équilibre des nations d'Europe centrale et à l'unité italienne. Ce que les révolutions n'avaient pu réaliser s'accomplit à travers les guerres, guerre de l'Allemagne avec l'Autriche, guerre de l'Italie contre l'Autriche puis, enfin, la guerre de 1870 entre l'Allemagne et la France.

Face à cette agitation guerrière à travers laquelle se forgèrent l'unité allemande et italienne, les mouvements pacifistes bourgeois se revendiquaient de l'idée des Etats-Unis d'Europe. Le congrès de la paix de

Genève, en 1867, défend l'idée que seuls des Etats-Unis d'Europe, pourvus d'un gouvernement fédéral, pouvaient préserver la paix. La même année, le congrès de l'Internationale (l'AIT), tout en prenant ses distances vis-à-vis des pacifistes, se prononçait sous l'influence des proudhoniens pour «la formation d'une confédération d'Etats libres de toute l'Europe».

Marx était opposé à toute forme de proclamation d'unité européenne, prématurée, ainsi qu'à la collaboration avec les pacifistes qui s'en revendiquaient. Il s'agissait d'abord que soit achevée la constitution d'Etats nationaux. «Bismarck...fait toujours une partie de notre travail, à sa manière et sans le vouloir, mais il le fait. Il nous fournit un terrain plus libre que le précédent.»

DE L'ACHEVEMENT DES NATIONS CAPITALISTES À L'IMPÉRIALISME

«L'organisation de l'Europe en grands Etats nationaux est l'inévitable prémisses à l'harmonieuse coopération internationale des peuples sans laquelle ne peut advenir la souveraineté du prolétariat. Pour assurer la paix internationale, toutes les inévitables dissensions nationales doivent avant tout être éliminées : chaque peuple doit être indépendant et maître chez lui.», écrivait Engels en 1870. Les unités nationales construites à travers les guerres des années 60 et parachevées par la guerre de 70 ne trouvèrent aucune stabilité, marquées par la violence qui les avait fait naître. Edifiés par en haut, au mépris de la démocratie comme des peuples, les Etats nationaux étaient bien incapables de garantir aux peuples l'indépendance et

la maîtrise de ses propres affaires comme le souhaitait Engels. Ils devinrent tout naturellement les instruments de conquêtes et d'expansion économique et commerciale des bourgeoisies qui s'étaient imposées à l'ombre des vieilles classes dominantes, en particulier en Allemagne, devenue la première puissance européenne rivale de l'Angleterre.

Le protectionnisme qui avait servi au développement des bourgeoisies nationales européennes face à l'Angleterre se transforma en protectionnisme militariste, agressif, pour la conquête des territoires coloniaux.

Otto Bauer, un social-démocrate autrichien, décrivait ainsi cette évolution en 1906, dans son livre *La question des nationalités et le social-démocratie* : «L'ancien libre-échange anglais était cosmopolite: il abattait les frontières douanières, voulait faire du monde entier une seule grande zone économique. La division internationale du travail était destinée à unir tous les peuples. Ce n'est plus dans le conflit sanglant des armes, mais par la concurrence pacifique que les peuples devaient mesurer leurs forces.

Il en va tout autrement de l'impérialisme moderne. Il ne cherche pas à former une zone économique unifiée regroupant tous les pays ; il clôt sa propre zone économique par une frontière douanière ; il ouvre les pays moins développés à l'exploitation et y assure aux capitalistes de son pays des sphères d'investissement et des débouchés dont il exclut les capitalistes des autres pays. Il ne rêve pas de paix mais prépare la guerre. Il ne croit pas pouvoir unir l'humanité tout entière en des échanges libres et une concurrence pacifiques ; il cherche à servir son propre pays aux dépens des autres en s'armant de douanes, de flottes de guerre et de

soldats contre l'étranger... Les libéraux cosmopolites sont devenus des impérialistes nationaux.»

LES ETATS-UNIS D'EUROPE, SEULE ISSUE RÉVOLUTIONNAIRE À LA GUERRE DE 14

Cette montée du protectionnisme et du militarisme aboutit à la Première Guerre mondiale pour le partage des colonies entre grandes puissances européennes. Face à ce déferlement de chauvinisme et de violence, le mouvement ouvrier représentait la seule force démocratique et pacifiste, du moins sa fraction qui n'avait pas failli en se ralliant à la politique impérialiste.

En octobre 1914, Lénine écrivit dans *La guerre et la social-démocratie russe* : «Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'Etats-Unis républicains d'Europe. Mais à la différence de la bourgeoisie, prête à "promettre" tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution.» Craignant que ce mot d'ordre soit vidé de son contenu pour servir à masquer une politique bourgeoise, Lénine changea dans l'année même de position pour «des considérations tactiques», expliquant que le mot d'ordre ne devait pas être analysé que sous l'angle politique, mais aussi dans son contenu économique.

Il écrivait dans *A* propos du mot d'ordre des Etats Unis d'Europe, le 25 août 1915, qu'en régime capitalis-

te les Etats-Unis d'Europe seraient «ou bien impossibles, ou bien réactionnaires [...] Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, équivalaient à une entente pour le partage des colonies. Or, en régime capitaliste, le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe que la force». Il faut «considérer comme erroné le mot d'ordre des Etats Unis d'Europe» tout en considérant que «la forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les Etats qui ne sont pas encore passés au socialisme».

Le mot d'ordre fut repris la même année par Kautsky, conscient que «les frontières de l'Etat national ne suffisent plus», et pensant que la social-démocratie devait «défendre les intérêts du prolétariat contre le capitalisme, mais en même temps favoriser le développement économique qui, tant que la société ne sera pas socialiste, signifie nécessairement un encouragement au développement du capitalisme». Pour dépasser cette contradiction, «il n'y a qu'une voie : l'union des Etats de civilisation européenne en une fédération, ayant une politique commerciale commune, un parlement, un gouvernement et une armée fédéraux, c'est-à-dire la constitution des Etats Unis d'Europe.»

Pour Kautsky, qui avait tourné le dos aux perspectives révolutionnaires, l'initiative ne pouvait venir que de la bourgeoisie ; «le moyen le meilleur, le plus fécond pour l'avenir, pour élargir le marché intérieur, ne consiste pas dans le développement de l'Etat national en direction d'un Etat multinational, mais dans l'union des différents Etats nationaux avec des

droits égaux dans une ligue d'Etats. La ligue d'Etats, et non pas l'Etat multinational, ni même l'Etat colonialiste, constitue la forme des grands empires dont le capitalisme a besoin pour atteindre sa dernière expression, la plus élevée, à l'intérieur de laquelle le prolétariat pourra assumer le pouvoir.»

Trotsky reprenait l'idée des Etats Unis en lui donnant tout son contenu révolutionnaire. Il écrivait dans «Les Etats Unis d'Europe», Naché Slovo, 4 février 1916 : «...L'Etat national avait désormais fait son temps - comme cadre du développement des forces de production, comme base pour la lutte des classes, et par cela même, comme une forme étatique pour la dictature du prolétariat.» «Une Unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie, l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là-même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur, et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme.»

«Les Etats Unis d'Europe sans monarchie, sans armée permanente, sans diplomatie secrète, se présentent comme la partie la plus importante constituant le programme de paix du prolétariat.»

**EUROPE, LA «MAISON
DES FOUS»,
ET AMÉRIQUE**

Au lendemain de la guerre, la lutte contre le traité de Versailles, qui avait fait de chaque frontière une plaie vive sans résoudre aucune des questions liées aux rivalités entre puissances impérialistes, ainsi que la perspective immédiate de la lutte pour le pouvoir, mirent la question de l'Europe au second plan. Lors de son deuxième congrès, l'Internationale Communiste affirmait, «le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays» mais sans formuler de mot d'ordre plus précis.

En 1923, l'occupation de la Ruhr par l'armée française redonna au mot d'ordre son actualité. Trotsky le reprit et il fut adopté au V^e congrès de l'IC en juillet 1924. Il sera éliminé lors du VI^e congrès, en 1928, à l'initiative de Staline, au nom de la théorie du socialisme dans un seul pays. Trotsky en défendit la pertinence durant la crise des années trente, au moment où des démocrates comme Aristide Briand avançaient l'idée d'une Union Européenne pour masquer leur défense passive et irréaliste du statu quo.

Dans l'Internationale Communiste après Lénine, en 1928, Trotsky écrit : «Les conditions historiques et géographiques ont prédéterminé entre les pays d'Europe des liens organiques si serrés qu'ils ne peuvent les défaire. Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne [...] C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre de la fédération des soviets d'Europe. Nous parlons de validité relative car il est évident qu'à travers l'immense pont que constitue l'Union soviétique, cette fédération s'étendra vers l'Asie, pour entrer, ensuite, dans

l'Union des républiques socialistes du monde.»

Dix ans plus tard, à la veille de la guerre, au moment de la fondation de la IV^e Internationale, il martelait l'idée : «au mot d'ordre réactionnaire de la défense nationale, il est nécessaire d'opposer le mot d'ordre de destruction révolutionnaire de l'Etat national. A l'asile d'aliénés de l'Europe capitaliste, il est nécessaire d'opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme étape vers les Etats-Unis socialistes du Monde» (La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne).

Il n'y avait pas d'autre issue que révolutionnaire à la crise des nations impérialistes, tant du point de vue politique qu'économique. «L'énorme supériorité matérielle des Etats-Unis exclut automatiquement toute possibilité de relèvement économique pour l'Europe capitaliste. Si le capitalisme européen révolutionnait dans le passé les autres parties du monde, actuellement, c'est le capitalisme américain qui révolutionne l'Europe en déclin. Cette dernière n'a plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'Etat, la création des Etats-Unis soviétistes d'Europe et d'une Union fédérative avec l'URSS et les peuples libres d'Asie» écrivait Trotsky, dans Europe et Amérique en 1926.

A défaut, la décadence des Etats nationaux ira jusqu'au bout de sa folle logique, épuisant leurs forces en s'entre-déchirant, alors que les Etats-Unis d'Amérique étalaient leur supériorité économique et militaire.

**LE DÉVELOPPEMENT
DE LA CONTRADICTION**

**ENTRE LES ETATS
NATIONAUX ET
LE PROGRES DES
FORCES PRODUCTIVES
PRÉPARE UNE CRISE
RÉVOLUTIONNAIRE**

Le prolétariat dominé, ligoté par la social-démocratie et par le stalinisme, n'a pu accomplir sa tâche, et se libérer du carcan national, abandonnant le sort des peuples d'Europe à la folie meurtrière de la Deuxième Guerre mondiale. «Les fous d'Europe» sont allés jusqu'au bout de la logique des «impérialismes nationaux» sans pour autant résoudre aucune des questions posées par l'incompatibilité entre le développement économique et la survivance des vieilles classes dominantes et des Etats qui garantissent leurs privilèges.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les pays d'Europe, ruinés, se reconstruisent sous la houlette et avec l'aide financière des USA. Ce sont les vieilles nations qui se sont reconstruites à l'abri de leur Etat national, tentant de dépasser leurs limites par la laborieuse construction de la CEE, sous la pression des USA.

Aujourd'hui, les bourgeoisies européennes, ou plutôt, les oligarchies financières qui dominent chacun des pays européens et dont les intérêts s'entremêlent, tentent de surmonter, par en haut, les contradictions qui, n'ayant toujours pas trouvé de solution, deviennent plus aiguës. Face à la concurrence des USA, à la mondialisation par laquelle ces derniers imposent leur libre-échange aux autres pays, tant d'Europe que d'Asie, les bourgeoisies européennes ont fait le choix de s'engager dans l'unification économique.

Mais, prisonnières de leur passé, elles

sont incapables de refaire, sans révolution ou guerre, le parcours qui fut celui de la jeune et dynamique bourgeoisie américaine depuis un peu plus de deux siècles, au moment même où celle-ci, vieillissante, n'a plus comme avenir que de s'opposer au reste du monde qu'elle pille et soumet à ses intérêts.

L'Europe aujourd'hui est d'une certaine façon dans la même position vis-à-vis des USA que l'était l'Allemagne morcelée vis-à-vis de l'Angleterre avant 1871.

L'internationalisation de la production, en aggravant la crise de l'Etat national, crée les conditions de son dépassement au sein d'une fédération d'Etats. Cette fédération ne pourra être qu'une fédération de Républiques socialistes, les bourgeoisies étant incapables de se passer de leur propre Etat pour des raisons plus politiques (les besoins du maintien de l'ordre) qu'économiques.

**ETATS-UNIS SOCIALISTES
D'EUROPE,
SEULE RÉPONSE DU
MOUVEMENT OUVRIER
À LA POLITIQUE
DE L'ARISTOCRATIE
FINANCIÈRE ET DE SES
SERVITEURS
SOCIAUX-DÉMOCRATES**

Les discussions dont nous avons essayé de retracer les grandes lignes, témoignent du souci des révolutionnaires de ne pas confondre leur voix avec celles des semeurs d'illusions qui masquent la réalité sous le voile de leur rhétorique, et de dégager du processus objectif les mots d'ordre qui tracent la perspective, l'issue révolu-

tionnaire pour les luttes des classes opprimées.

La théorie socialiste doit étudier les forces qui, agissant sur la conscience de millions de travailleurs, déterminent les réponses et solutions aux questions posées par l'évolution des techniques et moyens de production, des rapports entre les classes et les nations. Toute l'histoire concourt à démontrer que les peuples d'Europe n'ont d'autre issue, pour sortir de l'impasse de la survivance des Etats nationaux, qu'un Etat démocratique, fédératif des différentes Républiques socialistes au sein desquelles la plus large autonomie d'administration serait accordée aux régions et provinces.

Cette idée, encore nouvelle, conquerra, à travers les crises, la conscience de milliers et de milliers d'individus. La tâche de sa fraction la plus consciente est de donner au prolétariat la conscience de soi, d'éveiller les forces qui sommeillent, transformer son énergie potentielle en énergie active, en suscitant l'instinct de la lutte, le réflexe révolutionnaire, en muant le sourd ressentiment, le mécontentement silencieux en une claire conscience des antagonismes de classe, dont résulte la conscience de la nécessité d'une politique de classe lucide, pour permettre à la classe des travailleurs de devenir une puissante force collective de transformation sociale.

Cela ne peut s'accomplir qu'en donnant une claire conscience des processus objectifs dont les travailleurs eux-mêmes sont les acteurs, pour rendre ce processus conscient, en révéler les contradictions, les pièges et les dangers pour en dégager l'issue révolutionnaire, celle qui sera l'œuvre de la lutte consciente des masses.

Le mot d'ordre des Etats-Unis n'est plus une simple proclamation expri-

mant la convergence des intérêts des travailleurs par delà les frontières ; il est l'expression d'un processus objectif, celui de la décadence de l'Etat national et de la propriété privée face à la socialisation et à l'internationalisation croissante de la production et des échanges.

A l'époque de l'impérialisme moderne, l'impérialisme de libre concurrence, l'Europe des capitalistes ne peut être qu'un instrument de la guerre économique au service des trusts et groupes financiers européens qui menacent de ruiner les classes moyennes, de désertifier des régions entières, qui étouffe la démocratie et s'en prend directement aux conditions d'existence de la majorité de la population, la classe des salariés. Elle crée les conditions de crises sociales et politiques qui révéleront son talon d'Achille, l'incapacité des bourgeoisies de se passer, chacune pour son propre compte, de son vieil appareil de répression qu'est l'Etat national. C'est bien là toute l'actualité du mot d'ordre des Etats-Unis démocratiques et socialistes d'Europe, qui indique que la seule façon de porter à terme l'évolution historique engagée, est la désagrégation des vieux Etats nationaux, par en bas, par une révolution démocratique qui libérera les forces productives des chaînes de la propriété privée et de l'Etat.

Lutte ouvrière, à qui nous avons adressé l'appel aux journées d'étude des 23 et 24 janvier 1999, nous a fait parvenir un courrier que nous reproduisons ci-dessous.

Nous lui avons bien entendu répondu. La lettre de François Chesnais constitue une invitation à engager la discussion sur le fond. Nous n'y renonçons évidemment pas...

La lettre de Lutte ouvrière

5 Novembre 1998

Cher Camarade,

Nous avons bien reçu l'invitation que tu nous as adressée, ainsi qu'à d'autres groupes sur la gauche du PC, au nom de Carré Rouge, à participer à des journées d'études «dont le but sera de discuter des éléments d'un programme anti-capitaliste placé sous le signe des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe».

A en juger par l'Appel définissant les principaux axes de la discussion que vous proposez, nous avons en commun un certain nombre d'idées générales. Cependant, c'est sur la démarche même que nous doutons de l'intérêt de votre initiative.

Vous affirmez dans votre appel que «Les résultats obtenus par les candidats de L.O., de la LCR, de VdeT, etc., lors des élections présidentielles, régionales ou cantonales attestent qu'un regroupement massif est aujourd'hui possible sur le plan électoral, comme il se dessine dans les entreprises et les syndicats sur le plan des actions de masse. C'est à la discussion d'un programme anti-capitaliste qu'il faut donc s'atteler ensemble.» (Souligné par vous). En fait, si l'on comprend bien le sens de votre texte, cette discussion d'un

programme anti-capitaliste vise plus loin que le regroupement «sur le plan électoral», puisque votre appel se termine par l'affirmation qu'«Une occasion unique, historique, s'offre, à l'occasion de ces prochaines élections européennes, de faire progresser la recomposition du front des organisations et des militants qui luttent pour le socialisme.»

Si nous avons engagé des discussions avec la LCR pour aboutir à une liste commune LO-LCR, c'est bien parce que nous sommes convaincus qu'un accord pour présenter une telle liste dans les prochaines élections européennes est souhaitable, à la condition qu'elle soit axée sur la défense des intérêts politiques de la classe ouvrière. L'issue des discussions démontrera, nous l'espérons, qu'il est, aussi, possible.

Un bon résultat d'une liste LO-LCR aux européennes de 1999, du même ordre ou dépassant le résultat d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 1995, confirmerait en effet l'audience électorale de l'extrême-gauche et serait un encouragement pour tous ceux qui sont attelés à la tâche de construire un parti révolutionnaire des travailleurs. Mais cela n'accomplirait pas cette tâche, loin de là, et ne ferait même pas nécessairement franchir une étape décisive.

Journées
d'étude
des 23 et 24
janvier 1999

Or, c'est l'accomplissement de cette tâche-là qui est notre raison d'être depuis que notre organisation existe, comme c'est la raison d'être d'un grand nombre de groupes dans ce pays. Mais nous ne pensons pas, d'une part, que le problème soit «la recomposition du front des organisations et des militants qui luttent pour le socialisme». Et d'autre part, ce n'est pas une confrontation, fût-elle organisée de la façon la plus démocratique à l'occasion de journées comme vous les envisagez, qui permettrait de dégager un «programme anti-capitaliste» accepté par tous, et qui ne soit pas seulement le catalogue d'un certain nombre de généralités dans lesquelles tout le monde se retrouve.

Si les différents groupes que vous conviez à ces journées (et vous-mêmes au demeurant) existent en tant que groupes séparés, c'est bien parce que ces groupes ont des conceptions différentes sur la façon de construire un tel parti. Vous-mêmes, vous avez fait le choix d'exister séparément de tous les autres groupes, fût-ce au nom de l'ambition politique de les fédérer un jour. Ce n'est pas la discussion qui départagera les différentes conceptions et pratiques sur la façon de construire le parti. L'existence, depuis des décennies, de plusieurs groupes trotskystes, dont la plupart ont eu, à différentes périodes du pas-

sé, des relations de discussions avec d'autres, prouve que la discussion ne départage même pas les différentes façons de comprendre un même programme.

Nous sommes tout à fait d'accord pour la confrontation des idées et des politiques, et pas seulement à l'occasion d'un colloque ponctuel, mais en permanence. Et nous le faisons, en défendant nos idées et en expliquant notre politique par écrit dans nos différentes publications, au Cercle Léon Trotsky, etc. Et nous suivons attentivement la politique défendue par les autres groupes trotskystes, du moins ceux qui ont une politique et qui se sont donné les moyens de la défendre. (Qu'il soit dit ici, bien qu'il ne s'agisse pas de la question politique en discussion, que nous suivons aussi, et nous apprécions, tes analyses sur la mondialisation.) Mais nous n'avons pas envie de mener des discussions inutiles, stériles, car notre expérience nous a montré dans le passé que ces discussions empêchent bien souvent d'agir ou en tous les cas, dissimulent le fait que l'on n'agit pas.

Ce sont les résultats pratiques, l'implantation dans la classe ouvrière, les succès sur la base d'une politique révolutionnaire (et évidemment pas seulement sur le terrain électoral) qui départageront nos conceptions et nos méthodes et qui montreront lesquelles étaient les bonnes.

Lorsqu'un parti révolutionnaire commencera réellement à se constituer, nous nous y retrouverons tous. Nous ne pensons pas que le plus vraisemblable soit que ce parti se constitue à partir d'une seule des tendances existantes. Il résultera, bien plus probablement, de la réussite de différents groupes, d'expériences différentes, sur des terrains différents, qui seront amenés, le moment venu, à unifier leurs effectifs sur une base programmatique. Il faut cependant que ces effectifs existent. Il faut les recruter, les former, faire en sorte qu'ils conquièrent une influence dans la classe ouvrière. Mais on revient là au point de départ, c'est-à-dire au fait que chacun des groupes voit ce travail de manière différente, et que cette différence de vision résulte de choix politiques, voire programmatiques différents qui ne trouveront pas de solution par la discussion.

Voilà pourquoi, toute en partageant certaines de vos préoccupations, nous ne pensons pas que les journées d'étude que vous envisagez soient susceptibles d'y répondre. En conséquence, nous n'avons pas l'intention de participer aux journées d'études que vous proposez.

Reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations communistes.

Pour Lutte Ouvrière
Georges Kaldy

20 décembre 1998

Cher camarade,

Je te remercie de la longue réponse que tu m'as fait parvenir au nom de

Lutte Ouvrière. J'avoue que les arguments de cette lettre nous ont un peu dérouté à Carré Rouge. Tu commences par dire qu'à «en juger par l'Appel définissant les principaux axes de la discussion que vous pro-

posez, nous avons en commun un certain nombre d'idées générales» (position que tu illustres à plusieurs reprises plus loin), avant d'ajouter tout de suite l'idée que tu développes ensuite longuement, à savoir que

«c'est sur la démarche même que nous doutons de l'intérêt de votre initiative». Et de conclure au refus de Lutte Ouvrière de participer aux journées.

Ta lettre me semble plus tournée vers le passé que vers l'avenir, et méconnaître aussi les traits particuliers de la situation politique dans laquelle la liste commune LO-LCR s'inscrit, et dont elle va devenir bientôt une composante active. Le fait de ne rien dire de cette situation m'a surpris. L'un des fils conducteurs sous-jacents de la démarche de ta lettre est, me semble-t-il, de dire que puisque ce genre d'initiative a donné peu ou pas de résultats positifs dans le passé, elle n'en donnera pas plus aujourd'hui. Ainsi Lutte Ouvrière estime-t-elle, sur la base de l'expérience du passé, que «ce n'est pas une confrontation, fût-elle organisée de la façon la plus démocratique à l'occasion de journées comme vous les envisagez, qui permettrait de dégager un "programme anti-capitaliste" accepté par tous, et qui ne soit pas seulement le catalogue d'un certain nombre de généralités dans lesquelles tout le monde se retrouve».

Le but des journées du 23 et du 24 janvier n'est ni une «confrontation» destinée à permettre aux uns de marquer des points aux dépens des autres, ni un «bon coup» qui s'achèverait le 24 janvier au soir. Il s'agit de contribuer au renforcement d'un processus de rapprochement entre organisations, courants et militants individuels, dont la candidature commune LO-LCR et votre première «profession de foi» sont eux-mêmes une expression et un moment, dont nous avons tout de suite apprécié toute la portée. C'est ainsi que dès que nous avons reçu un nombre minimum de réponses positives nous permettant de le faire, nous avons

commencé à préparer les journées d'études collectivement. De même les journées d'études sont destinées à avoir un prolongement. C'est là l'engagement que nous avons déjà pris à l'égard de camarades isolés et de petits regroupements de militants qui nous écrivent de province depuis la parution du n° 9 de Carré Rouge. Le succès prévisible, mais aussi l'inachèvement obligatoire, de travaux menés sur une journée et demie, nous obligent à commencer à penser à la suite dès maintenant.

Notre démarche est nourrie par une conviction, au moins égale à la vôtre, que les «généralités» ne sont plus de mise. C'est ainsi que dans le groupe de travail «économie, réponse au chômage» du programme anti-capitaliste, nous sommes partis de la revendication contenue dans votre première profession de foi au sujet de la réquisition des entreprises qui procèdent à des licenciements collectifs, pour placer cette mesure au cœur d'une ébauche des premières décisions que le gouvernement ouvrier prendrait. J'entends celui-ci comme étant le gouvernement que les révolutionnaires ont pour prétention légitime et pour but de vouloir former ensemble avec toutes les forces qui sont prêtes à se joindre à eux. Car tel est le sens de la démarche des révolutionnaires lorsqu'ils se présentent devant les travailleurs dans des élections, munis de propositions précises.

Tu auras compris que le refus des «généralités» repose, dans notre cas, sur une appréciation de la situation politique présente, et plus encore de celle qui va se nouer à mesure que la campagne de la liste LO-LCR se développe. L'une des marques originales de la situation actuelle est le fait qu'un début de rupture soit intervenu entre certains secteurs de la

classe ouvrière et de la jeunesse (dans lesquels nous incluons bien sûr les chômeurs) et le gouvernement Jospin-Hue. Depuis octobre, nous avons été mis en présence de combats où s'est exprimée, quelle qu'en soit par ailleurs l'issue, la conscience de la part des travailleurs et des jeunes qui les ont menés, de n'être vraiment «plus être dans le même camp» que les dirigeants du PS et du PCF et le gouvernement. N'espérant plus rien du PS ou du PCF, au moins sur le segment immédiat de la lutte des classes dans lequel ils sont engagés, ces travailleurs et ces jeunes auront une demande d'autant plus exigeante à l'égard de la candidature commune. Nous pensons qu'ils n'attendent pas de la campagne qui va commencer un supplément de dénonciation de la politique du gouvernement, pas plus qu'ils n'en attendent des propositions, si bonnes soient-elles, qui continueraient à être adressées au PS et au PCF. Trop conscients que ceux-ci ont déjà fait la démonstration, jour après jour, dossier après dossier, de leur refus de «changer de politique», il y a grande chance que les travailleurs et les jeunes attendent cette fois de LO et de la LCR un programme au sens plein du terme, c'est-à-dire un ensemble de propositions précises, accompagnées de la définition des mesures à prendre pour les mettre en œuvre.

Ne faut-il pas que le socle et le point de départ de ces mesures soient l'affirmation claire de la part des révolutionnaires que leur candidature a le sens de déclarer qu'ils sont prêts à gouverner avec et pour les travailleurs, ensemble avec tous ceux qui (dans les rangs du PS et du PCF et dans les syndicats, comme en dehors d'eux) sont d'accord pour combattre sur un programme anti-capita-

liste ? Une page de l'histoire politique n'est-elle pas en train d'être tournée ? Celle où les organisations révolutionnaires pouvaient se limiter à un travail théorique et politique de critique des politiques de défense du capitalisme et de l'impérialisme, en accompagnant ce travail de l'élaboration de positions programmatiques, parfois très élaborées, mais dont il était entendu que la mise en œuvre pourrait résulter seulement de la pression exercée sur d'autres partis (le PS et le PCF) pour que ceux-ci en adoptent et en appliquent au moins une partie. Depuis que le travail de préparation des journées d'études a commencé, c'est avec la conscience grandissante que tel est bien l'enjeu nouveau auquel les révolutionnaires sont confrontés que nous avons en-

trepris de dissiper des malentendus entre courants. Nous sommes certains que ce sont les mêmes exigences que les travailleurs formulent autour de vous.

Le «comité de pilotage» pour les journées d'études, qui comprend la LCR, la Gauche Communiste, La Commune, Voix des Travailleurs et la Gauche Révolutionnaire, vient de se réunir pour la seconde fois. C'est sur la base du travail politique accompli, dans les groupes de travail constitués pour préparer des matériaux de base, comme dans les réunions bilatérales entre courants et organisations, que je vous réitère l'invitation d'être présents les 23 et 24 janvier.

Mais tu écris aussi que LO est «tout à fait d'accord pour la confrontation des idées et des politiques, pas seule-

ment à l'occasion d'un colloque ponctuel, mais en permanence [...] en défendant nos idées et en expliquant notre politique par écrit dans nos différentes publications, au Cercle Léon Trotsky». Si tel est vraiment le cas, mes camarades de Carré Rouge et moi-même sommes prêts à venir dans ce cercle exposer les positions présentées dans cette lettre, ainsi que celles dans l'Appel aux journées d'études. Carré Rouge s'est prononcé résolument contre toute forme de discussion sectaire et agressive, que cela se manifeste par le refus de débattre fraternellement entre militants ou organisations, ou par des exclusions bureaucratiques comme ce fut le cas lors de la discussion engagée au sein de LO par les camarades qui ont ensuite formé la Voix des Travailleurs. C'est forts de cette volonté de tourner le dos à une forme de discussion qui nous a tous coûté cher que nous viendrions débattre avec vous.

Dans l'attente de votre réponse, je vous adresse à tous mes salutations militantes.

François Chesnais

«Troisième voie» à la française ou extension de l'appropriation sociale ?

A la différence de Blair ou de Schröder, Jospin n'a pas son Anthony Giddens ou son Bodo Hombach. Il faut donc chercher les traces d'une troisième voie à la française dans les productions disparates des idéologues à la rose. Stimulé par la victoire allemande, Henri Weber résume en trois mots la réponse «marxiste» à la triple aspiration à la démocratie politique, à l'égalité des chances, et à la maîtrise collective de l'avenir : nationalisation, autogestion, planification. A ce triple défi, la social-démocratie, dans sa grande sagesse, aurait répondu : économie mixte, Etat providence, et soutien keynésien à l'investissement et à la demande. Les deux réponses seraient désormais obsolètes : «Une troisième réponse, une nouvelle figure du socialisme démocratique s'élabore aujourd'hui, l'affirmation d'une nouvelle offre politique émanant de la social-démocratie.»(1) C'est presque aussi précis que du Giddens.

Zaki Laïdi reconnaît pour s'en féliciter que le gouvernement Jospin a à son actif «davantage de privatisations que le gouvernement Juppé». Car «le régime de la propriété n'est plus aujourd'hui essentiel», et «la montée des fonds de pension dans la régulation financière [sic !] est là

pour souligner que le durcissement de la compétition n'est pas incompatible avec le développement d'un capitalisme populaire». La propriété publique serait devenue «un handicap à la mobilisation des ressources». Aussi est-elle appelée à «disparaître de la régulation des rapports marchands». Mais le marché est «un construit social imparfait». La gauche se définirait donc désormais comme «un mouvement qui accepte l'économie de marché, mais refuse le glissement vers la société de marché»(2).

Toutes ces variations autour de la troisième voie ont un point commun : celui d'évacuer la question de la propriété. La révision par le New Labour de la fameuse Clause IV des statuts du Parti travailliste visait notamment à supprimer la référence à la propriété publique. Contrairement à ce que prétendent Henry Weber et Zaki Laïdi, la crise sociale et l'exclusion sont la manifestation d'un dérèglement généralisé de la mesure marchande fondée sur la propriété privée et le profit. Sous une autre forme, la crise écologique témoigne également de l'incommensurabilité entre le temps long de l'écologie et les arbitrages immédiats de la logique marchande. L'une et l'autre crise posent ainsi de vieilles questions trop vite évacuées.

Oui, le «bien commun», dont parle Riccardo Petrella, et le service public impliquent une appropriation sociale et un élargissement de l'espace public au lieu de sa privatisation. Oui, les banques, les assurances (renflouées à grands renforts de fonds publics par les contribuables) doivent être les leviers de politiques publiques. Oui, les compagnies des eaux (Vivendi !), de l'énergie, des transports, des communications doivent être socialisées (aujourd'hui «européisées» plutôt que nationalisées) pour garantir par la péréquation un service de qualité égale à prix égal pour tous et toutes et pour conduire une politique écologique de développement durable. Oui, la subordination de l'économie à la citoyenneté, de l'intérêt privé à l'intérêt général, des profits aux besoins, implique toujours une démocratie participative d'en-bas, un contrôle populaire, et de l'autogestion. Oui, la redistribution des richesses et la définition de priorités sociales (d'éducation ou de santé) répondant à des besoins non solvables en termes marchands, exige une planification démocratique à moyen terme des objectifs et des ressources. En y renonçant, la social-démocratie

glisse, par la troisième voie, vers le «nouveau centre». Elle est encore de gauche, sans doute («de gauche, hélas», est-on tenté d'ajouter), au sens où elle se distingue de la droite, où elle recueille les suffrages populaires, où elle se réclame encore de l'égalité. Dans un livre de 1994, Norberto Bobbio fait de l'égalité le dernier critère de la distinction entre droite et gauche (3). Si l'on s'en tient «à une défense purement axiologique de l'idée de gauche», ce critère reste bien fragile et incertain, souligne Perry Anderson dans sa réponse à Bobbio (4). Catégorie électorale et parlementaire, la gauche n'a vraiment de sens qu'en référence à la polarisation sociale qu'elle prétend représenter, autrement dit (osons cette obscénité par rapport à la novlangue du néosocialisme) à la lutte des classes.

Il y a juste cinquante ans, Albert Einstein écrivait dans sa contribution au premier numéro de la *Monthly Review* américaine : «Le moteur du profit, lié à la compétition entre capitaliste, est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital qui conduit à des dépressions de plus en plus sévères. La concurrence débridée provoque un énorme

gâchis de travail... Je suis convaincu qu'il y a une seule voie pour éliminer ces graves plaies, c'est-à-dire l'établissement d'une économie socialiste accompagnée d'un système éducatif orienté sur des priorités sociales. Dans une telle économie, les moyens de production seraient possédés par la société elle-même et utilisés de manière planifiée. Une économie planifiée, qui ajuste la production aux besoins de la communauté, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont en état de travailler, et elle garantirait l'existence à tout homme, femme, ou enfant.»

Einstein comprenait aussi que «l'économie planifiée n'est pas encore le socialisme», car elle peut aller de pair avec «la servitude personnelle». Comment est-il possible de pratiquer cette rationalité «en évitant la bureaucratie» ? Telle était déjà la grande question. Elle reste posée. Il faut continuer à chercher la réponse, plutôt que supprimer la question.

Toujours vert, le vieil Albert. Et plus rouge que rose.

Notes

(1) *Le Monde*, 29 septembre 1998

(2) *Le Monde*, 1er septembre 1998

(3) Norberto Bobbio, *Destra et Sinistra*

(4) Voir la correspondance entre Norberto Bobbio et Perry Anderson dans la *New Left Review* n° 231, novembre 1998.

(5) republié dans la *Monthly Review* à l'occasion de son cinquantenaire, vol. 50, mai 1998.

Léonce Aguirre,
Marc Dormoy,
militants de la
Tendance Révolution
de la LCR.

Nous voulons ici apporter en toute modestie notre contribution aux débats qui traversent aujourd'hui le mouvement ouvrier et les organisations révolutionnaires. Il faut noter que la discussion entre différents courants et militants révolutionnaires s'est à nouveau ouverte après des années marquées par l'ignorance ou le sectarisme. On peut notamment citer l'Université d'été de la LCR, la rencontre militante de janvier 1998 organisée par différents courants révolutionnaires qui a rassemblé 500 participants, les journées d'étude de Carré Rouge. Cela nous réjouit puisque nous sommes persuadés que la confrontation des expériences et des idées et orientations des uns et des autres est une nécessité permanente. Cette contribution n'engage que ses auteurs, mais elle est aussi le fruit des débats dans la LCR, dans la tendance Révolution, et aussi de ceux que nous avons eus avec d'autres courants révolutionnaires, et notamment la Fraction de Lutte Ouvrière, Voix des Travailleurs et l'Alternative Libertaire.

Saisir les occasions. Construire sur la durée.

Journées d'étude
des 23 et 24 janvier
1999

Pour éviter l'impressionnisme, il est nécessaire de partir des bouleversements colossaux de cette dernière décennie, qui modifient profondément le cadre de la lutte des classes à l'échelle internationale et nationale pour toute la période à venir.

L'effondrement de la bureaucratie en URSS et dans les pays de l'Est clôt définitivement pour le mouvement ouvrier la période politique ouverte par la révolution russe, qui a joué un

rôle majeur pour le mouvement ouvrier international. Cette expérience et le processus de restauration du capitalisme se soldent par un échec global qui oblige tous les courants politiques qui s'en réclament à en tirer un bilan sérieux, pas seulement à partir de 1923, mais également pour la période 1917-1923. Il apparaît également nécessaire de dégager de cette expérience ce qui relève du particulier lié à la structuration sociale de l'empire tsariste, à la tradition

du mouvement ouvrier russe, à la situation politique liée à la Première Guerre mondiale, et ce qui relève de l'universel et qui permet d'enrichir une problématique révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés pour le XXI^e siècle.

A cet échec s'ajoutent ceux d'autres expériences où la bourgeoisie a été dépossédée du pouvoir (Vietnam, Chine, Cambodge, Cuba, Nicaragua). Dans aucun de ces pays, une société autogestionnaire, d'émancipation sociale et culturelle n'a vu le jour. Pour cette raison, l'expérience de ces pays (une fois l'oppression impérialiste brisée) n'a pas pu exercer une attraction importante sur les travailleurs des pays capitalistes avancés. Ces expériences, qui se sont toutes déroulées dans des pays sous-développés, confirment par ailleurs l'ineptie de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Quand on ajoute à cela le fait que toutes les crises révolutionnaires qui se sont déroulées dans les pays capitalistes avancés européens depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont été résolues en faveur de la bourgeoisie, le fait que la social-démocratie a été et est au gouvernement dans la plupart des pays européens, où elle a non seulement respecté le cadre de l'économie capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie, mais a été le fer de lance de la politique d'austérité et de remise en cause des acquis de la période précédente, on peut comprendre la profondeur de la crise historique du mouvement ouvrier organisé.

Parallèlement, on assiste à une restructuration du capitalisme et de son mode de domination, qu'on peut déceler à travers ce qui est appelé la mondialisation. Avec notamment comme caractéristique l'extension du mode de production capitaliste et

de la domination des pays impérialistes à la planète entière, ainsi que la pénétration de la production marchande à tous les domaines de la vie sociale (sports, culture, loisirs, vacances, mode, alimentation, etc.) à une échelle jamais atteinte. Dans le cadre d'une crise économique prolongée, cette réorganisation s'articule notamment autour du renforcement du poids d'institutions comme l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, de la tentative de créer des unités économiques et politiques continentales, d'une multiplication d'interventions militaires impérialistes et du renforcement de la concurrence interimpérialiste.

L'ensemble des éléments indiqués ci-dessus modifient profondément le cadre de la lutte des classes. Nous sommes à un tournant où l'ancien de la période précédente subsiste, et où le nouveau de la période à venir n'est qu'embryonnaire, d'où les difficultés extrêmes de définir une orientation globale dans le cadre d'une situation où les rapports de force se sont globalement modifiés en faveur de l'impérialisme.

Mais il y a pourtant toujours actualité de crises sociales profondes qui peuvent déboucher sur des explosions sociales. Les contradictions et les crises économiques du capitalisme engendrent à la fois une crise du mode de domination des classes possédantes, et une situation de plus en plus insupportable pour ceux d'en bas, qui ont de moins en moins à perdre. C'est immédiatement vrai pour les pays sous-développés où la situation sociale peut devenir particulièrement explosive dans les pays qui ont connu une croissance économique ces dix à vingt dernières années, et qui sont touchés de plein fouet par la crise économique et financière. Ces pays restent totale-

ment dépendants des métropoles impérialistes, mais leur développement a engendré l'existence d'une industrie moderne, d'une classe ouvrière numériquement importante, jeune, concentrée, avec certes peu de traditions, mais aussi peu influencée par le réformisme dominant dans le mouvement ouvrier occidental.

En Europe, les processus de recomposition du mouvement ouvrier, de modification des rapports de force en son sein, de construction de nouveaux partis seront lents, et il est très peu vraisemblable que dans la dizaine d'années à venir on assiste à des crises révolutionnaires mettant en péril le pouvoir de la bourgeoisie.

Reste ce qui va se passer dans l'ex-URSS, et en Russie en particulier. Nous sommes là dans une situation historique sans précédent, où les conditions objectives pour construire de nouvelles organisations ouvrières sont réunies, mais où les conditions subjectives font totalement défaut. C'est le prix à payer du stalinisme.

Enfin, il faut être attentif à ce qui peut se passer dans les années à venir en Chine, où la stabilité et la force de l'État ne sont peut-être qu'apparentes, avec des forces souterraines qui le minent, liées notamment à la pénétration du mode de production capitaliste et à des différenciations économiques et sociales considérables suivant les différentes régions de ce pays.

Dans ce cadre général, revenons sur quelques éléments importants.

1/ La classe ouvrière européenne a subi des défaites importantes depuis le milieu des années 1970 dans le cadre de la crise structurelle du capitalisme.

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, la classe ouvrière est à l'offensive (mai 1968, le mai rampant ita-

lien, la révolution portugaise, l'offensive de la classe ouvrière espagnole contre le régime franquiste, etc.) et l'impérialisme sur la défensive, avec notamment la défaite militaire et politique de l'impérialisme US au Vietnam, la révolution nicaraguayenne étant la dernière expérience révolutionnaire victorieuse. Depuis, aucune situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, où la question de la prise du pouvoir et de la destruction de l'État bourgeois ne s'est posée dans un pays impérialiste. On peut donc estimer qu'il y a eu un véritable tournant au milieu des années soixante-dix, et que les potentialités révolutionnaires apparues en 1968 et dans les années suivantes vont s'effiloche et se tarir sous les effets de la crise économique, du chômage et de l'offensive de la bourgeoisie contre les acquis accumulés par les travailleurs dans la période précédente. Et cela d'autant que les réformistes ont été incapables d'organiser la moindre des ripostes, tant sur le plan politique que syndical. De ce point de vue, il était totalement erroné de voir dans la victoire de Mitterrand en 1981 l'effet différé de mai 1968. Au contraire, Mitterrand va pouvoir sans difficultés majeures accentuer la politique initiée dans la deuxième moitié du septennat de Giscard (au travers notamment des plans Barre successifs), faite de restructurations industrielles, d'attaques contre les acquis sociaux de la période précédente, du développement massif du chômage et de reculs substantiels pour les masses laborieuses.

La politique d'austérité menée sans discontinuité depuis les années soixante-dix, sur fond de crise économique prolongée, a eu pour conséquences notamment des restructurations industrielles de grande ampleur, avec à la clé l'affaiblisse-

ment ou même la disparition de bastions du mouvement ouvrier (mines, sidérurgie, chantiers navals, certains secteurs de la métallurgie), un chômage massif, le développement de la misère, de la précarité, de la flexibilité, la remise en cause de la sécurité sociale, des retraites, une marginalisation sociale d'une partie importante de la jeunesse... Les conséquences sont extrêmement négatives, également d'un point de vue politique, avec à la clé une perte de la force collective de la classe ouvrière (recul du syndicalisme, recul du militantisme politique), une atomisation et une individualisation extrêmes des travailleurs, des chômeurs et le développement d'un sentiment d'impuissance face à la crise en l'absence d'un projet de société socialiste crédible. Ce d'autant que la politique d'austérité est menée en alternance, aussi bien par la gauche que par la droite. Cela explique largement la longue période des années quatre-vingt et des premières années de notre décennie, marquée par un taux d'activité de la classe ouvrière extrêmement faible. Mais plusieurs indices témoignent de nouvelles potentialités sur lesquelles nous reviendrons.

2/ La perte de légitimité du socialisme et du communisme, comme projet de société alternative au capitalisme.

C'est une question dont nous ne pouvons pas faire l'économie et dont il ne faut pas mésestimer la portée. Certes, les trahisons, les contre-révolutions ne datent pas d'aujourd'hui. Mais, pendant des décennies, le socialisme était la toile de fond de l'ensemble du mouvement ouvrier. Le débat portait sur la manière d'y arriver. Même si cette référence pour les dirigeants sociaux-dé-

mocrates et staliniens était purement formelle, ils étaient pourtant obligés de le faire sous peine de perdre une partie de leur crédibilité. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La social-démocratie ne s'y réfère plus et a accepté comme «cadre naturel» de la société le système capitaliste. Quant au PCF, sa conception du socialisme, non seulement fait l'économie de toute rupture avec le capitalisme, mais ressemble de plus en plus à un aménagement du capitalisme un peu plus social et égalitaire.

Comment en est-on arrivé là ?

Il y a d'abord la manière dont le stalinisme s'est écroulé en URSS et dans les pays de l'Est. Que la restauration d'un capitalisme sauvage ait pu s'effectuer sans qu'il y ait de réactions importantes de la classe ouvrière et des masses travailleuses témoigne certes de l'ampleur du discrédit de ces régimes, mais n'en constitue pas moins une défaite. Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, il ne s'agit aucunement d'être nostalgique ou de regretter le temps des régimes bureaucratiques. Mais simplement, de prendre la mesure du prix très lourd à payer, que nous avons sous-estimé, de l'échec de la révolution russe et de la victoire de la contre-révolution bureaucratique.

La conséquence pratique, c'est le découragement, la démoralisation, un profond scepticisme quant à la possibilité de construire un socialisme démocratique, débarrassé de toutes les formes d'exploitation et d'oppression, qui frappent notamment des centaines de milliers de militants des partis communistes ou proches, de courants maoïstes, de centristes divers. Et à une échelle plus large, la réalité monstrueuse de ces systèmes «socialistes» a induit un profond scepticisme dans la classe ouvrière quant à la possibilité de

construire le socialisme.

Il y a par ailleurs un aspect réel dans cette appréhension. En effet, après 150 années de luttes du mouvement ouvrier international, des socialistes, des communistes, nulle part dans le monde une société émancipatrice n'a vu le jour. Les travailleurs et les opprimés ont démontré à plusieurs reprises qu'ils étaient capables de renverser des régimes, de faire des révolutions, mais nulle part ils n'ont été capables de construire une autre société en rupture avec l'oppression et l'aliénation du système capitaliste. Cela nous pose un sérieux problème puisque la construction d'une telle société reste le principal objectif et la raison d'être des communistes. Ce qui d'ailleurs devrait engendrer une réflexion approfondie sur les conditions politiques, matérielles et culturelles pour aller dans ce sens.

Il y a aussi l'expérience prolongée de la social-démocratie au gouvernement dans plusieurs pays européens. Malgré les trahisons passées, la perspective d'une accession de la social-démocratie au gouvernement a pu générer un espoir dans la classe ouvrière, notamment dans les années soixante-dix, de réformes sociales, démocratiques, favorables aux travailleurs, d'une amélioration graduelle mais substantielle des conditions de vie et de travail. Ces illusions sont aujourd'hui mortes, la social-démocratie ayant mené partout où elle participait au gouvernement une politique d'austérité qui n'avait rien à envier à celle des gouvernements de droite. Cela a aussi engendré des désillusions et des déceptions, d'autant qu'aucune alternative de classe crédible n'est apparue qui aurait pu prendre la place laissée vacante et attirer et organiser les «décus».

Une des conséquences de ces deux

éléments, effondrement des régimes bureaucratiques et expériences gouvernementales social-démocrates, c'est que se développent aujourd'hui des luttes et des mobilisations de travailleurs, de chômeurs, de tous les opprimés qui peuvent être très radicales, et même avoir une portée objectivement anticapitaliste, mais sans que se dégage à partir de ces luttes la perspective d'une société socialiste.

3/ La perte de légitimité du capitalisme.

Pendant ce qu'on appelle les Trente Glorieuses, le capitalisme a pu prétendre être capable de réaliser le plein emploi, de développer la sécurité sociale et les retraites, d'assurer une amélioration constante des conditions de vie dans les métropoles. Cette période exceptionnelle, due aux conditions très particulières de l'après-Seconde Guerre mondiale, est close depuis au moins une vingtaine d'années. Aujourd'hui, au contraire, on assiste à un chômage de masse, au développement de la précarité et de la pauvreté, à une dégradation des conditions d'existence, à des catastrophes écologiques. La conséquence est que, pour une partie importante de la classe ouvrière et de la jeunesse, non seulement le capitalisme ne peut pas améliorer leurs conditions de vie mais que ces dernières vont être inexorablement remises en cause. Certes, l'ensemble du salariat n'est pas encore touché de la même manière par la politique d'austérité et de remise en cause des acquis. Mais le temps est compté. L'objectif de la bourgeoisie n'est pas de faire une société à deux vitesses, mais bien d'attaquer dans un premier temps les secteurs les plus faibles de la classe ouvrière pour ensuite, dans un second temps,

généraliser son offensive à d'autres secteurs du salariat, y compris dans la Fonction publique.

Les ingrédients sont bel et bien objectivement réunis pour qu'émerge et s'approfondisse une contestation du système capitaliste lui-même. De plus en plus nombreux sont les travailleurs, les jeunes, qui savent qu'ils n'ont rien à attendre de ce système incapable de répondre aux problèmes essentiels auxquels le plus grand nombre est aujourd'hui confronté, à commencer par le chômage et la dégradation constante des conditions de travail et de vie. Par ailleurs, la menace d'un krach boursier, avec toutes ses conséquences dramatiques sur les conditions de vie de la grande majorité de la population, renforce les convictions de la nécessité d'une autre type de société.

A cela s'ajoute enfin les conséquences catastrophiques de l'introduction de l'économie de marché en Russie, en Chine, etc. pour la majorité des travailleurs, des retraités, des jeunes, en terme de chute brutale du niveau de vie. Il est difficile de trouver des exemples historiques comparables à une telle régression, qui menace physiquement des centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs de ces pays.

4/ Le mouvement ouvrier traditionnel.

Il faut commencer par mettre en évidence deux modifications essentielles par rapport aux années précédentes :

▮ la chute du stalinisme, avec ses conséquences sur les partis communistes dont la crise historique est sans issue et les condamne à s'affaiblir. Cela a évidemment des conséquences majeures dans tous les pays européens où les PC occu-

paient une place prépondérante dans le mouvement ouvrier.

Le rôle de plus en plus déterminant de la social-démocratie dans la gestion du capitalisme. La participation de la social-démocratie au gouvernement est aujourd'hui en Europe la «norme» et non plus l'ultime recours qui, dans des périodes de crises sociales, permettait de préserver le système capitaliste. Du point de vue des intérêts globaux de la bourgeoisie, la gestion des affaires par des gouvernements sociaux-démocrates est la solution optimum dans la situation politique et sociale présente, ce qui peut bien évidemment changer demain.

Ce rôle nouveau que joue la social-démocratie, ajouté à l'affaiblissement de ses liens avec la classe ouvrière, l'intégration de ses politiciens, économistes, technocrates, professeurs d'université, etc., pose par ailleurs le problème de la justesse de sa caractérisation classique de parti ouvrier bourgeois. L'efficacité de ce type de caractérisation n'a de sens que s'il permet de caractériser une situation transitoire, provisoire. Ce qui est essentiel, c'est de déterminer quel est l'élément déterminant qui l'emporte. Or, aujourd'hui, le doute n'est plus permis : la social-démocratie est de plus en plus bourgeoise et de moins en moins ouvrière.

Ces deux éléments, crise historique des partis communistes et nouveau rôle de la social-démocratie, sont des phénomènes irréversibles et durables, qui modifient qualitativement la géographie politique du mouvement ouvrier. Il y a ainsi place pour un nouveau parti des travailleurs, qui peut se créer et se développer dans les premières décennies du XXI^e siècle.

A cela, il faut ajouter qu'il n'y aura pas de courants nationaux substan-

tiels, issus des partis traditionnels, qui seront à l'origine de la construction d'un nouveau parti révolutionnaire des travailleurs.

De la nature même de la social-démocratie, du rôle qu'elle joue aujourd'hui dans la gestion du capitalisme et des intérêts de la bourgeoisie, nous pouvons exclure l'apparition de courants gauche évoluant vers des positions anticapitalistes et révolutionnaires. Il peut y avoir des positions progressistes, à gauche, sur telle ou telle question, qui se dégagent au sein de la social-démocratie, et nous ne devons bien évidemment pas être sectaires et les négliger, notamment dans le cadre d'une politique de front unique. Mais cela est quelque chose de qualitativement différent.

Il ne se constituera pas plus dans le Parti Communiste des courants nationaux évoluant vers la gauche et se rapprochant du marxisme-révolutionnaire. L'origine historique de la crise des partis communistes est liée à la contradiction entre leurs liens avec la bureaucratie soviétique et une référence, certes de plus en plus formelle, à la révolution russe d'un côté, et une insertion de plus en plus profonde dans la lutte des classes à l'échelle nationale sur une base réformiste de l'autre. Cette crise a connu des fluctuations, des convulsions en rapport avec les aléas de la conjoncture politique, mais a connu un saut qualitatif irréversible avec la chute des régimes bureaucratiques en URSS et dans les pays de l'Est. Il n'y a pas place pour deux partis de type social-démocrate et, comme en physique où les grandes masses polarisent ou satellisent les plus petites, la social-démocratie satellise aujourd'hui le Parti Communiste. La durée de cette crise, le régime et le fonctionnement de ce parti, les limites politiques des

divers courants oppositionnels au cours de son histoire ont empêché l'apparition de courants gauches et ont entraîné un affaiblissement considérable de ce parti, avec le départ de dizaines de milliers de militants, qui ont soit pris leurs pantoufles, soit ont confiné leur militantisme au syndicalisme et à l'associatif. Ces trente dernières années, les occasions ont été multiples pour permettre l'émergence de courants gauches : mai 1968, l'Union de la Gauche, la participation du PC au gouvernement Mauroy de 1981 à 1984, novembre/décembre 1995. Et nous n'avons rien vu apparaître allant dans ce sens. L'essentiel des courants qui sont sortis du PCF, de Juquin à Fiterman, ont évolué vers la droite et ont été polarisés par la social-démocratie. Quant aux courants néostalinien et sectaires (Nord-Pas-de-Calais ou le groupe Moroni par exemple), l'orientation qu'ils proposent est fondamentalement marquée par la nostalgie du temps où le PCF était hégémonique dans la classe ouvrière, avec à la clé un sectarisme parfois délirant vis-à-vis de l'extrême-gauche, et notamment des organisations d'origine trotskiste dont ils souhaitent la disparition, sinon la destruction s'ils en avaient les moyens. Par ailleurs, leur critique de la politique actuelle du PCF, de sa participation au gouvernement ne constitue en aucune manière une orientation lutte de classes ou une rupture qualitative, au-delà d'un discours radical purement formel, avec le réformisme du PCF qui ne date pas de l'accession de Robert Hue à la direction du PCF, ni de la période de l'ère Marchais. Les limites de l'ensemble des courants critiques du PCF, y compris Futurs ou la Gauche Communiste, se sont manifestées de manière impitoyable lors des grèves

et des mobilisations de novembre-décembre 1995. Aucun d'entre eux n'a fait une critique sérieuse de la politique menée par le PCF et par la CGT. Aucun de ces courants ne s'est battu de manière conséquente, à la fois pour la grève générale, pour la démission de Juppé, pour la constitution de comités de grève et leur centralisation, et pour l'unité du mouvement autour de ces questions. Pire, beaucoup de leurs militants ont reproduit les pratiques traditionnelles sectaires du PCF.

Certes, des individus, voire des cellules ou des sections, pourront localement rompre avec le PCF et s'engager dans la construction d'un nouveau parti révolutionnaire des travailleurs au côté des courants révolutionnaires qui s'engageront dans ce sens. Mais ce sera individuel, cela restera limité à un niveau local, sans possibilité d'une centralisation issue d'une dynamique interne au PCF. Seule l'existence d'un pôle extérieur conséquent peut éviter une dispersion de ces phénomènes limités de rupture qui s'opéreront peut-être dans le PCF.

Cette caractérisation de la social-démocratie et du parti communiste, des limites des ruptures possibles en leur sein, doit nous conduire à rompre définitivement avec la conception de la construction d'un parti révolutionnaire qui serait le produit de la fusion entre de petites organisations révolutionnaires, idéologiquement et programmatiquement nickel, et des pans entiers des partis traditionnels. Il reste des traces d'une telle conception par exemple dans des formules comme celle qui laisse entendre que le nouveau parti sera pour l'essentiel le parti de tous les communistes, entendu les révolutionnaires issus du mouvement communiste et les militants vraiment communistes du PCF.

Une telle conception va conduire aux pires désillusions. Pour nous, lorsqu'il y aura une avancée qualitative dans la construction d'un nouveau parti, l'essentiel des militants qui le composeront ne seront pas organisés par les organisations d'extrême-gauche et les partis traditionnels.

Cette appréciation des partis traditionnels ne signifie aucunement que nous nions leur existence, ou l'influence qu'ils peuvent avoir sur la classe ouvrière. C'est pourquoi une politique de front unique en leur direction dans le cadre des mobilisations est toujours utile et nécessaire. Mais cela n'a rien à voir avec une quelconque alliance politique avec ces partis, notamment sur le plan électoral, que nous devons exclure totalement.

5/ Les luttes actuelles. La recomposition syndicale.

C'est dans ce contexte général que nous devons analyser la reprise des mobilisations sociales, des luttes contre la politique gouvernementale et patronale et les phénomènes de recomposition sociale.

La grève d'Air France avait marqué le début d'une reprise des mobilisations sociales, des luttes, des grèves. Celles-ci s'étaient poursuivies dans les mois précédant l'élection présidentielle de 1995, pourtant généralement peu favorable aux mobilisations et aux luttes. Cela exprimait quelque part une compréhension que ce n'était pas le résultat de l'élection présidentielle qui allait en tant que tel faire changer les choses de manière favorable aux travailleurs. Le mouvement de novembre-décembre va marquer un véritable tournant avec la plus grande grève depuis mai 1968, quand bien même elle est restée limitée au secteur public. Et même si le plan

Juppé n'a pas été retiré, la massivité des grèves, les expériences d'auto-organisation par branche ou par localité qui ont permis une participation directe à la lutte et à sa conduite de dizaines de milliers de travailleurs, ont laissé des traces profondes et ont constitué un encouragement aux luttes et aux mobilisations. Celles-ci ont été nombreuses. Citons pêle-mêle le mouvement lycéen de cet automne, les grèves contre les licenciements et les fermetures d'entreprise (Villevorde, Ralston, Levis, etc.), celles contre la dégradation et la privatisation directe ou rampante du service public, le mouvement des chômeurs, les mobilisations autour des sans-papiers.

Il ne s'agit pas ici d'analyser dans le détail l'ensemble de ces mobilisations, mais simplement d'en dégager quelques éléments significatifs des potentialités nouvelles qui se dessinent aujourd'hui. La plupart de ces luttes, de ces mobilisations ont été des mobilisations sectorielles, mais toutes ont recueilli une sympathie, une approbation, une légitimité quant à la justesse des revendications et des aspirations qu'elles véhiculaient, dans la grande majorité de la population, malgré parfois le déchaînement des médias contre elles. La prise en charge de ces luttes a été collective, avec un fonctionnement en assemblée générale, parfois avec la mise en place de comités de grève, de comités de mobilisation qui témoignent d'une volonté de contrôler les luttes et les mobilisations, avec une défiance accrue face aux appareils syndicaux (mais pas forcément face aux sections syndicales, qui sont d'ailleurs souvent partie prenante, quand elles ne sont pas à l'origine de ces luttes, et dont les représentants ont la confiance des travailleurs). Enfin, l'ensemble de ces luttes se

confrontent immédiatement à la politique gouvernementale (privatisations, restrictions budgétaires, loi sur les 35 heures à la sauce Aubry qui, loin d'être un point d'appui pour les travailleurs, permet aujourd'hui au patronat de lancer une offensive sans précédent sur la flexibilité du temps de travail, cadeaux faits au patronat sans que cela n'entraîne la moindre des embauches), et à la politique patronale.

Un des phénomènes marquants de ces dix dernières années est l'apparition d'organisations, de mouvements comme AC! le DAL, Ras-le-Front, Droit Devant, qui ont une existence prolongée et qui jouent un rôle important, parfois primordial, dans les mobilisations touchant à leur secteur d'intervention. A cela, il faut ajouter les collectifs, les comités, plus conjoncturels, comme ceux des sans-papiers par exemple. Une des caractéristiques de ces mouvements, c'est leur indépendance par rapport aux organisations traditionnelles, politiques et syndicales, et leur capacité à être les moteurs de mobilisations dont la portée est telle que les dites organisations traditionnelles ont été forcées de reconnaître leur représentativité et de participer à leurs côtés, à certaines occasions, aux mobilisations et aux initiatives unitaires.

Enfin, les phénomènes de recomposition syndicale à l'œuvre aujourd'hui constituent certainement la conséquence la plus importante des modifications à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier traditionnel. Alors que le paysage syndical était marqué par une certaine stabilité, il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est passé avec la scission de la FEN et la création de la FSU, qui allait devenir majoritaire en très peu de temps dans tous les secteurs de

l'Éducation nationale, et surtout l'apparition de SUD PTT et son essaimage dans d'autres secteurs. L'audience acquise par SUD dans les PTT/Télécoms, la capacité à montrer qu'un syndicat lutte de classes n'était aucunement voué à la marginalisation et à la minorisation a permis non seulement la création de SUD dans d'autres secteurs et de polariser des syndicats indépendants déjà existants, le plus souvent produits de la crise du syndicalisme confédéral, mais aussi de jouer un rôle dans les débats au sein des confédérations syndicales, qui sont traversées aujourd'hui par des débats de grande ampleur, d'autant que le verrouillage traditionnel des réformistes, du PC en particulier, s'est considérablement affaibli.

A cela il faut encore ajouter que, contrairement à nombre d'affirmations, la création de SUD n'a pas été un facteur de division syndicale supplémentaire. Au contraire, l'orientation lutte de classe de SUD, alliée à une démarche unitaire à l'égard des autres organisations syndicales, a permis de réaliser l'unité syndicale pour lutter par exemple contre la privatisation des Télécoms. De plus, les SUD ont joué un rôle essentiel dans la prise en charge par le mouvement syndical de luttes extérieures à l'entreprise (AC! Sans-Papiers, Droit au logement, etc.). Les diviseurs, ce sont les confédérations lorsqu'elles refusent aujourd'hui de mobiliser contre la politique du gouvernement, ou lorsque la CFDT, en novembre-décembre, est montée en première ligne pour défendre le plan Juppé. Il faut par ailleurs noter qu'une occasion unique d'avancer dans la recomposition syndicale a été gâchée par le refus de l'opposition CFDT d'organiser son départ collectif de cette confédération, ce qui aurait

permis de poser les premières bases d'une nouvelle confédération. Et le bilan du dernier congrès confédéral de la CFDT, marqué par la victoire totale de Notat et la défaite de l'opposition, témoigne de l'immense gâchis qu'a constitué la décision de l'opposition de rester dans la CFDT sous prétexte qu'elle allait devenir majoritaire.

L'existence d'organisations, de mouvements spécifiques, la recomposition syndicale vont se poursuivre, même si nous ne pouvons pas en prédire les rythmes de construction, qui seront liés aux mobilisations sociales, mais ce qui est sûr, c'est qu'elles auront dans les années à venir inévitablement des conséquences sur les recompositions politiques à l'œuvre dans le mouvement ouvrier.

6/ Les tâches des révolutionnaires aujourd'hui et la construction d'un nouveau parti des travailleurs.

La question de la construction d'un nouveau parti des travailleurs, qui soit une véritable alternative aux partis traditionnels, est un objectif largement partagé dans le milieu de l'extrême-gauche. Le problème est de savoir comment y arriver, avec qui le construire, sur quelle base programmatique et quel sera son fonctionnement.

Nous avons insisté dans cette contribution sur les reculs qu'ont subi le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ces dernières années, non pas par pessimisme, ni pour relativiser l'importance de ce que nous pouvons faire aujourd'hui, mais parce qu'il nous semble important de prendre la juste mesure des possibilités réelles offertes par la situation. Il y a en effet deux mouvements parallèles et contradictoires qui sont en cours :

une offensive maintenue et de grande envergure de la bourgeoisie, qui marque des points même si la résistance ouvrière l'a empêché de réaliser tous ses objectifs,

et en même temps, à l'intérieur du mouvement ouvrier, le rapport de force entre réformistes et révolutionnaires se modifie en faveur des seconds. Mais pour l'essentiel, c'est plus à cause de la dérive droite des organisations réformistes et de l'affaiblissement de leurs liens avec la classe ouvrière et le mouvement social que par une véritable adhésion aux idées et au programme défendus par les diverses organisations révolutionnaires. Ce deuxième élément nous ouvre pourtant des possibilités nouvelles dans la construction d'un nouveau parti des travailleurs, mais ne doit pas nous faire oublier le premier, notamment s'il s'agit de construire un parti et non pas simplement des organisations de quelques milliers de militants.

Si les révolutionnaires veulent jouer un rôle dans la construction d'un nouveau parti, ils doivent être capables de répondre à un certain nombre de tâches.

La première d'entre elles, et c'est une condition incontournable pour donner une crédibilité à la nécessité de construire un nouveau parti, c'est d'être partie prenante, d'être à l'initiative parfois, des mobilisations, des luttes, des grèves, partout, dans les entreprises, les quartiers, en direction des jeunes, des chômeurs, des femmes, des sans-papiers. Avec notamment comme préoccupation de développer au maximum l'auto-organisation à tous les niveaux, de favoriser l'unité sur la base de la défense des revendications, la convergence des luttes, le «tous ensemble» qui seul crée le rapport de force permettant de mettre en échec la politique

gouvernementale.

2 Mais pour pouvoir jouer un rôle dans les mobilisations, dans les luttes, dans les grèves, il est nécessaire que, préalablement, les révolutionnaires soient présents politiquement dans les entreprises, dans les quartiers, notamment au travers de bulletins, de tracts réguliers dans lesquels ils s'efforcent de donner des réponses aux problèmes concrets qui se posent dans une entreprise ou un quartier, mais aussi à la politique d'ensemble menée par le gouvernement et le patronat, avec l'ambition de constituer des réseaux militants sur la base d'une alternative anticapitaliste.

De même, les révolutionnaires doivent être présents dans le mouvement social, dans des associations comme AC! le DAL ou les collectifs de défense des sans-papiers. Ils doivent être aussi partie prenante de la recomposition syndicale, de la construction d'oppositions dans les confédérations, de la création chaque fois que c'est utile de SUD, avec la perspective de leur centralisation dans des cadres qu'il ne s'agit pas de prédéterminer et qui varieront en fonction de différents paramètres que nous ne maîtrisons pas, mais avec l'objectif de donner à cette centralisation une dimension fédérale.

Cette présence est une condition pour pouvoir convaincre les animateurs de ces mouvements sociaux de participer à la construction d'un nouveau parti des travailleurs aux côtés des révolutionnaires.

3 Formuler, proposer une politique d'ensemble autour d'un plan d'urgence, d'un programme d'action anticapitaliste qui permette de donner une cohérence politique aux revendications et aux différentes luttes sectorielles, et qui s'efforce de redonner

un crédit à la perspective du socialisme.

Un tel parti ne se proclame pas et verra le jour le plus vraisemblablement dans une période de luttes sociales intenses et prolongées. Mais nous pouvons d'ores et déjà esquisser des plans, accumuler des matériaux qui aideront à sa construction. De ce point de vue, la liste commune LCR-LO peut aller dans ce sens, à condition de ne pas sombrer dans un type particulier de crétinisme électoral, et à condition qu'une partie substantielle des courants révolutionnaires s'implique dans cette campagne et trouve les moyens de débattre, d'agir, de s'organiser ensemble avec toutes celles et ceux prêts à soutenir et même à s'investir dans cette campagne et y donner des suites.

Ce parti, s'il veut réellement défendre les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, ne peut, ni de près, ni de loin, être lié au gouvernement de la gauche plurielle qui mène une politique d'austérité dans la droite ligne de celle des gouvernements précédents. Il ne peut que regrouper des forces qui se situent clairement en opposition claire à la politique du gouvernement.

Un tel parti doit avoir l'ambition de regrouper l'ensemble des courants révolutionnaires, indépendamment du fait qu'ils soient d'origine trotskistes, libertaires, conseillistes ou autres, sans faire de croix sur personne, à commencer par la LCR et Lutte Ouvrière. Mais il ne peut se limiter à cela, et même plus : le regroupement de divers courants révolutionnaires dans un même cadre organisationnel n'a de sens que s'il est un véritable point d'appui pour construire un parti large dans lequel se retrouveront et seront partie prenante de sa construction des travailleurs comba-

tifs, qui luttent contre le chômage, les licenciements, et qui refusent la logique du capitalisme et le soi-disant réalisme des organisations réformistes, les syndicalistes révolutionnaires mais aussi des individus, des groupes, des sections venant des partis traditionnels, notamment du PCF, et aussi d'autres courants venant du mouvement social ou de la mouvance écologiste. Il s'agit de n'exclure personne a priori. Ou pour dire les choses autrement, lorsqu'on parle de parti révolutionnaire large, il est inévitable qu'existent en son sein des courants divers, produits et issus de la crise du mouvement ouvrier, du développement du mouvement social et de la recomposition syndicale, dont la rupture avec le réformisme ne sera que partielle. Refuser cela, c'est exclure de fait la possibilité d'un parti large.

Cela étant dit, nous devons pourtant essayer de définir les délimitations qui nous apparaissent essentielles. Il ne s'agit nullement de le faire abstraitement, en référence à l'histoire et aux débats passés du mouvement ouvrier, mais bien dans le cadre de l'intervention dans la lutte des classes. Il y a des questions clés autour desquelles une compréhension commune est nécessaire pour définir une intervention politique conséquente.

La question centrale tourne autour de la question de l'État. Les organisations dites réformistes ne sont pas identiques à celles du XIX^e siècle. Elles sont intégrées plus ou moins profondément à divers niveaux dans l'appareil d'État, et elles acceptent à divers niveaux également (gouvernement, régions, départements, municipalités) de participer à sa gestion dans le cadre de l'acceptation du capitalisme. Cela ne s'explique pas uni-

quement par l'arrivisme et la recherche de postes, mais parce que cette participation est considérée par les réformistes comme le meilleur moyen pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et du plus grand nombre, pour permettre plus de justice et une meilleure répartition des richesses. Et le problème, c'est que les courants critiques du PC ou les Verts n'ont pas de divergences majeures sur cette manière d'appréhender les choses. Ainsi, en dehors des questions de stratégie révolutionnaire liées à la prise du pouvoir (insurrection, démantèlement des forces répressives et de l'ensemble de l'appareil d'État), où l'on peut laisser des flous et faire même des impasses, il y a nécessité impérieuse d'avoir une claire compréhension de la nature de l'État, ce qui implique une critique radicale du parlementarisme, de l'électoratisme, avec ses conséquences en terme de refus de participation à toute forme de gouvernement qui se situe dans l'acceptation du capitalisme et des lois de la république bourgeoise.

Immédiatement liée à cette question, une compréhension commune est nécessaire du caractère impérialiste de cet État, qui est présent militairement dans un certain nombre de pays, qui entretient des rapports économiques impérialistes avec les pays sous-développés, qui est présent dans toutes les institutions internationales qui visent à assurer la prédominance des métropoles impérialistes. Ce qui implique de défendre dans le programme d'un nouveau parti le retrait de toutes les troupes qui se trouvent à l'étranger, le refus de tout soutien à des opérations militaires, l'abolition de la dette, le retrait de toutes les institutions internationales au service direct de

l'impérialisme, etc.

La défense d'un programme de revendications à caractère transitoire, qui ne peuvent se résumer à la défense des revendications contre l'exploitation capitaliste, mais qui doit englober des questions comme l'école, la santé, l'oppression spécifique des femmes, la garantie de droits intangibles pour les minorités, le droit à la libre circulation, doit être également un des éléments constitutif de la création d'un nouveau parti.

Le programme d'un nouveau parti ne pourra pas faire l'économie d'une position claire sur l'importance de l'auto-organisation. Dans les luttes évidemment, avec les comités de grève, leur centralisation à tous les échelons. Mais pas seulement. Cela doit aussi irriguer l'intervention générale, quotidienne, où il s'agit de favoriser la défiance systématique à l'égard des patrons et de l'État, mais aussi vis-à-vis des directions des organisations traditionnelles, dans une logique de contrôle ouvrier. Liée à cela, il y a la question des rapports entre organisations de masse et partis politiques, avec comme éléments clés non seulement l'indépendance des organisations de masse à l'égard des partis politiques, mais aussi le refus de la prédominance des partis dans les prises de décision.

Enfin, un tel parti devra inscrire à son programme la défense d'une société socialiste et démocratique, où le pouvoir sera réellement exercé par les producteurs auto-organisés, et où les minorités verront leurs droits garantis.

Le dernier point à éclaircir est lié au fonctionnement d'un tel parti. Il ne s'agit pas ici de développer cette vaste question qui devra être l'objet

d'un débat prolongé. Mais ce dont on peut être sûr, c'est qu'un tel parti ne pourra survivre que s'il y règne la démocratie la plus totale, que s'il y a acceptation que des expériences diverses s'exercent dans son cadre, avec la volonté de les centraliser et d'en tirer toutes les leçons. Toutes les divergences ne pourront en effet se résoudre par des votes mais par la pratique qui, seule, peut permettre de vérifier la validité des orientations défendues par les uns et les autres.

Ce tour d'horizon, quelque peu éclectique, vise à mettre en évidence quelques-uns des problèmes (certains très importants, comme la démocratie ouvrière, la rupture avec le productivisme, par exemple, n'ont pas été abordés) sur lesquels il est urgent de débattre dans les années à venir, de manière, en lien avec une intervention dans la lutte des classes, à définir une orientation révolutionnaire et à donner corps à un projet émancipateur pour le XXI^e siècle.

Pour la direction
internationale de
Socialismo
Rivoluzionario

Claudio Olivieri

Les camarades de Socialismo Rivoluzionario, organisation marxiste-révolutionnaire italienne, ont reçu l'invitation de Carré rouge aux journées d'étude des 23 et 24 janvier 1999. Ils nous ont fait parvenir le texte suivant, que nous publions volontiers. Toutes les questions qu'ils soulèvent traversent les réunions de Carré rouge, même si les réponses, encore incomplètes, que nous y faisons diffèrent parfois des leurs. Elles sont abordées dans la revue depuis sa création. Elles trouvent un écho dans le présent numéro.

Les journées d'étude ne sont pas le lieu le mieux adapté pour aborder l'ensemble de ces questions, car elles sont convoquées sur le projet explicite de discuter d'un programme de gouvernement qui rompe, en France et en Europe, avec la logique du capitalisme.

Il n'en est pas moins vrai que les critiques, les propositions, les suggestions de nos camarades de S.R. sont les bienvenues, et qu'elles doivent trouver un cadre où elles puissent être discutées, sans «diplomatie» mal placée. Nous y sommes prêts et nous allons y travailler avec eux.

Texte de discussion de Socialismo Rivoluzionario

Journées
d'étude
des 23 et 24

Rome, le 15.12.1998

Chers et chères camarades de Carré Rouge

Nous avons reçu votre lettre du 30 septembre et nous vous remercions pour l'invitation aux journées d'étude, qui se tiendront les 23 et 24 janvier à Paris. Nous sommes certainement intéressés à participer à la discus-

sion et aux journées d'étude.

Vous soulignez le caractère «programmatisé» de cette discussion et la possibilité qu'y participent différents courants qui s'inspirent du marxisme révolutionnaire.

C'est pour cela que nous croyons que c'est une occasion importante. Mais nous vous signalons, loyalement, que nous avons de nombreuses différences par rapport au contenu du texte sur la base duquel

les journées d'étude sont convoquées. Nous pensons que la pluralité des opinions, et la discussion, peuvent représenter une occasion utile et authentique si l'on ne cache pas les différences et si, en les affrontant, on parvient à en faire une occasion d'approfondissement qui peut servir à tout le monde, et dans tous les cas. La nature même du défi auquel nous faisons référence, le socialisme et la révolution, nous pousse et nous permet d'affronter ces discussions en regardant à un horizon global et avec un esprit constructif, et en même temps avec loyauté et franchise. Ce qui suit signale en synthèse quelques aspects de notre critique.

1/ Pour commencer, nous considérons que le plan du document, les aspects qui le fondent et en particulier toute la première partie, sont fondamentalement un renversement des arguments de l'adversaire, y compris des adversaires idéologiques : cela signifie rester sur son terrain (purement politique) au lieu d'indiquer une perspective d'ensemble de caractère programmatique, basée sur la critique radicale de la réalité capitaliste.

Ce n'est pas un hasard si dans votre analyse c'est l'agenda de la politique bourgeoise qui a la préférence plutôt que la réalité dans son ensemble. En effet, nous ne sommes absolument pas d'accord avec les arguments politico-électorales qui défendent l'assertion selon laquelle 1999 sera une année très particulière et importante. Entendons-nous : nous souhaitons que 1999 puisse être une année très importante pour les marxistes révolutionnaires, pour les luttes des opprimés, mais nous ne partageons pas l'approche que vous avez exprimée dans le document ; nous ne partageons pas plus l'ulti-

matisme qui en ressort et qui finit par attribuer une importance disproportionnée (par rapport à la perspective historique) à un simple moment, en particulier à un moment politico-électoral.

En fait, les arguments utilisés (les effets de la crise asiatique en Europe, le début de fonctionnement d'institutions et de choix économiques de l'Europe de Maastricht, et surtout les élections européennes) sont tous fondés sur les conséquences que les choix et les dynamiques conjoncturelles (en particulier économiques) du sommet impérialiste auront sur la réalité. Mais, surtout, ce point de vue dans lequel le contingent prévaut, se synthétise dans la place prééminente accordée au moment électoral. On ne considère même pas comment et combien la politique bourgeoise est aujourd'hui en crise, et cela se reflète sur le plan électoral (voir le pourcentage très élevé d'abstentions dans les grandes concentrations urbaines françaises). L'affirmation selon laquelle cet aspect politique aurait des conséquences énormes et inédites sur la vie et les luttes de millions de travailleurs, de femmes et d'hommes, et pour des dizaines de milliers de militants révolutionnaires, nous semble tout à fait erronée. Nous contestons cette soumission à l'agenda des classes dominantes, qui commence dans l'analyse de la réalité et la morcèle avec des conséquences négatives sur les choix et les options théoriques et constructives.

C'est une analyse erronée dans le fond parce qu'elle ne prend pas en compte les processus profonds de transformation, à partir des transformations des classes subalternes, mais aussi celles du système dominant et des relations entre ces deux

termes.

Cette vision est viciée par une approche qui interprète selon une clé réductrice (en premier lieu à cause de l'économicisme qui la connote) et c'est un défaut très fréquent de la gauche et aussi du trotskisme ; mais surtout elle est viciée par le politicienisme qui vous porte à mettre l'échéance électorale de Strasbourg en relation immédiate, presque mécanique, avec la nécessité d'une élaboration programmatique. Nous ne voulons pas mépriser les possibilités d'un accord électoral entre deux organisations trotskistes en France, et d'autre part, nous ne voulons pas nous exprimer ici sur le contenu tactique de cette possibilité.

Mais, en premier lieu, il nous semble inacceptable que les exigences de ré-élaboration programmatique soient motivées et donc soumises aux contenus et aux échéances, d'ailleurs contingentes, des classes dominantes. Il y a besoin de discuter des contenus programmatiques qui naissent des processus plus profonds de la réalité sociale, des nouveaux termes de la bataille révolutionnaire et socialiste, en réfléchissant sur la crise même que vit le marxisme révolutionnaire.

En second lieu, nous ne voyons pas comment cette unité électorale peut être progressive en faisant abstraction des contenus. Il est nécessaire de discuter de ces contenus. En effet nous jugeons très négatives aussi bien les orientations de Lutte Ouvrière (qui se dessèche en un ouvriérisme anachronique et incapable d'être véritablement alternatif au PCF et à la CGT) que celles de la Ligue Communiste Révolutionnaire (qui se bat pour une « Europe sociale et démocratique », avec une politique de couverture de la gauche officielle). De l'union de ces deux

orientations, nous ne voyons rien d'autre qu'une variante toute politique et politiciste qui se postule comme gauche du mouvement ouvrier traditionnel, et aile extrême de la politique officielle, bourgeoise.

2/ De plus, le texte est très marqué par la centralité de l'Europe, qui à notre avis va jusqu'à l'euro-centrisme. En outre, nous ne partageons pas le mot d'ordre des «Etats-unis socialistes d'Europe». C'est un mot d'ordre qui, déjà contestable au temps de Trotsky (qui l'utilisa dans certains cas), devient complètement anachronique et erroné dans l'actualité.

Ce n'est pas un hasard si deux des termes qui connotent ce mot d'ordre ne sont pas remis en discussion dans le mouvement trotskiste, et ils résultent de véritables postulats qu'il n'est pas à notre avis possible de partager. Nous faisons référence d'une part à la valeur donnée au terme «Etats», qui substantive l'idée proposée de socialisme, et d'autre part l'idée d'«Europe», qui est reproposée de façon acritique comme le lieu géopolitique que la bataille socialiste devrait unifier.

Si les mots ont une importance, et ils en ont une, à plus forte raison dans un mot d'ordre qui synthétise en quelques termes objectifs, élaborations et stratégies, leur utilisation n'est pas accidentelle.

¶ La centralité du terme «Etats» dans le mot d'ordre «Etats-unis socialistes d'Europe», renvoie à l'étatisme, un problème théorique très sérieux pour le marxisme révolutionnaire. L'étatisme révolutionnaire a été une caractéristique prégnante de la pensée socialiste et révolutionnaire, dans des formes et à des degrés différents, et cela concerne aussi bien le bolchevisme que la pensée de Lé-

nine et Trotsky, avec les différences existant entre eux. L'étatisme, que le mouvement trotskiste a repris et n'a jamais mis en discussion, est devenu, de déviation et limite de la pensée socialiste d'une des composantes du marxisme révolutionnaire historique, un postulat indiscuté et lourd de conséquences dans le mouvement trotskiste.

La lutte contre le système et pour le socialisme doit se nourrir d'une connotation anti-étatiste qui a manqué au trotskisme. En dénonçant et en comprenant le rôle décisif qu'ont les Etats dans la reproduction du système, il est possible de projeter une hypothèse de révolution socialiste libertaire, en combattant la déviation étatiste qui, même dans ses expressions révolutionnaires les plus honnêtes, a provoqué des dommages extrêmement graves à l'idée et à la pratique socialistes. Dans notre élaboration, en particulier au lendemain de 1989, à partir de l'idée de révolution et de socialisme, la critique de l'Etat et de l'étatisme, et de l'étatisme révolutionnaire aussi, a été centrale et s'est mêlée, s'est liée à la critique de la politique bourgeoise dans toutes ses expressions, y compris sa forme jacobine révolutionnaire, à laquelle, pendant des décennies entières, les marxistes révolutionnaires ont fait explicitement référence. Une hypothèse de socialisme basé sur l'action consciente de la majorité de la population pour donner vie au socialisme, pour le construire en socialisant la vie et le travail, en révolutionnant radicalement ce qui existe et en auto-gouvernant la société, n'est pas compatible avec l'étatisme.

¶ L'idée des «Etats-unis socialistes d'Europe» est erronée, parce qu'elle considère comme acquise, sans la mettre en discussion, l'existence de

l'Europe, et s'adapte en répondant de façon opposée mais spéculative à celle de l'idéologie dominante, qui défend l'Union Européenne. Mais historiquement et d'un point de vue actuel, cette idée est fautive. De plus, elle est en contradiction avec les processus plus profonds de la réalité : des flux migratoires à la nécessité de redéfinir la question des nationalités, à la crise des Etats-nation et des Etats en général. Nous ne sommes donc pas d'accord avec le fait de devoir accepter l'idée d'Europe telle qu'elle est pour le système dominant, pour la retourner ensuite en socialiste. Nous devons plutôt viser à la critique radicale du concept capitaliste d'Europe (qui est d'ailleurs lié à la défense de la forteresse/Nord) et concevoir un espace géo-social différent pour notre bataille. Une proposition de civilisation ne peut s'exempter d'affronter ces processus et de projeter les possibilités d'agrégation et de désagrégation que les peuples de l'Europe centrale, de la Méditerranée, de l'Eurasie, des Balkans et de l'Est, choisiront comme pont vers le monde, vers une mondialisation librement choisie. C'est un problème complexe auquel il n'est pas facile de donner une réponse synthétique, mais qui doit pousser à remettre en discussion les propositions conservatrices et anachroniques.

3/ Les tâches programmatiques qui nous attendent ont une expression fondamentale dans le défi stratégique que constitue le combat pour un nouveau mouvement ouvrier et populaire, ou mieux, pour de nouveaux mouvements ouvriers et populaires. Dans différents pays, il en existe des symptômes et des embryons. Ils sont le fruit de la crise du vieux mouvement ouvrier et de l'action consciente de secteurs d'avant-

garde. Il s'agit d'une dynamique commencée avec la révolution polonaise de 1980 et les répercussions internationales qu'elle a eues, et qui s'est approfondie après 1989, avec la nouvelle époque qui s'est ouverte. Il est indispensable d'assumer consciemment les tâches de construction d'un nouveau mouvement ouvrier. Trop de forces destructives travaillent en effet à l'extérieur et à l'intérieur des processus de renouvellement pour les annuler et les réintégrer dans la logique du système. D'autre part des forces matérielles puissantes, même si elles sont confuses et partielles et portent encore les cicatrices de l'ancien, travaillent pour un nouveau mouvement ouvrier.

▮ Des processus historiques énormes, comme les migrations de millions d'hommes et de femmes, produisent des bouleversements dans les classes sociales et dans l'ensemble des relations sociales. Leurs luttes en France comme en Belgique, en Italie ou en Allemagne, leur auto-organisation, sont le sommet d'un iceberg qui bouleversera les luttes de classe, qui a déjà commencé à les changer, et qui nous pose de nouvelles tâches théoriques, programmatiques et pratiques.

En France, le mouvement des Sans-Papiers, en Belgique les radicalisations successives après l'assassinat de Semira Adamu, en Allemagne les réactions des immigrés aux actions de la canaille nazis, en Italie les premiers symptômes de la radicalisation de dizaines de milliers d'immigrés, sont l'expression active et consciente de ces processus profonds. En Italie nous sommes engagés dans la construction de l'«Associazione nazionale antirazzista 3 febbraio» (L'association nationale antiraciste du 3 février), comme passage

qualitatif vers un nouveau mouvement ouvrier, et nous pensons que les résultats que cette association est en train d'obtenir sont le fruit de la compréhension théorique et programmatique de ces processus. Ce qui est en train de se passer aura (et commence déjà à avoir) des conséquences incalculables sur l'ensemble des classes subalternes, à plus forte raison dans des pays comme la France ou l'Angleterre, où le nombre et l'histoire des générations d'immigrés sont bien plus importants. Ces processus ont des conséquences plus générales : elles sont l'expression non seulement de l'échec de toutes les hypothèses de melting pot aujourd'hui, mais aussi de l'incapacité plus générale de gouverner de la part du système et des Etats. Mais cela aura aussi des conséquences dans la construction de partis marxistes révolutionnaires comme partis inter-ethniques.

▮ D'autre part, la crise des bureaucraties syndicales et la naissance du syndicalisme de base indépendant et de l'auto-organisation syndicale, sont un autre grand processus de transformation des classes subalternes. Les syndicats historiques bureaucratés sont partout en crise. Non seulement ils perdent des adhérents et leur composition change, mais ce qui change aussi, c'est le rapport qui existe entre les bureaucraties et les adhérents. Un nouveau mouvement ouvrier ne naît pas automatiquement de cette crise, mais il existe des phénomènes qui ne sont plus seulement de contestation anti-bureaucratique, mais d'édification de nouvelles organisations de base. Les bureaucraties réformistes essaient de freiner ces processus, non seulement en s'y opposant ouvertement, mais aussi en essayant dans bien des cas (en Italie nous avons l'exemple retentissant de

Rifondazione comunista) de les ronger de l'intérieur.

Ne serait-ce qu'en se limitant à ces processus, il faut prendre acte du fait que le mouvement trotskiste n'a pas voulu les voir, et a fini par avoir des positions franchement régressives et même réactionnaires par rapport aux tâches socialistes.

Nous voulons souligner que, face aux processus progressifs que nous venons de signaler, et qui sont la base matérielle pour la bataille pour un nouveau mouvement ouvrier, les attitudes de la LCR et de LO sont négatives, conservatrices, bureaucratiques, et (dans le cas de la LCR) elles vont même jusqu'à ouvrir la voie à la récupération par le PCF et la CGT.

Enfin, au-delà d'un accord ou non avec notre point de vue, nous considérons négative et franchement incompréhensible l'absence d'évaluation sur de telles questions dans votre document consacré à l'Europe.

4/ Le bilan historique du marxisme révolutionnaire, qui s'est considéré comme le seul et unique marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire le trotskisme, se mêle et se lie à ces thèmes. Ces derniers font encore mieux ressortir combien ce mouvement est inadéquat, en Europe (une de ses capitales) et sur l'Europe.

Repenser la contemporanéité et repenser le marxisme révolutionnaire ne sont pas des processus identiques, mais ils s'alimentent réciproquement. Dans une élaboration qui se veut programmatique, tout cela doit être central. Et pourtant, dans votre document, cela est complètement absent. Il nous semble que vous partez plutôt de la réaffirmation d'un patrimoine et non pas du renouvellement programmatique qui est

nécessaire. Nous croyons que le trotskisme a assumé une approche de plus en plus conservatrice et réductrice, qui l'a amené à un divorce d'avec la réalité et à une incapacité de renouvellement. La contradiction entre capital et travail a été réduite et lue de façon structuraliste, la critique de l'économie, de façon de moins en moins critique.

En même temps, des contradictions fondamentales, qui se mêlent et se lient avec les premières, ont été éliminées.

Cela a été d'autant plus négatif que la réalité a mis en avant d'autres contradictions, parfois nouvelles. Le rôle grandissant des Etats dans la domination du système, et l'approfondissement inédit de la contradiction Etat/société civile, c'est-à-dire entre l'Etat et la majorité de la population, sont des terrains sur lesquels nous avons mesuré de grandes différences d'avec les organisations du mouvement trotskiste. Cette différence en dévoile d'autres, ainsi que d'autres limites, comme le retard à comprendre la crise de la politique bourgeoise et la nécessité d'une critique de la politique, qui est complètement absente chez les groupes trotskistes, qui assument les critères mêmes et le calendrier de la politique bourgeoise, en les remplissant de contenus «révolutionnaires».

Ces limites ont des conséquences dramatiques dans la dynamique de construction des organisations et dans leur pensée socialiste. Un exemple est le retard et les limites avec lesquels le marxisme révolutionnaire et les marxistes révolutionnaires affrontent la critique du genre (masculin/féminin) et la bataille de libération des femmes que le mouvement féministe a mise en évidence, et qui est centrale pour la libération de l'humanité, pour le socialisme.

D'autre part, le fait que, dans votre document, la question ethnique et nationale (qui est si importante et a un rôle actif en Europe) soit complètement absente, nous paraît une sérieuse limite. En effet, nous nous trouvons face à l'explosion ou à la ré-explosion de questions nationales particulièrement aiguës et dramatiques : de la reposition des questions basque et irlandaise aux vicissitudes bosniaques, et à celle du Kosovo. Non seulement le système ne parvient pas à donner des réponses stables, mais il utilise de plus en plus la violence de la guerre destructrice et impuissante.

5/ Donc, et sur la base de ces indications schématiques, nous demandons : quel sens y a-t-il à souligner (en faisant abstraction des contenus) la valeur qu'aurait en soi l'unité des trotskistes ?

Une des organisations qui a fait de l'unité des trotskistes sa propre bannière (Voix des travailleurs) propose aujourd'hui l'hypothèse d'un parti des travailleurs. Le mot d'ordre, dont d'autres organisations trotskistes ont déjà abusé dans le passé, est une opération politicienne, basée sur un programme absolument régressif par rapport aux tâches gigantesques qui sont posées aux marxistes révolutionnaires, et à l'intérieur duquel il n'y a aucune élaboration sérieuse sur la révolution, et pas plus sur le socialisme ; au contraire, on réaffirme la validité du «programme trotskiste» et le rôle d'avant-garde des trotskistes mêmes. C'est cependant indicatif d'une attitude plus générale qu'a le trotskisme. Cette attitude est en train d'amener le trotskisme, dix ans après 1989, au déclin, au lieu de le pousser à s'interroger sur les limites de son propre patrimoine et de ses propres racines,

pour s'auto-dépasser ou tout au moins se mettre en discussion.

La dérive qu'une grande partie du mouvement trotskiste a manifesté en témoigne, et de plus en plus les positions de nombreux trotskistes et celles des anti-capitalistes deviennent communes, parce que le vague des horizons socialistes des premiers se rapproche de l'absence d'une hypothèse socialiste des seconds.

Les organisations trotskistes oscillent entre une défense conservatrice de l'orthodoxie qui les amène à avoir des positions dramatiques, comme celles de LO sur l'immigration, le féminisme et le nouveau syndicalisme, en même temps qu'avec un ouvriérisme lourd et réactionnaire, et d'autre part les positions d'opportunisme désinvolte que la LCR assume normalement par rapport aux appareils bureaucratiques, en particulier le PCF, et qui commencent à être objet de critiques de la part des secteurs les plus combattifs des Sans Papiers et du syndicalisme de base. Cela n'empêche pas la Ligue et Lutte Ouvrière de réaliser des accords électoraux, qui sont salués comme des tournants épiques, en faisant d'ailleurs abstraction des contenus.

Comme toutes les organisations anti-capitalistes, les forces trotskistes reproduisent souvent les lieux communs inspirés du Monde diplomatique, les analyses economicistes et, dans les moments cruciaux, cèdent encore aux tentations du politicienne et de l'électorisme.

Sur la base de ces notes critiques, nous pensons qu'il peut être utile et important de développer la discussion entre nous ; nous sommes donc intéressés à participer aux journées d'étude des 23 et 24 janvier à Paris pour pouvoir exprimer nos positions. Evidemment, étant donné qu'il s'agit

d'une discussion polémique, cela reste soumis à votre évaluation : considérez-vous qu'il est possible et intéressant d'avoir une discussion franche et explicite sur ces positions dans le cadre des journées mêmes, sans aucun diplomatisme et avec un respect réciproque ? Dans ce cas, nous avons l'intention de garantir absolument notre participation et notre intervention, là où cela sera possible, y compris par écrit.

Salutations révolutionnaires

Un quotidien du matin titrait voilà quelques jours : «Juppé en rêvait, Jospin l'a fait». Qu'en pensez-vous ?

«Je le dis depuis longtemps : quelle que soit la couleur politique des dirigeants, ils doivent faire face aux mêmes contraintes, qui sont aujourd'hui à la fois nationales et internationales. Il n'est pas possible de faire ce que l'on veut. Le gouvernement actuel a fait preuve, au moment où il a pris le pouvoir, d'un sens opportun des responsabilités. Il n'est pas retombé dans les excès budgétaires de 1981. Il a immédiatement réglé les problèmes européens à l'égard desquels le Premier ministre avait pourtant pris des distances pendant la campagne électorale. Même s'il leur a apporté des nuances, il a été contraint de poursuivre les actions qu'Alain Juppé avait entreprises dans le domaine de la sécurité sociale et des privatisations. On peut se demander si la victoire de la gauche en 1997 n'a pas été en fin de compte une chance pour faire passer un certain nombre de mesures qui étaient indispensables. Du moment qu'elles étaient présentées par un gouvernement qui n'était pas de gauche, elles étaient soumises à des critiques systématiques et au refus obstiné d'un certain nombre de catégories et de groupes d'intérêt. Ce n'est plus le cas. Ainsi, Dominique Strauss-Kahn a augmenté les impôts presque autant qu'Alain Juppé, mais on en a fait grand grief à M. Juppé, alors que M. Strauss-Kahn se tire d'affaire.»
L'Expansion n° 586 du 3 au 16 décembre 1998

1999 : Une année particulière

La liberté de parole comme l'intelligence politique de Raymond Barre donnent à ses propos une forte signification et une réelle saveur. En somme, dit-il, laissons du temps à Lionel Jospin pour qu'il mène à bien le «sale boulot». Il réalise ce que

nous, nos partis politiques ne pouvaient mettre en œuvre après novembre-décembre 95, face aux salariés. C'est un constat lucide.

Privatisations, démantèlement de l'Éducation nationale et de l'ensemble des services publics, institu-

tionnalisation de la précarité, (emplois-jeunes) et attaque contre les salariés, application du plan Juppé, préparation des fonds de pension, politique contre les immigrés (sans-papiers), la liste est longue. Il n'est pas nécessaire d'épiloguer.

Le gouvernement de Lionel Jospin mène une politique réactionnaire, au service du capital financier. Les sondages expriment cette réalité avec précision : les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, les chômeurs s'opposent à la politique économique et sociale du gouvernement ; à l'inverse, cadres supérieurs, patrons, professions libérales l'appuient. Classique.

Jeunes, sans-papiers, chômeurs, salariés sont donc face à cette réalité. Ils réagissent. Des lycéens aux enseignants, du personnel du ministère de la Culture, aux agents du Musée d'Orsay ou de la Bibliothèque Nationale de France, des archéologues aux cheminots, des infirmières scolaires aux salariés des chantiers navals du Havre, des étudiants, enseignants de prépas aux personnels hospitaliers, des chômeurs aux médecins des hôpitaux, tous le sentent et commencent à agir. Ils commencent. Nous vivons la fin du début du gouvernement Jospin, pas encore le commencement de la fin.

Ne brûlons pas les étapes, les niveaux de conscience ne sont pas identiques, les luttes n'ont ni la même intensité ni la même importance. Certaines grèves se mènent le dos au mur (fermetures d'usines, délocalisation), d'autres pour des postes de travail, des effectifs, contre la précarisation, pour l'augmentation des salaires. Les résultats des combats sont inégaux : ici on perd, là on gagne, sur tout ou partie des revendications.

N'empêche : le mouvement d'affron-

tement des jeunes et des salariés est engagé contre le gouvernement Jospin, le P.S. et le P.C. Mécaniquement, il ira en s'amplifiant. Avec des caractéristiques politiques qu'à Carré Rouge nous avons dégagées depuis un certain temps : pugnacité dans la lutte (des enseignants du 93, des contrôleurs de la SNCF, aux salariés des Musées d'Orsay ou de la BNF). Lorsque les salariés entrent dans le combat, ils savent que cela peut être long, difficile, et ils ne se contentent pas de queues de cerises.

Enfin, ils identifient parfaitement la revendication : des emplois statutaires, disent les contrôleurs de la SNCF ; des profs qualifiés, disent les lycéens, pas des emplois-jeunes, pas de petits boulots...

Cette situation va s'exprimer dans le privé, lorsque l'application des accords de branche sur les «35 heures», accords pourris signés par les confédérations (CGT, CFDT, FO) vont se traduire dans la vie.

Montée des luttes, pugnacité dans l'action ne signifient pas, répétons-le, que nous sous-estimons ici les conséquences des coups portés aux salariés par le gouvernement Jospin et le patronat.

Reste que la résistance a franchi un palier, que l'affrontement est à l'ordre du jour. C'est une classe ouvrière debout, une jeunesse debout, qui font face à Martine Aubry, Claude Allègre, Jean-Claude Gayssot et Dominique Voynet.

Ouvrons ici une parenthèse : de 1981 à aujourd'hui, sous la présidence de François Mitterrand comme sous celle de Jacques Chirac, les gouvernements «d'union de la gauche», de «majorité plurielle», avaient, ont une fonction politique, que Raymond Barre comprend mieux que quiconque : infliger des

défaites majeures à la classe ouvrière. C'est une constante des politiques de Front Populaire de venir au pouvoir, quand les partis de la bourgeoisie ne parviennent plus à tenir la barre. Finalement, l'objectif de ces gouvernements c'est de faire le «sale boulot», à l'extrême.

Examinons un instant la période des gouvernements de François Mitterrand (1981-1995).

C'est sous les gouvernements de Pierre Mauroy, de Laurent Fabius, de Michel Rocard, d'Édith Cresson et de Pierre Bérégovoy, que l'essentiel du «sale boulot» a été mené. Désindexation des salaires, liquidation de secteurs industriels entiers (sidérurgie, mines, textiles) ; brutale augmentation du chômage ; institutionnalisation de la précarité (TUC, etc.) ; attaques frontales contre la laïcité ; mise en route des privatisations ; modernisation des marchés financiers et boursiers ; accélération de la construction européenne (Maastricht).

Ainsi, dans les domaines essentiels, c'est à l'initiative des gouvernements d'union de la gauche que l'offensive généralisée contre les salariés s'est menée, obtenant pour la bourgeoisie des résultats que jamais, par l'intermédiaire de ses partis au gouvernement, elle n'aurait imposés. Bénéficiant de liens politiques et syndicaux dans le mouvement ouvrier, donc de la bienveillance des salariés, les gouvernements d'union de la gauche sont parvenus à porter des coups terribles à la classe ouvrière et à la jeunesse, développant toute une idéologie sur le bien commun qu'est l'entreprise, valorisant l'individualisme, les solutions personnelles, la réussite... et la charité, par opposition à l'action de classe, au combat collectif.

Matraqués, désappointés, démoral-

sés, les salariés refluaient, se réfugiant dans l'abstention : l'alternance se réalisait, le RPR et l'UDF revenaient aux affaires, tentant d'aller plus loin encore dans les attaques contre les salariés : Chirac (1986), Balladur (1993), Chirac-Juppé (1995). Ces gouvernements déclenchaient de nouvelles offensives, provoquant des réactions spontanées de la jeunesse et des salariés : manifestations Devaquet, CIP, lois Falloux, grève générale de la SNCF, de la RATP et des fonctionnaires.

Les rapports politiques vivants entre les appareils du P.S., du P.C.F. (et les confédérations syndicales) et le mouvement des salariés et de la jeunesse sont par là, illustrés, avec leurs ombres et leurs lumières. La classe ouvrière depuis 1981 n'est jamais parvenue à submerger totalement, par son propre mouvement, les appareils contre-révolutionnaires, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition ; mais à chaque occasion, par la puissance de son mouvement spontané, elle a infligé des défaites significatives, des reculs sévères à la bourgeoisie : CIP, lois Falloux, novembre-décembre 95, et elle a ainsi préservé l'essentiel. Depuis quelques mois, ce processus est à nouveau activé (grève du 93, mouvement des lycéens, SNCF, etc.) et se cherche dans une nouvelle configuration.

Pour la première fois depuis 1981, c'est donc sous un gouvernement d'union de la gauche que se prépare une nouvelle mobilisation ouvrière, précédée des combats réels auxquels nous avons depuis quelques mois assisté. Grève des enseignants, des lycéens, des salariés de la SNCF, des Musées nationaux, de la BNF, des hôpitaux, etc.

Essayons de préciser. Les salariés, la jeunesse disposent d'une force,

d'un mouvement autonome d'une puissance considérable ; mais cette énergie est pour partie gaspillée, inemployée ; la faiblesse n'est pas physiologique, mais politique. Jusqu'à ce jour, les salariés, même s'ils avancent dans la capacité à exercer le contrôle sur leurs combats, ne parviennent pas encore à exercer leur souveraineté politique. C'est un problème de fond. Un problème récurrent depuis 1968. Les salariés imposent l'assemblée générale, mais pas le comité de grève. Ils laissent encore aux appareils des syndicats le «soin» de mettre en pratique leurs aspirations. Ils ne font pas confiance aux dirigeants, mais ne parviennent pas encore à imposer leur volonté, par la prise en main politique et pratique du pouvoir.

En cela le problème est politique. La question posée doit être résolue. Et les militants révolutionnaires doivent élever leur réflexion, leur intervention à la hauteur de ce problème. Le comité de grève annonce le conseil. Sans comité de grève, les appareils bloquent, divisent, isolent, conduisent à l'impasse. Ils conservent le pouvoir politique. On le voit, il y a une élaboration à mener sur le rapport entre le spontané et le conscient. Si les militants révolutionnaires peuvent aider les salariés, les jeunes, c'est en toute circonstance, avec fermeté et pédagogie, non comme une recette, mais comme une orientation politique, en menant le combat pour la démocratie organisée, pour le comité de grève. Ce faisant, ils aideront les salariés à vaincre, à exercer la plénitude politique de leur force. Les masses doivent agir, par elles-mêmes, sans que nul ne se substitue à leur action, à leur mouvement, mais le rôle des révolutionnaires, c'est de participer activement au mûrissement de ce processus.

Là est le verrou.

Il ne s'agit pas d'une technique de la lutte des classes, mais du fondement même du programme pour le socialisme. «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Contrairement à l'impression qu'éprouve parfois le militant révolutionnaire dans son entreprise, ce langage peut être entendu. La situation n'est pas «verrouillée» par les appareils qui, en fait, n'en peuvent mais... Encore faut-il faire preuve d'audace ! Et qu'importe d'être, dans un premier temps, minoritaire. On rassemble alors la fraction la plus déterminée, la plus consciente des salariés en attendant que, l'expérience aidant, à une étape ultérieure, le mouvement des salariés saisisse cette politique pour la faire sienne. Hors de ce combat, point de salut.

Il faut suivre avec sérieux toutes les grèves et les manifestations qui se développent. Là où les salariés en lutte contrôleront jusqu'au bout leur combat, soit en intégrant les syndicats dans le comité de grève, soit en les submergeant, bref en s'imposant politiquement, ils ouvriront une brèche politique déterminante : la classe ouvrière alors s'engouffrera par cette faille du dispositif contre-révolutionnaire.

La social démocratie, relevait Trotsky, est un parti de «paix sociale». Que les rapports entre les classes se radicalisent, et elle est prise de court. À cet égard, on notera que, dans une intervention récente à France Info, le premier ministre, benoît, a annoncé que la crise financière était «jugulée» et qu'il maintenait ses prévisions (à quelques décimales près...) de croissance économique pour 1999 ! Si ces problèmes n'affectaient pas le sort de centaines de millions de femmes et d'hommes sur la

planète, si sept millions d'individus n'étaient en France exclus du processus de production, on rirait de ces fadaïses.

En fait, loin d'être «jugulée», la crise financière, boursière, bancaire va dans l'année qui vient déferler sur l'Europe. Avec son cortège de paniques, de faillites, ses plans de licenciements, sa marée noire de misère. En cela l'année qui vient sera une «année particulière». Pour les salariés, la jeunesse et, évidemment, pour les militants révolutionnaires.

Il est bon que les lecteurs de Carré Rouge sachent que l'initiative que nous avons prise d'organiser des journées d'études sur les «Etats-unis socialistes et démocratiques d'Europe» a non seulement rencontré un écho favorable, mais commence à se mettre en place. La Ligue Communiste, Voix des Travailleurs, La Gauche Communiste, La Commune et La Gauche Révolutionnaire, participent au comité de pilotage ainsi qu'aux commissions qui ont été constituées pour préparer les deux jours de discussion. Et les rapports entre les organisations au sein du comité de pilotage sont simples, positives, fraternelles. De province,

nous parviennent des encouragements, des engagements de participation. Évidemment, nous nous en félicitons, tout en regrettant le silence des uns, le refus des autres (1). Qu'importe, nous avançons. Nous avançons avec des résultats limités, que nous ne cherchons pas à enjoliver, mais que nos lecteurs peuvent apprécier dans ce numéro.

Carré Rouge s'inscrit dans les débats, dans les discussions, avec la volonté d'apporter sa pierre à l'entreprise de regroupement qui, enfin, semble gagner certaines organisations et, au-delà, nombre de militants. À cet égard, l'existence d'un accord entre la LCR et LO constituant une liste commune pour les élections européennes est un pas dans la bonne direction que nous saignons. Un premier pas. Rien ne serait pire que de fermer cet accord, de considérer la discussion programmatique comme terminée, d'interdire à d'autres organisations révolutionnaires d'y prendre leur place. Alors que les événements qui s'annoncent sont lourds de menace pour la classe ouvrière européenne ; si la France pouvait être une «exception» par l'action unie des organisations et des

militants révolutionnaires, un pas pratique serait réalisé dans le combat pour un internationalisme prolétarien effectif. Que les camarades de la LCR, de LO entendent ce souhait. La discussion que nous avons engagée avec les dirigeants de la Ligue Communiste semble indiquer que cette préoccupation est partagée. Si ce nouvel «état d'esprit» entre militants progresse, nul doute que l'année qui vient sera, au bon sens, particulière. Dans le prochain numéro, nous reviendrons évidemment sur l'explosion du Front National ; en attendant ne boudons pas notre plaisir : ce simple fait constitue une bonne nouvelle.

Ce numéro 10 de notre revue poursuit donc un travail initié il y a plus de trois ans. Libres débats, controverses politiques sans jamais confondre polémiques et attaques ad hominem, élaboration politique, tel est notre choix. La diffusion de Carré Rouge s'élargit, de nouveaux abonnements arrivent. C'est positif, évidemment insuffisant. Essayons de faire plus. À toutes, à tous, nous souhaitons une bonne année 1999. Une année particulière.

Note

1- N'ont pas répondu à ce jour : le Parti des Travailleurs, Pouvoirs ouvriers, Alternative libertaire, et la minorité de Lutte Ouvrière, les revues LMA et Démocratie et socialisme.

Charles Meno
 militant de Voix des
 Travailleurs

Le mouvement lycéen a bousculé tous les éternels sceptiques qui pensent que les choses n'évoluent pas. En moins d'un mois, par son dynamisme, il a contribué à faire évoluer les consciences bien plus rapidement que des mois de propagande ne pourraient le faire. Il a été un puissant révélateur de la politique du gouvernement de la «gauche plurielle». Comme l'avaient fait avant lui le mouvement des chômeurs et celui des routiers, il a fait la démonstration politique qu'il n'y a rien à attendre d'autre de ce gouvernement, pour la jeunesse comme pour l'ensemble du monde du travail, que des promesses et des discours d'abord, des intimidations et des attaques ensuite.

Le mouvement des lycéens, un gage pour l'avenir...

UN MOUVEMENT

QUI S'INSCRIT DANS

UNE ÉVOLUTION

EN COURS

DES CONSCIENCES

Ce mouvement s'inscrit dans une évolution collective, en profondeur, des consciences, qui est à la fois liée à la crise économique, à la dégradation des conditions de vie de l'ensemble de la population, mais aussi à la participation de la gauche au gouvernement, et à la perte d'un certain nombre d'illusions.

Ce qui a fait le dynamisme de son développement c'est qu'il a été le point de convergence de senti-

ments qui s'accumulent dans la population. Les lycéens se sont sentis encouragés par toutes les discussions qu'ils entendent autour d'eux, dans leur famille comme parmi les enseignants, depuis des mois. Encouragés, ils ont à leur tour exprimé ce ras-le-bol, l'amplifiant en le disant dans la rue. Et de fait, leur mouvement dénonce toutes les difficultés qui tirent en arrière l'ensemble de la classe ouvrière, les licenciements, la peur du chômage, la galère du travail précaire, de l'intérim, des stages bidons, les fins de mois difficiles, les sous-effectifs et la surcharge de travail.

Cette convergence des consciences s'est manifestée dans la rapidité avec laquelle le mouvement s'est

étendu comme dans sa spontanéité. Spontanéité, au sens où il a commencé sans qu'aucune organisation ne lance de mots d'ordre, même si bien sûr, par la suite, le gouvernement, par ses provocations, l'a grandement encouragé.

DES REVENDICATIONS

CONCRETES

QUI REMETTENT

EN CAUSE LA LOGIQUE

ÉCONOMIQUE DU PROFIT

Le mouvement a commencé début octobre par des manifestations dans quelques villes comme Montpellier, Nîmes ou Rouen. Les lycéens dénonçaient la «galère des lycées», c'est-à-dire le manque de profs, les classes surchargées, la dégradation des locaux, le manque général de personnel, d'infirmières, de documentalistes, d'agents techniques, de surveillants. Leur principal slogan, qui a été repris par la suite dans toutes les manifestations, était «lycéens en colère, y en a marre de la galère !», ou comme le disait une banderole : «Qui sème la galère récolte la colère !»

De cette «galère» naît un climat général d'insécurité : insécurité face aux locaux délabrés, aux machines dangereuses, mais plus généralement insécurité pour l'avenir. Nombre de lycéens ont le sentiment que leur lycée est à l'image de l'avenir que cette société leur réserve : un avenir déjà tout tracé, fait de chômage et de petits boulots. Et même ceux qui se sentent privilégiés, dans des lycées plus modernes ou mieux équipés, partagent la même inquiétude pour eux, pour l'ensemble de la jeunesse et de la société, et ont tenu

à manifester par solidarité. «Solidarité» a été un slogan repris par tous les manifestants.

Les revendications des lycéens ont donc eu un contenu très concret, très matériel : plus de profs, plus de moyens financiers. En réclamant des moyens suffisants pour étudier dans de bonnes conditions, ils affirment leur droit à une éducation moderne digne de notre époque et refusent une éducation au rabais sous prétexte qu'ils finiront à l'ANPE !.

Devant ces revendications matérielles certains journalistes ou sociologues ont pontifié sur cette jeunesse responsable, motivée par le besoin de travailler, voulant trouver sa place dans une société qu'elle ne remettrait pas en cause. Ils voudraient l'opposer à la contestation de la jeunesse «désorientée» des années 70. Mais comme en 68, comme à chaque fois que la jeunesse se révolte, ce qui s'exprime c'est la soif de vivre humainement, c'est l'exigence d'une vie libre et harmonieuse. Les aspirations de la jeunesse sont les mêmes, profondément humaines et généreuses, mais le contexte social et économique dans lequel cette contestation s'exprime a changé. Comme le disait un lycéen d'Essonne : «Le monde nouveau, nous on fait tout pour qu'il vire à de la fraternité, "Peace and love" mais pas comme les vieux. Nous, c'est en plus endurcis, plus efficaces, moins naïfs, on n'oubliera jamais la réalité parce que si on l'oublie, ce sera la guerre». Leurs revendications très concrètes et matérielles sont le reflet d'un malaise profond ; c'est la colère d'une jeunesse qui ne veut pas être sacrifiée, qui sait que pour elle l'avenir est bouché dans cette société.

LE MOUVEMENT

S'AMPLIFIE AVEC

DYNAMISME,

ENCOURAGÉ PAR

LES SYMPATHIES

QU'IL SUSCITE

Parce que ses revendications exprimaient une révolte commune à tous, le mouvement s'est très rapidement amplifié dans toute la France. Les manifestations se sont multipliées dans un nombre grandissant de villes, impliquant de plus en plus de lycées. Ainsi par exemple, à Bordeaux il y avait 1 500 manifestants le jeudi 6, puis 3 000 le vendredi, 10 000 le lundi et 17 000 le mardi. Ce mardi 13, c'est plus de 80 000 lycéens qui ont manifesté à travers tout le pays.

En entrant en lutte, la jeunesse des lycées exprime sa révolte, une révolte qui n'attend pas, qui ne se satisfait plus de promesses. Elle exige son dû et tout de suite, avec la claire conscience qu'elle ne peut compter que sur elle, sur sa capacité à se mobiliser et à se battre, car finalement on obtient que ce pour quoi on se bat !

Le dynamisme des manifestations, la justesse de leur cause ont suscité la sympathie des parents, des profs et du monde du travail. Beaucoup y ont trouvé l'écho des manifestations de 95 contre le plan Juppé, la même volonté d'affirmer un sentiment de solidarité et des revendications qui remettent de fait en cause toute la logique de ce système, qui sacrifie les intérêts de la collectivité aux intérêts de quelques groupes financiers. Cela s'est retrouvé jusque dans le slogan «Tous ensemble» repris par les manifestations lycéennes.

Après une semaine très dynamique,

le mouvement a atteint son apogée le jeudi 15 avec plus de 500 000 manifestants dans 379 villes de France, 30 000 à Paris, 20 000 à Bordeaux, 14 000 à Grenoble. Cela représente un lycéen sur 5 qui manifeste, et beaucoup plus qui, en grève, ne sont pas allés en cours...

ENTRE DÉFIANCE VIS-À-VIS DE LA GAUCHE ET APOLITISME, LE MOUVEMENT

À S'ORGANISER

Dès le début le mouvement a été marqué par une méfiance vis-à-vis des partis de gauche au gouvernement comme des syndicats liés à ce gouvernement. Mais cette méfiance légitime, qui repose sur l'écœurement envers les politiciens de gauche comme de droite, n'a pas pu éviter le piège de l'apolitisme. La peur d'être récupéré, la volonté des lycéens de garder le contrôle de leur mouvement ont été utilisés par le gouvernement et la presse qui ont encouragé l'apolitisme tout en se servant de l'épouvantail des casseurs, pour tenter de semer la confusion. Climat de méfiance qui a rendu plus difficile une organisation démocratique reposant sur des assemblées générales par lycées, des comités élus se coordonnant de lycées à lycées, de villes à villes. Le mouvement aurait ainsi pu gagner en force, à condition qu'à travers une telle organisation démocratique se dégage un courant défendant une politique en rupture avec le gouvernement, une politique complètement indépendante reprenant les revendications les plus radicales du mouvement, comme 100 000 créations de postes

d'enseignants ou 25 élèves par classe. Affirmer une telle politique pour le mouvement était la seule façon de ne pas être récupéré par toutes les manœuvres d'Allègre.

C'est parce que cela n'a été que très partiellement possible que le gouvernement a pu se servir des craintes, des divisions et des hésitations qu'elles entraînent, pour impulser une coordination qu'il puisse manœuvrer, à partir de la FIDL, un syndicat lycéen proche du parti socialiste. Face à cette coordination auto-proclamée, la coordination de l'Île-de-France, bien plus représentative, comme d'autres coordinations apparues en province, n'ont pas pu se relier, se coordonner pour constituer une véritable direction émanation du mouvement lui-même. Les tentatives de surmonter ces divisions et difficultés n'ont pas eu le temps d'aboutir.

Pour toutes ces raisons, les coordinations n'ont pas pu exprimer toute la liberté de ton, le radicalisme du mouvement, liberté qui par contre se retrouvait dans les slogans et les banderoles des manifestations.

LES MANŒUVRES

D'ALLEGRE : MENSONGES,

ET INTIMIDATIONS

Devant les premières manifestations, la seule réponse d'Allègre a été de nier les problèmes en faisant de la démagogie contre les profs et l'Education nationale. Il a eu le culot de déclarer que le taux d'encadrement était «d'un professeur pour 11 élèves» et que le «problème qui se posait était un problème de répartition des moyens» et non de quantité de moyens. Mais les déclarations

d'un ministre ne font pas la réalité vécue par des millions de lycéens, de professeurs, de personnels techniques. Et ces propos ont été ressentis par tous comme une provocation de plus dans la lignée de ses déclarations précédentes sur la gestion archaïque de l'Education nationale et sur la nécessité de «dégraisser le mammoth».

Les lycéens dans leur slogan ont trouvé la réponse : «Le mammoth a des défenses». La mobilisation s'amplifiant, le gouvernement a été de fait obligé de reconnaître que les lycéens avaient raison. Et tous les hommes politiques, jusqu'à l'extrême-droite, ont fait mine hypocrite de s'indigner en découvrant la réalité des lycées, qui pourtant est le produit de dizaines d'années de lente dégradation à laquelle tout le monde a pu assister.

Allègre a alors expliqué avec mépris que si les revendications des lycéens sont légitimes «l'Etat n'est pas la hotte du Père Noël». Et il a eu le culot d'affirmer que justement sa réforme sur la déconcentration, qui devait être votée à l'Assemblée, devrait satisfaire les revendications des lycéens. Mais les lycéens ne se sont pas payés de mots, et ce qui est revenu dans les manifestations c'est «Ras-le-bol des belles paroles», «finies les propositions : on veut des solutions» et enfin «Nous voulons du concret, des choses vraies, pas du blabla !». Beaucoup de lycéens ont compris la manœuvre grossière d'Allègre, compris qu'il voulait se servir de leur mouvement pour faire passer sa réforme contre les profs qui la contestent, et cela sans réellement satisfaire leurs revendications. D'ailleurs, en s'appuyant sur la coordination de la FIDL, il a aussi essayé d'imposer quelles devaient être les revendications du mouvement ly-

céen, en détournant les problèmes économiques de départ, le manque de profs, le manque de moyens, vers une discussion sur l'allègement des programmes et la démocratie lycéenne, mesures qui ne coûtent pas cher au gouvernement.

De plus, aux promesses et aux discours du gouvernement se sont ajoutées les provocations et les tentatives d'intimidation policière au nom de la lutte contre les « casseurs ». Ainsi, principalement à Paris, mais aussi dans d'autres villes, la présence policière au cours des manifestations a pris une ampleur sans précédent pour atteindre un policier pour cinq manifestants, voire dépassant le nombre de manifestants lors de la dernière manifestation du jeudi 5 novembre. Cela visait à entretenir un climat de crainte, d'inquiétude pour décourager les lycéens. La manifestation du jeudi 15 octobre a entraîné 146 arrestations à Paris, celle du mardi suivant 300 dans toute la France ; des dizaines de jeunes ont été jugés en procédure d'urgence pour avoir ramassé une paire de lunettes ou des paquets de cigarettes, condamnés à des peines avec sursis ou d'intérêt général. Mais les commandos de casseurs, bien entraînés et équipés, que la police avait laissé faire, voire encouragé, n'ont pas été inquiétés. Et c'est sur le mouvement lycéen, sur la jeunesse des banlieues que la pression policière s'est exercée.

Depuis le début, le gouvernement a ainsi manœuvré pour laisser le mouvement se développer, puis reculé

sans l'affronter de face, mais en alternant promesses et intimidation. Les lycéens ont ainsi eu droit à toute la palette des manœuvres habituelles qu'un gouvernement peut utiliser pour désamorcer, démoraliser un mouvement social. Et ils ont dû faire face à toutes ses manœuvres sans avoir réellement le temps de s'organiser.

LE PLAN D'ALLEGRE :

UN FAUX REcul

QUI DÉVOILE

SES MENSONGES

Mais malgré cela, les lycéens étaient encore près de 300 000 le mardi 20 octobre, le mouvement s'étant en réalité étendu à de nouvelles villes, à de nouvelles lycées, même si, subissant la pression du climat de peur des casseurs, peur de la récupération politique, de nombreux lycéens en grève ne sont pas venus manifester

Finalement, devant cette mobilisation, le gouvernement a dû reculer en annonçant un plan d'urgence de rénovation des lycées. Ce recul est l'aveu des mensonges précédents. Allègre avait dit qu'il ne manquait pas de profs, et maintenant il est très fier d'annoncer 14 000 adultes supplémentaires !

Le plan d'Allègre prévoit un prêt de 4 milliards de francs sur 4 ans pour les régions et la présence de 14 000 adultes supplémentaires, dont 10 000 emplois-jeunes, un millier d'appelés du contingent et enfin d'un

certain nombre de maîtres-auxiliaires. 4 milliards de prêts sur un budget de 345 milliards et aucune réelle création de nouveaux postes d'enseignants, les miettes du plan d'Allègre ne règlent rien sur le fond. Nombre de lycéens d'abord désorientés n'ont pas trouvé leur compte dans ses mesures annoncées à la veille des vacances.

Et même si pendant les vacances les manœuvres pour faire pression sur le mouvement pour qu'il se contente de ces miettes ont continué, à la rentrée le jeudi 5 novembre il y avait encore une large fraction de lycéens à manifester pour dire qu'ils n'étaient pas dupes.

LA JEUNESSE AURA

UN ROLE DÉCISIF

DANS

LA RECONSTRUCTION

DU MOUVEMENT OUVRIER

RÉVOLUTIONNAIRE

A travers le mouvement, une fraction s'est dégagée, qui a pris conscience des manœuvres de gouvernement, même si elle n'avait pas les moyens de formuler une politique pour s'y opposer et y répondre. Une fraction s'est posé le problème de la suite, en essayant de dépasser le piège de l'apolitisme, mais sans y parvenir .

Le mouvement a posé bien des problèmes qu'il ne pouvait résoudre par ses seules forces.

Le combat engagé par les lycéens est un combat contre la logique de cette

société de profit, et de fait la jeunesse sera forcément amenée dans les mois et les années à venir à resurgir sur le devant de la scène. A travers ces luttes une fraction sera amenée à poser le problème de la contestation politique de cette société. Aux révolutionnaires d'aider la jeunesse à s'emparer des idées dont elle a besoin pour son propre combat, des idées du marxisme, pour faire le lien entre sa révolte généreuse, son enthousiasme et les idées qui sont les armes du combat pour une société fraternelle où l'économie soit au service de la satisfaction des besoins du plus grand nombre et non des profits d'une minorité.

Le développement du mouvement lycéen, ses objectifs, les difficultés qu'il rencontre et les obstacles politiques qui se dressent sur son chemin, sont aujourd'hui des questions d'autant plus intéressantes qu'elles dépassent largement la mobilisation lycéenne actuelle. Contrairement à ce que racontent quelques éditorialistes, relayant quelques conseillers ministériels, lorsque ce n'est pas le Premier ministre lui-même, les lycéens n'expriment pas «un malaise générationnel» dans quelques mouvements auxquels il faudrait s'habituer, puisque tous les 3 à 4 ans, ça recommence ! Le moteur est ailleurs. Il se situe sur le terrain social. Sur le fond, les lycéens inaugurent ce qui pourrait bien se reproduire d'ici peu dans d'autres milieux. Et les mêmes questions, posées aux uns et aux autres, et donc à nous-mêmes, ne man-

Les questions du mouvement lycéen se posent à l'ensemble des travailleurs et des jeunes

LE MOTEUR DU MOUVEMENT EST SUR LE TERRAIN SOCIAL

Dans toute la France, les lycéens expriment des revendications à la fois simples, légitimes et compréhensibles : Remédier à l'absence de profs, obtenir des créations de postes pour assurer les cours et doubler les classes surchargées, arranger des locaux et des cantines difficilement praticables... C'est sur un terrain purement revendicatif que

se situent objectivement les centaines de milliers de lycéens en mouvement. Leur moteur, c'est la situation dégradée qui domine globalement l'Education nationale. C'est cela qu'ils veulent voir modifier. Et lorsqu'ils réclament plus de démocratie, qu'ils demandent à être entendus, ils expriment l'exigence de voir leur situation prise en compte.

Faut-il pour autant nier des problèmes spécifiques qui se surajoutent ici ou là à cette réalité générale ? Certainement pas, mais le moteur, le point de départ, c'est la question ma-

térielle, et donc budgétaire, sur laquelle les lycéens se mobilisent. D'ailleurs, peut-on penser une seule seconde que les questions de fonctionnement dans les lycées (changer la vie quotidienne des lycéens dans leurs établissements) peuvent trouver une solution quelconque sans réponse préalable du gouvernement à la question matérielle.

C'est précisément cela que voudrait nous faire croire Claude Allègre. Journées banalisées pour débattre, diminution des emplois du temps, allègement des programmes... Tout ! Il est prêt à «donner» tout cela, lui qui comprend les lycéens au point de se déclarer solidaire avec eux. Ségolène Royal est plus claire encore. En substance, sur France Info, elle demande aux lycéens d'avoir le sens des responsabilités. Sur les questions de fonctionnement, pas de problème. Mais sur le reste... «Les lycéens sont des consommateurs [sic !] et comme tout consommateur, ils doivent savoir être raisonnables... Les moyens supplémentaires, ce n'est pas le problème... Des efforts financiers considérables ont déjà été accomplis par le passé ! Si nous en sommes là, c'est donc que le problème est ailleurs !». Pour les ministres, la messe est dite !

Mais les lycéens sont «obtus». Sans tomber sous le charme magique des sondages en tout genre, celui qui fut réalisé par l'institut C.S.A. dans la manifestation parisienne du 15 octobre mérite qu'on s'y arrête une seconde. Ils sont 61 % à placer les conditions d'étude et de travail en tête des raisons qui expliquent leur mouvement, 68 % à exprimer du regret ou de la méfiance à l'égard de la société, et enfin à la question : «pour améliorer la situation dans les lycées faites-vous confiance ou pas confiance...», ils répondent :

▫ aux lycéens eux-mêmes, 79 ont confiance, 19 pas confiance ;

▫ aux mouvements et associations de lycéens, respectivement 74 et 23

▫ aux professeurs, 67 et 31

▫ aux syndicats d'enseignants, 36 et 59

▫ au Premier ministre Lionel Jospin, 28 et 68

▫ au président de la république Jacques Chirac, 22 et 74

▫ au ministre de l'Education Claude Allègre, 12 et 85...

Les lycéens n'en démordent pas. Ils posent un problème simple : il faut des postes, des décisions budgétaires, des choix politiques. Ils redoutent l'avenir que leur propose la société, n'ont guère d'illusion sur le chômage, les petits boulots, les «emplois-jeunes». Pour avoir une chance de s'en sortir, ils veulent une amélioration tout de suite de leurs conditions d'études, qui passe objectivement par la création massive de postes dans les établissements scolaires.

Et c'est précisément cela que refuse le gouvernement Jospin, parce que lié par Maastricht, Dublin et Amsterdam au gel des emplois publics. Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Khan, ne dit rien d'autre lorsqu'il fixe comme limite à toute discussion sur l'Education nationale le cadre d'un budget qu'il «n'est pas question de modifier». Sans partir de cette réalité politique, il est difficile, voire impossible, de comprendre l'acharnement du gouvernement de la «gauche plurielle» dans son opposition aux revendications.

LA POLITIQUE

DU GOUVERNEMENT

ET LES CRITERES

DE MAASTRICHT

Aborder les liens entre le gouvernement Jospin et sa politique européenne qui bloque tout pas en avant sur le terrain des revendications, est indispensable pour qualifier politiquement les obstacles. Or personne, aucune organisation ne s'engage aujourd'hui sur ce terrain pour expliquer les conditions politiques nécessaires à la satisfaction des revendications de centaines de milliers de jeunes mobilisés dans la rue.

En période calme, cela ne coûte pas cher de poser Maastricht, Dublin et Amsterdam. Dans le PS, dans le PCF, chez les Verts, le débat est institutionnel... Mais confronté au mouvement social, la bagarre prend une autre allure. Elle se charge d'une portée concrète qui inévitablement pose le problème de l'indépendance politique vis-à-vis de la «gauche plurielle» et de son gouvernement. Le lien au gouvernement de la «gauche plurielle» interdit de fait toute indépendance sur le fond. Cela signifie-t-il qu'il faudrait débouler dans les manifestations avec des banderoles dénonçant Maastricht, Dublin et Amsterdam ? Cela serait bien évidemment absurde. Le combat contre l'Europe de Maastricht, Dublin et Amsterdam ne peut être opposé en termes idéologiques au mouvement concret qu'effectuent des centaines de milliers de jeunes. C'est dans le mouvement qu'il s'agit de formuler cette bataille en relation avec le niveau de conscience des masses. Une force politique utile se doit de mettre en relation le combat politique nécessaire «en haut» avec le mouvement réel qui se développe «en bas». La formulation claire de mots d'ordre contraignant le gouvernement à rompre avec le carcan des critères de convergence (3 % de dé-

ficit public) exprimerait sans le dire frontalement le combat contre la politique européenne du gouvernement. Des postes budgétaires, des vrais, pour 25 par classe, des profs en face de chaque élève, n'est-ce pas le niveau de conscience réel des lycéens ?

UN TEST POUR L'ENSEMBLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

L'absence de qualification politique est lourde de conséquence. Elle conduit les organisations dans lesquelles de jeunes socialistes œuvrent avec talent et dévouement (la FIDL pour la Gauche Socialiste, ou l'UNL pour le MJS) à vouloir «positiver» un mouvement en trouvant dans la discussion avec le ministre des points acceptables. Comme le gouvernement, ligoté par Maastricht, Dublin et Amsterdam, n'a pas de grain à moudre, la «positivation» conduit ces organisations à mettre sur le même plan la question budgétaire et toute une série de revendications d'ordre démocratique, en les dissociant à loisir : la parole, le droit d'affichage, des cafets lycéennes, etc... Sur le fond, tout en participant de la confusion générale entretenue avec délectation par les ministres et leurs porte-plume disciplinés, qui opposent la démocratie aux moyens, cela cautionne la politique gouvernementale, ce qui n'est pas sans conséquence.

Allègre, expert en zoologie, n'a en effet pas attendu le mouvement lycéen pour mettre en cause le Mammouth qu'il faudrait, disait-il déjà à l'époque, sérieusement dégraisser. C'est sur la même ligne qu'il persiste, allant plus avant avec son projet de déconcentration, «premier pas dans la ré-

forme indispensable d'une machine ingouvernable depuis Paris». Lorsque Juppé en personne se déclare solidaire du ministre Allègre dans son combat «contre les conservatismes et les lobbies», il ne se trompe pas. Chirac et tous les principaux leaders de la droite, Madelin en premier, ne cachent pas non plus leur satisfaction. Le gouvernement Jospin tente d'accomplir ce qu'aucun gouvernement n'avait réussi depuis 30 ans. Partant du système des mutations remises dans les mains des recteurs, c'est le statut public qu'il s'apprête à remettre en cause. La logique impose dans cette voie l'instauration de recrutements locaux (la nouvelle «race» d'enseignants contractuels n'est-elle pas en train de voir le jour dans l'enseignement secondaire ?), la remise en cause du concours national, l'asservissement de l'Ecole aux intérêts régionaux, la dislocation du cadre même de l'Education nationale. La bataille actuelle est un test pour l'ensemble de la fonction publique. Pour la mener à terme, il faut au gouvernement porter un coup aux organisations syndicales, dont la F.S.U. est désignée comme cible prioritaire.

Sur le terrain purement scolaire, la situation des jeunes va inévitablement s'aggraver. D'un côté, l'élite trouvera toujours, dans des établissements d'excellence, chaussure à son pied. Mais de l'autre, l'inégalité pour le plus grand nombre, mis au service d'un patronat local, ne pourra que se développer considérablement. C'est d'ailleurs le vœu clairement exprimé par le ministre lui-même. Claude Allègre ne fait qu'aller plus avant dans sa conception de l'éducation calquée sur le modèle d'outre-Atlantique. Telle est la cohérence de ses propos sur l'allègement des programmes. Dans les filières

réservées à l'élite, les programmes demeureront ce qu'ils sont. Ailleurs... Tout le monde sait pourtant que le combat contre les inégalités nécessite au contraire plus de travail, de programmes et de moyens.

Lorsque la présidente de la FIDL exprime en substance à la télévision qu'il faut une réforme jusqu'au bout, que la FIDL doit en être partie prenante pour changer la vie quotidienne lycéenne, et que la mobilisation ne pose pas seulement le problème du manque des profs et des locaux dégradés, elle ferme la boucle et se dresse face au mouvement à son tour. Il ne sert à rien d'expliquer ensuite que la réforme voulue n'est pas la même que celle envisagée par le ministre. C'est Allègre qui tient les rênes, c'est lui le maître de la réforme, c'est de la sienne qu'il s'agit : à bas le Mammouth ! La présidente de la FIDL (ou les autres porte-parole de la FIDL) n'est pas en cause. C'est l'orientation impulsée par la fraction politique qui dirige la FIDL, la Gauche Socialiste, qui mérite discussion. En ne centrant pas tout sur le budget, axe unificateur d'un mouvement en développement, la division nécessaire à l'accomplissement de la politique gouvernementale est mise en place.

Côté lycéens, la multitude des coordinations (FIDL, extrême-gauche et JC, province, province encore...) participe plus de la manœuvre généralisée et habituelle dans tout mouvement que d'une bataille sur le fond. Il suffit de voir les plates-formes des uns et des autres pour s'en convaincre. Les termes changent, mais le contenu est proche. Seuls absents, les lycéens eux-mêmes, qui n'ont eu l'occasion d'élire leurs délégués et de les contrôler que de façon exceptionnelle dans quelques établissements.

LE COMBAT POUR DES DÉLÉGUÉS ÉLUS, MANDATÉS ET RÉVOCABLES

Pourtant, une des marques de ce mouvement est à la fois son degré d'organisation extrêmement faible et un début de conscience qui émerge sur les obstacles qu'il a à surmonter : aucune illusion dans les responsables politiques au sommet de l'Etat, volonté de s'approprier la conduite de son propre mouvement. Dans cette situation où aucune organisation ne peut avoir ni la prétention de représenter le mouvement lycéen, ni celle de lui offrir une issue, le combat pour des délégués élus, mandatés et révocables (qui nous ramène quelques années en arrière) est le seul qui permette d'élever massivement le niveau de conscience et d'organisation du milieu. Cette loi, vérifiée dans tous les événements historiques (Commune de Paris, conseils ouvriers...), n'a-t-elle pas non plus présidé aux combats qui, dans les années 70, permettaient à la jeunesse de se dresser contre les bureaucrates staliniens pour trouver les capacités d'affronter les gouvernements de l'époque !

Aujourd'hui, le constat est criant. Aucun groupe lycéen organisé ne s'est battu systématiquement sur cet axe, tous préférant dans les faits une position de «direction» autoproclamée. La conception hégémonique qui s'affirme de la part des groupes constitués dans les lycées (chacun semble vouloir se positionner comme l'interlocuteur privilégié du ministre) est dans les faits un obstacle à l'organisation massive des lycéens et à leur capacité de maîtriser leur propre histoire.

Du côté des syndicats d'enseignants, le scénario de la division est égale-

ment ajusté. La FEN et le SGEN s'affirment d'entrée comme les plus fidèles soutiens au ministre dans ses velléités de «réforme». F.O. soutient les lycéens... mais fixe novembre comme échéance à la mobilisation F.O.. Quant à la F.S.U., elle se démène dans ses échecs successifs, dont ses appels reportés à manifester de la rentrée... pour les heures supplémentaires. Bien qu'affirmant un soutien du bout des lèvres, elle s'empresse de reconnaître «un mouvement qui appartient aux lycéens et que personne ne doit bien sûr récupérer».

En réalité, les organisations syndicales se situent toutes dans le cadre politique général qui détermine de toute part l'absence de prise de position sur le fond. Au risque de me répéter, la bataille contre le budget pose la rupture avec la logique de Maastricht, Dublin et Amsterdam. Qu'il s'agisse de fractions dans le P.S. (la Gauche Socialiste est pourtant prompte à organiser des pétitions internes pour un débat interne sur Amsterdam), du P.C.F., ou des organisations syndicales, poser le problème comme le problème majeur en relation avec un mouvement social contraindrait à franchir le Rubicon et à entrer en opposition ouverte avec le gouvernement Chirac-Jospin-Allègre-Strauss-Khan.

A l'inverse, soutenir le gouvernement de la «gauche plurielle» interdit d'engager cette bataille et mène de fait à tourner le dos aux intérêts des couches sociales en mouvement. La conséquence est immédiate. Les lycéens peuvent contraindre le gouvernement à céder, et donc à remettre en cause le cadre maastrichien de sa politique. Mais il serait nécessaire pour cela que les enseignants, et donc leurs organisations, entrent dans la danse, et se défassent donc eux-mêmes de la camisole de force de la gauche plurielle. Là est l'essentiel. Les

organisations dans le milieu lycéen, comme la FIDL, peuvent, dans les jours qui viennent, sous la pression du milieu, les arguments qui s'échangent, et les batailles menées en leur sein, amorcer un «tournant». La question qui demeure reste politique.

L'absence de mise en relation par les «anti-maastrichiens officiels» entre la politique menée au sommet (Maastricht, Dublin, Amsterdam) et les mouvements d'en bas interdit d'ouvrir une issue politique à la situation.

Pour toute la «gauche plurielle», le coût risque d'être élevé. Les mouvements de 1995 annonçaient la défaite électorale à venir du gouvernement Juppé. Les mouvements actuels (les premiers d'une telle ampleur depuis la constitution du gouvernement Jospin) risquent de présenter dans les temps qui viennent une note salée à tous ceux qui apparaissent liés à une politique qui affronte les aspirations et les revendications des lycéens, mais aussi des enseignants et au-delà de la fonction publique. La situation serait-elle la même si aujourd'hui le gouvernement était le gouvernement Juppé ? N'y a-t-il pas tendance de la part des organisations, politiques ou syndicales, chacune à leur manière, à subordonner leurs positions à la marge de manœuvre que leur laisse la gauche plurielle ?

C'est au regard de ces questions que le mouvement lycéen prend toute sa valeur. Demain sur d'autres terrains, les 35 heures, la fonction publique, le chômage, etc., les mêmes questions se poseront et nécessiteront une claire détermination. Mieux vaut alors en discuter carrément sans attendre...

Nous savons les uns et les autres que nous partageons pour beaucoup les mêmes préoccupations. Chacun possède son expérience, son histoire. Chacun sait aussi qu'il est urgent d'engager la discussion sans sectarisme,

de confronter les points de vue. Sans remettre en cause les engagements particuliers des uns ou des autres, dans les partis, les syndicats, les associations, tous nous constatons la nécessité d'avancer dans la voie de la recomposition nécessaire. Tisser un réseau, l'élargir, créer un club, une feuille régulière permettant d'échanger les points de vue... Voilà un pas concret que nous pourrions, sans sectarisme, accomplir tous ensemble.

21 octobre 1998

L'article de Charles Jérémie dans Carré rouge n° 9 m'a beaucoup intéressé, tant pour l'impression d'y trouver une Weltanschauung qui nous est commune, comme disent les Allemands, que pour les désaccords que j'ai ça et là, et qui me semblent provenir d'une manière un peu hâtive chez C. Jérémie de régler leur compte à des questions grandes ou petites, qui méritent plus ample réflexion. Cet article tire argument du livre de Gérard Filoche, Histoire sans fin, 68-98, mais il introduit des réflexions de portée bien plus vaste et bien plus générale. Je présenterai les réflexions qu'il m'inspire dans un ordre inverse, procédant en quelque sorte du macroscopique au microscopique, et les éloges ou les diatribes, aussi légers les uns que les autres, de la social-démocratie, qui ne sont pas choses d'une importance fondamentale, j'en parlerai à la fin. A mon tour, je saisis donc cet article comme une occasion de réfléchir politiquement.

Démocratie ou « social-démocratie », il faut choisir.

DÉMOCRATIE, DICTATURE
DU PROLÉTARIAT,
CONSTITUANTE,
SOVIETS...

Charles Jérémie conclut en effet par des considérations importantes sur la place et le statut de la démocratie, qui « n'est pas un plus, mais le fondement, la garantie d'un tel processus », un processus révolutionnaire socialiste. Je partage complètement cela, mais il faut le pousser à fond. Notons d'abord que la conception gauchiste-stalinisante commune à laquelle il est peut-être fait allusion ici, celle qui réduisait et qui réduit, car elle existe encore, la démocratie à un

« plus », était et est pire encore : elle n'en faisait et n'en fait même pas un « plus », mais une concession provisoire à éviter si possible. Disons franchement à quel sein nous avons été élevés dans les organisations d'extrême-gauche, en tous cas les « marxistes » (mais je ne suis pas sûr que les anars soit si dégagés que ça de ce genre de chose, c'est à voir...) : la Révolution à venir, ce serait la « prise du pouvoir », par laquelle l'avant-garde ferait le grand nettoyage : balle dans la nuque aux petits-bourgeois de tout acabit ! Après cette rédemption, viendrait la société sans classe et sans Etat. En clair : 1) prendre le pouvoir par la force, 2) tuer tous les ennemis, 3) le paradis

sur terre par les forces productives libérées. Cette vision n'a pas grand chose de véritablement «marxiste» ni même de «léniniste», mais elle s'ancre à quelque chose d'autre : au millénarisme religieux. Les Témoins de Jéhovah en sont à peu près au même point. Cette vision (c'est le mot) n'a évidemment cure de la démocratie.

Mais qu'est-ce que la démocratie ? C'est là une question laissée de côté dans l'article de C. Jérémie. Jean-Philippe Divès, dans le même numéro, développe par ailleurs quelques considérations sur les relations démocratie-liberté. Pourquoi ne pas chercher la réponse dans la lutte des classes, c'est-à-dire dans l'histoire ? La notion de démocratie apparaît, on le sait, chez les Grecs de l'Antiquité, et là ce n'est pas la «cité», le «citoyen» et la «citoyenneté» en soi, comme le veulent les manuels d'histoire, mais c'est le pouvoir d'une classe sociale qui se trouve être la majorité, tout du moins lorsque naît la démocratie : les «hommes libres et pauvres», ce qu'explique très bien Aristote pour le déplorer. Dès le début, il est donc impossible de parler de démocratie sans son contenu social. Cette notion redevient un mot d'ordre de combat au moment de la Révolution française. Elle signifie le pouvoir du peuple, avec une extension plus grande que ce qu'était le demos antique. L'exercice de ce pouvoir doit être le fait réel de chaque individu membre du souverain : la loi doit non seulement être la même pour tous (ce que les Grecs appelaient isonomie), mais la participation à son élaboration doit également être la même pour chacun (ce que les Grecs appelaient isocratie). Cet exercice du pouvoir suppose donc, non le citoyen «abstrait» qui vote à intervalle régulier, mais le ci-

toyen actif qui détient un fusil, ou une pique de sans-culotte, qui est membre de l'armée populaire (la garde nationale) et siège dans des assemblées primaires ayant un pouvoir de rappel, c'est-à-dire de révocation, des élus à l'Assemblée unique, ou Convention, fusionnant les pouvoirs au lieu de les «séparer». Telle est la démocratie révolutionnaire de 93, point de départ de la tradition chartiste anglaise, de la tradition de la Commune, et finalement de la tradition socialiste. Ce point de départ n'a rien à voir avec ce que l'on entend par «démocratie bourgeoise».

Il me semble important de noter en particulier deux différences à cet égard. Premièrement, le peuple en arme : le droit de vote n'est pas cette «abstraction» qu'en ont fait les bourgeois et qu'ont dénoncée marxistes et anarchistes, encore moins cet «exercice formel» que les Staline, les Mao, Tito, Castro, Kim-il-Sung et autres démocrates avancés ont toujours interdit parce qu'ils le redoutaient. Le droit de vote historiquement est inséparable du fusil. Ici, un souvenir personnel : dans une assemblée du «courant Filoche» de la LCR, il me souvient d'être intervenu dans un débat, d'ailleurs tronqué parce que ni les uns ni les autres de ses principaux protagonistes ne voulaient le pousser sérieusement, sur la «démocratie» : les futurs fondateurs de la Gauche Révolutionnaire dénonçaient les tendances «démocrates» de Matti (Filoche). Je suis donc intervenu pour défendre... la démocratie, en soulignant qu'elle voulait dire la dictature du peuple en arme, qu'historiquement la démocratie avait eu pour école la guerre civile, et que, sur cette base solide, je suis pour toutes les garanties démocratiques. J'irai même jusqu'à dire que je suis pour la répression démocratique,

par le peuple en arme, des gauchistes stalinisants qui voudraient les lui interdire. Ces derniers dans ce débat virent bien entendu le côté «démocrate» et donc «bourgeois», «national», «républicain», «laïque» (pour eux, c'est tout un) de mon intervention, et ce cher Filoche, lui, y vit le côté... violent, «barbare», dit-il. Entre les ennemis de la démocratie et la démocratie castrée, qui n'est pas non plus la démocratie, j'étais fait ! Fermons cette parenthèse.

La seconde différence entre la démocratie de 93 et la démocratie «bourgeoise» tient dans le refus de la séparation des pouvoirs. Ce point est très important et se retrouve dans la pratique puis dans la théorie des soviets. C'est un dogme bien ancré : la séparation des pouvoirs, ce serait une garantie. L'«indépendance» des juges, une garantie ! En fait, la concentration des pouvoirs signifie pouvoir du peuple, démocratie, et donc regroupement des «pouvoirs», à commencer par la force brute, entre les mains des organes populaires, de la façon la plus directe possible. Leur séparation, c'est avant tout l'indépendance de l'exécutif envers le législatif. L'exécutif, c'est le bras armé : un bras armé indépendant est un bras armé qui détient le vrai pouvoir. Donc, la séparation des pouvoirs, c'est la dictature de l'exécutif. L'exécutif, c'est notre ennemi, sous sa forme concentrée : c'était le roi, c'était le tsar, ce sont ses succédanés, le président, le Premier ministre, le gouvernement. Et tout leur appareil. Prendre le pouvoir, imposer la démocratie, c'est détruire cette machine indépendante, c'est-à-dire indépendante du peuple : armée, police, services secrets, administration, haute fonction publique, et aussi structures financières et officines in-

tellectuelles liées à cette machinerie. L'exécutif détruit, alors nous avons l'appareil d'Etat autonome en cours de dépérissement sous les formes (soviétiques, communales, démocratiques, etc.) d'auto-organisation du peuple, et alors les assemblées, y compris bien entendu les assemblées nationales, ne sont plus le champ par excellence de ce fameux crétinisme parlementaire, car elles retrouvent leur pouvoir, leur dignité, leur force.

En me laissant aller à ces considérations, j'ai embrayé sur le troisième stade historique de la revendication démocratique, après les gars de l'Antiquité et ceux de 93 (et réserve faite de ce que l'étude des paysans chinois taoïstes et de bien d'autres pourrait nous apporter !) : celui des prolétaires. C'est qu'en effet cette revendication de prise du pouvoir, qui est la même chose que l'exigence démocratique, du prolétariat, est directement dressée sur les épaules de celle des révolutionnaires qu'il est bien bizarre d'appeler «bourgeois», sans solution de continuité. Dressée sur leurs épaules, elle ne lui ôte rien, mais elle la généralise, aux femmes, notamment !

Ou plutôt si : c'est au XX^e siècle qu'il y a une discontinuité, et quelle discontinuité : le stalinisme ! A cet égard, certains camarades devraient faire attention. Ce n'est pas parce que Lambert en a traumatisé plus d'un avec sa «démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu», et parce que Weber raconte ceci ou cela, qu'il faut prétendre que «Marx et Engels, autorités s'il en est en matière de théorie socialiste, considéraient que les thèses républicaines constituaient au mieux des thèmes de propagande facile, mais en aucun cas les fondements d'un programme socialiste.»

(article de Gil Ben Aych dans ce même numéro de Carré rouge). Au jeu des citations, je crois qu'on pourrait démentir le camarade qui écrit cela ; mais surtout, c'est là ne pas comprendre en quoi les exigences démocratiques se prolongent, dans la tradition socialiste du XIX^e siècle, au cœur de laquelle se trouvent Marx et Engels, et non pas à ses marges, dans l'exigence d'une forme de l'Etat qui est, n'en déplaise à tous les échaudés des «lignes de la démocratie» lambertistes ou filochardes, la République, la République sociale de 48, que ces deux «autorités» associaient sans aucun problème métaphysique à l'idée de l'autoadministration généralisée du peuple en arme. Engels reprochait même à la social-démocratie allemande de ne pas mener avec conséquence le combat pour la République démocratique unitaire, contre l'Empire allemand faussement unitaire. Ce combat républicain, c'est celui que le SPD d'avant 1914 n'a finalement pas mené, car il signifiait la destruction de l'Etat impérial germano-prussien. Le SPD ne devient pas «réformiste» et bureaucratique pour cause de ralliement républicain, au contraire !

Soyons précis, la discontinuité stalinienne a été précédée par un certain nombre, disons, de malentendus, mais qui n'expliquent pas le stalinisme. Dans le mouvement ouvrier, des positions dédaigneuses de la démocratie ont existé de Proudhon à Sorel. Face au parlementarisme de l'Internationale que l'on n'appelait pas encore, avant août 14, la deuxième, aussi bien les syndicalistes révolutionnaires que les bolcheviks, chacun de son côté, avaient pris l'habitude de dénoncer la «démocratie bourgeoise» et même parfois la «démocratie» tout court. Bien entendu, Lénine en tout cas estimait que la dicta-

ture du prolétariat était en fait la marche vers la véritable démocratie, et était plus démocratique que ce parlementarisme bourgeois. Il n'empêche qu'un révolutionnaire de l'Ouest de l'Europe ne pouvait reprendre à son compte toutes ses affirmations (surtout après la victoire d'Octobre) contre les hypocrisies bourgeoises, telles que les droits de l'homme, l'Habeas corpus, etc. En effet, les Russes n'en avaient jamais bénéficié ; la République soviétique de 1917-1918 était et reste le régime le plus démocratique que la Russie ait connu, mais en France par exemple il ne saurait être question d'une quelconque régression démocratique pour la conquête du pouvoir par les travailleurs : les «droits de l'homme» ne sont pas à abolir, ils sont à réaliser.

Voilà pourquoi il me semble fort mal à propos, pour qui veut aider les prolétaires à se grouper pour prendre le pouvoir, de se cabrer, après la chute du Mur de Berlin, contre, non pas Weber, ni Lambert, ni Filoche (d'ailleurs différents les uns des autres), mais contre l'idée que démocratie et république entendue comme Etat démocratique ne seraient pas de notre patrimoine ! Ils en étaient, avant le hiatus stalinien dont on n'a hélas pas fini de mesurer les conséquences. Je suis pour qu'on s'en ressaisisse. Je suis, comme Charles Jérémie, et comme Gérard Filoche au moment de la chute du Mur de Berlin, pour les soviets et pour la Constituante ! (maintenant le journal Démocratie et socialisme n'est ni pour les uns ni pour l'autre, il est pour la loi Aubry, le statut moderne de l'entreprise-citoyenne et la «démocratie lycéenne» : sa position n'est plus «trotskyste», mais par la même occasion, il se trouve qu'elle n'est plus démocratique !). Ne lais-

sons pas la démocratie à ses édulcorés, castrateurs, et autres verseurs de pommade. Ne laissons pas croire que la démocratie est bourgeoise. La démocratie est ouvrière, la démocratie tout court c'est la démocratie prolétarienne. La démocratie ne peut être que l'œuvre du prolétariat. Il n'y a pas de démocratie bourgeoise. Il n'y a qu'un mensonge.

Charles Jérémie se demande, en une question qui suggère la réponse, si l'on peut franchement encore employer un terme comme «dictature du prolétariat» aujourd'hui, après le stalinisme. Plus exactement il se demande si l'on peut raisonnablement prétendre que la stratégie consistant à préparer, à mener le combat pour ladite dictature, est encore valable, comme elle l'était selon lui au temps de Marx et de Kugelman. Si le problème ne porte que sur l'opportunité d'une expression, et de toute expression avec le mot «dictature», il est assez délimité. Ce que nous voulons, c'est la démocratie. Comme le dit Sarda, nous savons ce que nous ne voulons pas, et c'est beaucoup. Cette démocratie, ce sont les travailleurs, les prolétaires, les «exclus», les jeunes... C'est leur irruption sur la scène : que le pouvoir qui s'exerce soit le leur, et pas celui des «marchés financiers», du pipomane-bombardier Clinton, des gouvernements et Etats actuels, qu'il faut détruire : après des années et des années où les alternances n'amènent pas d'«autre politique», où les tenants de la dite «autre politique», d'ailleurs portés au pouvoir par les alternances, n'en mènent pas d'autre eux non plus, il devient clair que la démocratie, ce n'est pas le renoncement aux élections, mais des élections qui ont réellement des conséquences. Ce qui suppose la destruction de la machine de l'Etat

qui est là précisément pour faire de toute élection une farce. Nous ne dénonçons aucune farce électorale : nous voulons de vraies élections. Donc la destruction révolutionnaire de l'Etat. Le pouvoir démocratique soumis à la volonté de la majorité du peuple, de la majorité des peuples, associés à l'échelle de l'Europe, tous souverains et donc tous associés, associés parce que souverains et souverains parce qu'associés. La destruction de l'Union Européenne qui repose sur ces Etats à détruire, évidemment aussi. Bon, tout ça, je crois, Charles Jérémie, que c'est la dictature du prolétariat, mais ça risque de s'appeler autrement. Carré rouge a d'ailleurs mis en circulation un pseudonyme intéressant, qui vaut ce qu'il vaut avec les «Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe», mais il nous faut sans doute discuter du contenu autant que de l'emballage. Je crois aussi qu'il faut écouter le réel : il est et sera plus riche que tout ce que je raconte là.

A PROPOS DU

«CENTRALISME

DÉMOCRATIQUE»

Charles Jérémie s'interroge sur le «centralisme démocratique» et il a bien raison, mais je crois qu'on a tendance à surinvestir dans cette question beaucoup plus simple qu'il n'y semble. L'histoire, là encore, est claire. D'une part, elle nous montre le cas d'un parti, le parti bolchevik, qui a réalisé une symbiose avec la classe ouvrière de son pays sans équivalent, et qui a gagné. Ce parti se réclamait, non comme philtre magique et clef de la victoire, mais comme principe d'efficacité organisationnelle, du centralisme démocratique ; l'usage qu'il en a fait a été très souple et très

variable, allant de la stricte discipline clandestine avec nomination des responsables, à la liberté totale d'attitude et d'expression publique avec élection de tous, au moment d'Octobre, justement ! D'autre part, tous les autres partis qui ont prétendu mettre en application ce principe en ont fait un usage contre-révolutionnaire à des degrés divers. A commencer par celui qui en fut le modèle, ce qu'on a tendance à oublier : la social-démocratie allemande. C'est tout de même au nom du centralisme démocratique que furent votés les crédits de guerre en 14. C'est ensuite le cas de tous les partis contre-révolutionnaires staliniens. C'est enfin le cas des formations trotskystes, que je ne développe pas. Par ailleurs, les autres doctrines avancées en matière d'organisation pour permettre au prolétariat de faire la révolution n'ont pas non plus été concluantes. Les anarchistes espagnols ont oscillé entre le fédéralisme absolu et le centralisme conspiratif, éminemment anti-démocratique, de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique, qui entendait «diriger» le syndicat de masse qu'était la CNT). Le résultat n'a pas été concluant. Donc, soyons empiriques : proclamer un ou des groupes «délimités» fondés sur le «centralisme démocratique» n'est qu'une manière de se donner des grands airs en se défaussant des tâches réelles qui sont celles de l'avant-garde, à savoir en être réellement une en aidant sa classe, justement. Pour autant, il est bien évident qu'une unité d'organisation est nécessaire à un certain stade. L'expérience bolchevique jusqu'à Octobre est tout de même positive, c'est la seule. S'en inspirer est utile, prétendre l'imiter serait idiot. La démocratie au poste de commande : liberté de tous, pour commencer. En se

développant, la démocratie devient pouvoir, et la discipline existe comme une déduction que chacun peut faire. Voilà tout. Quand je dis «voilà tout», je veux dire qu'il me semble difficile d'en dire plus à ce stade. Sans doute faudra-t-il y revenir à un autre stade, auquel il faut d'abord parvenir.

DES GRANDES ET DES PETITES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES.

Beaucoup d'auteurs d'articles dans Carré rouge se sont gaussés du «culte» des «grandes organisations». Je crois pour ma part que remplacer le «culte des grands organisations» par la répulsion envers les mêmes organisations, c'est ne pas vraiment sortir de la difficulté. Qu'on le veuille ou non, le prolétariat français, comme dans la plupart des pays d'ailleurs, n'est pas vierge, et n'a pas été non plus «privé» de ses organisations. Inutile donc de faire semblant. Le PS est l'une d'elles, il est même la principale. Charles Jérémie le reconnaît : d'une part, en disant que sa filiation historique avec le parti créé en 1905 reste à la base y compris du sale boulot qu'il a fait depuis 1981, d'autre part en signalant au passage que, même sans trop d'illusions, les travailleurs votent pour lui (précisons : se servent du vote PS pour battre la droite et l'extrême-droite, ce qui n'est pas peu de choses en vérité...). Je crois pour ma part que vouloir dégager un «nouveau» mouvement ouvrier à l'extérieur des «grandes organisations», c'est une autre manière de faire le jeu de leurs directions. Je crois que décembre 1995 a précisément montré leur importance : à la fois dans la dynamique de l'unité

CGT/CGT-FO, celà malgré leurs chefs, et dans le refus du PS et du PCF de donner un débouché politique (notons qu'une partie de la place prise depuis par Bernard Thibault dans la CGT vient de ce qu'il s'était prononcé, comme responsable syndical, pour le départ de Juppé, ce que Viannet avait contredit et qui lui avait peut-être valu de ne pas être entré au Bureau confédéral dès le congrès agité de décembre 95, ce congrès historique et ignoré dans lequel pour la première fois depuis des décennies les dirigeants d'une «grande» organisation faillirent perdre le contrôle des opérations). Charles Jérémie est en contradiction avec lui-même : d'un côté il veut donner acte à René Revol de ce que le PS est toujours un «parti ouvrier», de l'autre il veut donner acte à Denis Collin qu'il n'y a rien à y faire, que les militants ouvriers l'ont déserté depuis longtemps, etc., allant même jusqu'à assimiler l'analyse du PS que fait René Revol à celle de Gérard Filoche, d'où le pluriel au titre («Eloges de la social-démocratie»), tout en évitant de rentrer dans le détail des arguments de Revol... Un tel amalgame est pour le moins maladroit. Mais si, il faut sortir de chez soi ou même aller y voir pour s'en rendre compte : si la direction du PS est à peu près ce que Jérémie décrit, il y a des militants ouvriers à la base, et même des jeunes, et il y a de quoi faire avec eux (contre la politique gouvernementale, bien entendu). Cela signifie d'ailleurs une contradiction entre la base et la direction plus aiguë qu'aux périodes précédentes. Claude Allègre aurait dit que le PS est «un parti de PEGC dirigé par des énarques» ; il y a du vrai, à ceci près qu'il prend les PEGC pour des crétins, alors qu'ils sont en révolte contre les énarques. J'invite Charles

Jérémie à avoir pour les prolétaires de base du PS plus d'estime et de raison que n'en a Claude Allègre. C'est aussi Jacques Delors qui aurait dit : «Ce parti [le PS] n'est pas redressable». Que Charles Jérémie, Denis Collin et quiconque serait enclin à amalgamer ce que je dis là ou ce qu'a expliqué René Revol avec la nouvelle théorie filochienne se rassurent, pour moi non plus il ne l'est pas, mais le fait que pour Delors il ne le soit pas non plus de son point de vue à lui n'est pas une mince affaire...

Ces militants PS, comme les électeurs, ne sont pas foncièrement différents de ceux qui votent Arlette (ce qui est d'ailleurs arrivé à certains d'entre eux) : ce sont les mêmes. Je suis même sûr que beaucoup de nos camarades dégoûtés de la social-démocratie, prêts à des jugements sommaires sur un parti et sa base qui ne sont plus qu'une filiation historique doublée d'un poids électoral seul à même de battre la droite (bien peu de choses ? !), côtoient dans leurs boîtes, dans leurs syndicats, dans leurs luttes, des encartés au PS qu'ils ignorent comme tels. Cessez, camarades, de faire les aristocrates avec votre avant-garde large du «mouvement social» ou des électeurs d'Arlette. L'avant-garde large, ce vieux serpent de mer pour s'épargner le boulot de s'adresser à toute notre classe, contient une conception profondément aristocratique en effet, même quand on la maquille d'une imagerie libertaire : elle hiérarchise les travailleurs en plus et en moins «conscientisés». Les uns, électeurs PS, le seraient moins, puis il y aurait (pas pour C. Jérémie il est vrai, qui laisse entendre que sa conception du PCF est la même que pour le PS) ceux du PCF, plus «ouvrier» en bleu de chauffe, comme

chacun sait, puis les «extrêmes-gauche». Le problème avec cette conception, c'est qu'elle réduit de fait le poids, soit du mouvement ouvrier tout court pour ceux qui considèrent que le PS, voire le PS et le PCF, n'en sont pas, soit du mouvement ouvrier «valable», comme pour C. Jérémie qui veut bien accorder le titre d'«ouvrier» au PS (et au PCF ?) à condition de préciser qu'il n'est pas question de faire quoi que ce soit avec ceux qui y sont, elle le réduit donc à 10 %, voire 5 % du corps électoral, ce qui ne laisse comme horizon que la propagande, et non la lutte pour rassembler en vue du pouvoir, alors que les coups du patronat, de son gouvernement, de son Etat, de son «Europe», pleuvent... Considérer qu'il n'y a pas de militants ouvriers, ou pas de militants ouvriers pleinement «valables», dans le sillage des «partis traditionnels» ou du seul PS, revient à ne se donner dans l'immédiat que de la propagande à faire dans l'attente de l'explosion spontanée, alors qu'il y a possibilité de rassembler pour que les aspirations de la majorité sociale de 95, et électorale de juin 97, soient respectées, en exigeant de la majorité élue ce mois de juin qu'elle fasse ce pour quoi elle a été élue, et en préparant au-delà et par là-même ladite explosion spontanée... Je sais que ce que je dis est très «classique» dans le genre «front unique ouvrier» ; je pense que cela doit être affiné, qu'en effet les relations «masses-appareils» évoluent, mais je crois que si l'on veut discuter ce point de vue, il faut, comme tout autre point de vue, le considérer comme tel et ne pas s'occuper de qui a pu le formuler autrefois et pour quoi faire. J'ose espérer en particulier que personne ne viendra dire, sur les lignes qui précèdent, que je viens de faire un «éloge de la social-démocra-

tie», et que «foin des éloges de la social-démocratie» : ce serait là une manière de discuter réellement empreinte de... stalinisme.

La répulsion légitime pour les «grands» partis traditionnels ne devrait pourtant pas nous faire oublier une chose, et empêcher de balayer devant son jardin : et l'«extrême-gauche» ? N'était-elle pas (et n'est-elle pas ?) aussi à sa façon «traditionnelle» ? Franchement, est-ce que la LCR, l'OCI et LO n'étaient pas devenues, et ne sont pas devenues, chacune à sa façon, des pièces parfaitement intégrées au dispositif de tromperie existant ? Tout ramener à des conditions objectives par rapport à ces organisations, en tout cas par rapport à celles qui se réclamaient du trotskysme, qui n'auraient pu être finalement autres que ce qu'elles ont été (et sont) parce que la force contraignante du stalinisme et tout et tout, c'est faire bien peu de cas de ce facteur subjectif et donc finalement individuel : ce sont les hommes qui font l'histoire. Ainsi, pendant quarante ans, les plus conscients d'entre eux n'auraient eu d'autre possibilité que de conserver au frigo un programme, ce qui est faire preuve de bien peu de conscience ? Je ne le pense pas. L'histoire de la IV^e Internationale est faite de rendez-vous manqués, et il aurait pu en être autrement. Cela commence en 1940, avec l'internationalisme abstrait devant la guerre, bien loin de la «politique militaire» qu'avait commencé à dessiner Trotsky (voir les Cahiers Léon Trotsky là-dessus). Cela continue au début des années 50, avec le «pablisme», ce substitut rétrospectif par rapport à cette «politique militaire» oubliée, qui situe la majorité du trotskysme au côté du stalinisme lorsque la révolution politique se manifeste pour la première fois. Ce-

la se répètera autour de 68, notamment en Bolivie, dans le sillage du Che pour les uns, avec les syndicats de mineurs pour les autres, à la fin des années 70 au moment de la Brigade Simon Bolivar au Nicaragua et de l'unification manquée, et finalement dans la faillite de toutes les organisations trotskystes «importantes» devant la chute du Mur de Berlin. Chacun de ces moments n'est pas un fatum objectif, mais un moment subjectif dans lequel des individus humains en chair et en os font des conneries et les théorisent. Ce bilan est incontournable et, même s'il y a des rapports, des pressions, des explications, il n'est pas celui de la réalité objective ni celui du stalinisme, il est celui des trotskystes.

FILOCHE ET

UNE COMPARAISON

QUI EMPECHE

DE COMPRENDRE

Dans ce cadre, il y a eu des différences entre Ligue et OCI que Charles Jérémie, à mon avis, minimise dans le parallèle qu'il dessine entre le «cas» Filoche et le «cas» Cambadélis. L'une des différences est pourtant soulignée par lui-même, elle est que Filoche est le seul à chercher à se justifier politiquement, même s'il n'y parvient pas. Cambadélis rejoint le PS en 1986 (et non 88) comme l'un des premiers bureaucrates en chef de l'OCI-PCI. Il vient d'une organisation dans laquelle les permanents les plus importants, pourvus de cartes de crédit où puiser au compte de l'organisation, avaient la réputation justifiée pour pas mal d'entre eux d'insulter les militants et de pratiquer le droit de cuis-

sage sur les militantes. Gérard Filoche est un opposant de longue date dans une organisation qui avait et a ses travers, mais à un degré qualitativement moindre (en particulier parce que le féminisme et l'anti-homophobie y ont exercé une salutaire influence). Le premier opère en liaison avec l'Élysée et dans la logique de Lambert, le second opère tout seul, en liaison avec Dray seulement, ce qui n'est pas la même chose, et contre la logique de Krivine et Bensaïd. Le premier se fout de la théorie, le second a dit «Champagne» à la chute du Mur de Berlin, ce qui est très important. Mais ensuite, il n'est plus capable de rien dire, il se dérobe devant ses responsabilités, se recroqueville dans une «Europe sociale» et une Inspection du Travail franchouillardes... Si le premier se fout de la théorie, c'est en partie parce que la théorie, dans l'OCI jusqu'à la fin des années 70, c'était essentiel ; tout responsable faisant son «rapport» à ses militants devait commencer par une analyse de la situation mondiale. Cela pouvait être chiant, n'empêche, c'était une école. Cambadélis a largué tout cela parce que c'était des obstacles pour sa nouvelle vie. Filoche, lui, vient d'un monde où la théorie est éclectique et vaseuse, et il a fait un effort pour se la réapproprier, effort méritoire qui se termine dans la paresse et l'abandon. Donc, comparons ce qui est comparable, et évitons les anathèmes et les amalgames, même envers ceux qui à juste titre nous énervent !

C. Jérémie ignore comment les choses se sont réellement passées en ce qui concerne l'entrée du «courant Filoche» au PS. Je me réserve d'écrire spécialement sur l'histoire de ce courant dans les années 90, celle où, de démissions en démissions,

même la démocratie est abandonnée. A mon avis, la démission initiale fut intellectuelle : pourquoi «champagne» à la chute du Mur, pourquoi la démocratie, pourquoi les désaccords avec les JCR-Egalité qui allaient fonder la Gauche Révolutionnaire, pas de réponses à toutes ces questions. La question nationale sous-évaluée, et quelques années à se ratatiner dans la Ligue alors que bien des choses se passaient en dehors, au moment de Maastricht. En 1994, le courant trouve un nouvel élan en allant au PS (pas encore à la GS, c'était le but de Filoche que de retrouver ses copains mais pas forcément celui de sa «base» qui voulait, elle, le contact avec des militants ouvriers, mais oui !). La fusion s'opère en 1995 après que le courant Filoche se soit prononcé pour «un nouveau courant avec un nouveau nom», mais alors que Filoche met dans sa poche cette résolution qu'il a votée pour mieux l'interdire. Démocratie... Cependant commence, à partir, non pas de cette fusion, mais à partir de décembre 1995, une série de faits qu'à Carré rouge vous avez ignorés de fort aristocratique manière : par inadvertance, un amendement de la Gauche socialiste à la sonorité anti-Maastricht est voté par la majorité des adhérents du PS ! Dans la période qui suit décembre 95, la GS est de fait porteuse d'une dynamique qui va vers la gauche, dynamique qui provient de son opposition au plan Juppé et de son insertion dans les grèves de 95, en raison notamment des militants de l'ancien «courant Filoche». Cette étape ne peut pas être ignorée : il n'était pas écrit d'avance que la GS en général et Filoche en particulier se comporteraient comme ils se sont comportés depuis fin 1997. Ce sont les hommes qui font l'histoire. Cette période trou-

ve sa conclusion dans la «motion C» du congrès de Brest, fin 1997, qui constitue de fait un pôle d'opposition à la politique du gouvernement dans le PS. C'est sur cette base que René Revol, dans le Marxisme Aujourd'hui, a répondu à Denis Collin : il ne se faisait pas d'illusion, il participait, comme l'auteur de ces lignes, à une lutte réelle que d'autres commentaient en refusant sa possibilité, alors que nous, qui en étions, nous savions bien qu'elle était possible puisque nous la menions, et avec des résultats !

Possible, elle l'est toujours. Mais la GS ne voulait pas constituer un pôle d'opposition à la politique gouvernementale pour les militants du PS qui, comme l'ensemble des travailleurs, ne sont majoritairement pas d'accord avec elle, elle voulait être de ce gouvernement, dans la cohabitation ! C'était là en particulier le point de vue de... Gérard Filoche. Soi-disant mise en échec par les 10 % de Brest qui (Revol avait raison) sont en vérité un beau succès (mais telle n'est pas leur analyse) les dirigeants de la GS ne veulent pas s'opposer à la politique du gouvernement, au gouvernement. Pire : dans le mouvement lycéen, c'est la FIDL, dirigée par la GS, qui sauve le ministre réactionnaire Claude Allègre. Par rapport à décembre 95, la boucle est hélas bouclée : la GS, et singulièrement en son sein Gérard Filoche et certains de ses amis, viennent de faire l'inverse, de s'opposer à des salariés, les enseignants, et à des jeunes, pour protéger le gouvernement, pour protéger une politique «de droite», bien sûr (cher Charles Jérémie, ne te prive pas par purisme terminologique de la possibilité d'appeler de droite ce qui l'est !).

Est-ce que ce triste circuit signifie qu'il n'y rien à tirer des militants du

PS ? Au contraire ! Si une telle union sacrée interne est nécessaire, pour protéger Allègre, mais aussi pour protéger la loi Aubry, si un tel dispositif est devenu nécessaire, c'est qu'elle est plus que jamais nécessaire pour empêcher la base de se regrouper, se regrouper contre Allègre ou se regrouper pour les 35 h. véritablement, contre le plan Juppé et pour la Sécu, etc., enfin se regrouper sur ce sur quoi tous les travailleurs, de LO au PS, ont besoin et tendent à se regrouper... Y compris sur la GS je ne formulerai pas de jugement définitif, car vient vers elle une partie de celles et de ceux qui veulent se regrouper ainsi ; si la direction « persécute » la GS c'est aussi parce que ces militants-là et ce qu'étaient en fait les 10 % du congrès de Brest l'inquiètent réellement.

Nous sommes d'ailleurs en train d'assister à une intéressante leçon de choses avec la convention « entreprise » du PS. A priori celle-ci ne présente aucun risque pour les dirigeants puisque, chose tout de même forte dans son genre, même si son

texte est repoussé il sera adopté, la GS ayant déclaré que ses six amendements ne sont pas pour elle « alternatifs ». Or ce texte contient une orientation véritablement corporatiste sur l'« entreprise », de discipline des syndicats au service de la direction commune de l'« entreprise » avec le patronat, orientation dont Gérard Filoche revendique en partie la paternité dans Démocratie et socialisme de novembre 1998. La majorité des militants n'ont pas voté ; 24 %, officiellement, se sont servi des amendements de la GS pour rejeter le texte qui leur était proposé ; 5 % et des poussières, officiellement, ont exprimé un vote nul ou blanc et plusieurs fédérations ont émis des réserves ou des protestations contre l'organisation du « débat ». Bref, le corps du Parti socialiste refuse la pilule qu'on veut lui faire avaler et délitime par avance l'opération. Un tel corps n'est pas quelque chose avec quoi il n'y a plus rien à faire ni à espérer : ce sont là vues gauchistes de l'esprit qui ne font le jeu que du gouvernement et de la direction du PS.

Mais face à ce corps, il tend à y avoir union sacrée pour la discipline des salariés et des syndicats : une telle union est en réalité à la mesure de ce qu'est la réalité à la base. L'inexistence de tendances « pivertistes » (dont on se passe en vérité très bien), vieille antienne que reprend Charles Jérémie, est en effet un argument retournable comme une chaussette : et si c'est ainsi, n'est-ce pas aussi parce que le potentiel est plus dangereux que beaucoup ne se l'imaginent ?

Même cette union a cependant ses limites : au final, les délégués élus à la convention « entreprise » du PS sur la base des amendements « Gauche socialiste » ont voté contre le texte de la direction, ce même texte dont Gérard Filoche revendique une partie de la paternité et que la GS ne voulait pas rejeter au départ, mais seulement l'amender.

Le déchirement de cette union sacrée interne, fût-ce suite à des déclarations de Rocard disant ce que tout un chacun sait sur Mitterrand, sur fond de crise institutionnelle, ne doit

pas être traité avec dédain pour ce panier de crabes : il ouvre des brèches qui doivent intéresser tout révolutionnaire sérieux.

DÉMOCRATIE, LIBERTÉ, INDIVIDUS SOUVERAINS

Pour conclure, je dirai que ce qui manque dans l'article riche de Charles Jérémie, c'est un dépassement de la fatalité : il n'y a de fatalité nulle part, ni de fatalité des faits, ni de fatalité des idées, les individus humains font l'histoire. La démocratie c'est aussi comprendre cela, et là je rejoins les considérations de J.P. Divès sur la liberté. Il faut revenir pour de bon à Marx en la matière : certaines lectures d'après la chute du Mur de Berlin montrent un Marx démocrate, un Marx individualiste, pleinement individualiste car les individus sont producteurs, concrets, vivants, un Marx épicurien et libéral au vrai sens du mot (cf. Michel Vadée, Marx penseur du possible, L'Harmattan, 1998). Mais arrêtons-là, pour cette fois.

Novembre 1998

Je suis venu à la philosophie par Marx, disons plutôt que Rousseau et Marx m'ont conduit, dès le lycée, à délaisser les mathématiques au profit de la philosophie et de l'action politique. Plus tard, mon travail sur Marx devait me ramener à la philosophie que j'avais largement abandonnée à la suite des circonstances de la vie et de la frénésie militante. Ce retour à la philosophie, et singulièrement à la tradition de la philosophie politique et morale, n'est pas, comme pour tant d'autres «dégus du socialisme», une volonté de me détourner de Marx et rejeter les «illusions» de ma jeunesse. Je suis revenu à la philosophie pour y trouver une vision plus riche et de nouvelles raisons de continuer le combat pour l'émancipation de l'humanité de l'exploitation et de l'aliénation. Je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Les faits et les normes.

Nouvelles réflexions sur Marx

RÉVOLUTION

ET TRADITION

Contrairement aux affirmations brutales sur la «suppression de la philosophie» et aux interprétations trop rapides de l'énigmatique onzième thèse sur Feuerbach, je suis persuadé que ce que Marx nomme «communisme» n'est rien qu'une reprise particulière, dans les conditions nouvelles du développement du mode de production capitaliste, de l'idéal émancipateur de la pensée philoso-

phique rationaliste, cet idéal qui sans doute prend sa source chez Platon et Aristote, mais que le XVII^e et le XVIII^e siècle porteront à ses plus hauts sommets dans la culture européenne et dont les grands noms sont Descartes, Spinoza, les philosophes français des Lumières, (singulièrement Diderot et les matérialistes), Rousseau, Kant ou Hegel. Je voudrais expliquer ici, pour les lecteurs de Carré rouge, pourquoi, selon moi, si nous voulons revivifier le courant de pensée issu de Marx, si nous vou-

lons tirer sérieusement et sans concessions le bilan d'un siècle de mouvement ouvrier plus catastrophique qu'exaltant, si nous voulons penser les conditions d'une perspective communiste pour notre temps, alors nous devons retravailler dans cette tradition philosophique. Plus : face à la montée de nouvelles formes d'obscurantisme et à la domination insolente et mutilante de l'idéologie bourgeoise dans la culture, notre tâche est de défendre cette tradition. Enfin, comme nous avons rompu avec le mode de pensée sectaire qui a fait tant de ravages, comme nous ne prétendons plus à la vérité absolue, nous devons nous confronter avec la pensée de ceux qui, à partir de prémisses et d'une histoire radicalement différente de la nôtre, essaient de définir ce que serait une société juste et quel sens il faut donner aux mots d'égalité et de démocratie. Je crois que nous avons à apprendre des traditions non-marxistes ou «post-marxistes».

**ÊTRE ET DEVOIR ÊTRE :
UN RETOUR NÉCESSAIRE
À DE VIEILLES
QUESTIONS**

Aborder aujourd'hui la question de la philosophie politique en s'installant dans la morale, pour parler comme Éric Weil (1), ce pourra sembler un retournement complet de perspective et une rupture dans ma propre trajectoire intellectuelle. Après tout, les marxistes n'ont-ils pas de tout temps dénoncé non seulement le moralisme (qualifié généralement de «petit-bourgeois»), mais encore la morale elle-même comme expression idéalisée et mystifiante des intérêts matériels ? Dans Leur morale et la nôtre, Trotski n'a-t-il pas donné la critique

décisive de la morale kantienne (2) en lui opposant une morale qui n'est plus à proprement parler une morale, mais un ensemble de règles découlant de la compréhension du mouvement historique et de la stratégie révolutionnaire correspondante ? Retourner à la morale, est-ce renoncer au communisme de Marx ? Est-ce céder à la mode ? Je crois qu'il n'en est rien. Comme Rubel, je suis persuadé depuis assez longtemps que la pensée de Marx est proprement incompréhensible si on ne lui présuppose pas une visée normative qui lui donne tout son sens. On pourrait imaginer un «marxiste conservateur», c'est-à-dire quelqu'un qui partage l'explication marxiste de l'histoire, tant qu'on s'en tient à la description des faits, mais ne suit pas Marx quand ce dernier affirme que l'histoire «doit» conduire à la dictature du prolétariat et au communisme. Du reste, Marx lui-même reconnaît sa dette envers les historiens français comme Augustin Thierry, «le père de la lutte de classes dans l'historiographie française» (3). L'historiographie française contemporaine, quant à elle, reconnaît sa dette envers Marx. C'est le cas de Fernand Braudel, qui n'était pas spécialement révolutionnaire, n'avait aucun rapport avec les marxistes officiels et dont, cependant, une partie de l'œuvre peut se lire comme un développement et un approfondissement de la conception matérialiste de l'histoire (4). On pourrait encore citer les contributions importantes des historiens marxistes à la compréhension du passage du féodalisme au capitalisme, à la question du nouveau servage en Europe orientale, etc. Toute cette partie du travail de Marx qui fait de lui un historien, un sociologue ou un économiste est loin d'être sans intérêt et beaucoup des ignorants prétentieux qui

donnent le ton aujourd'hui en jetant Marx dans la poubelle de l'histoire, seraient bien avisés de faire preuve d'humilité et de se plonger dans cette œuvre scientifique immense qu'ils condamnent sans l'avoir lue. Mais ce qui fait l'importance philosophique et politique de Marx est ailleurs. En effet, de la simple description de la lutte des classes, on ne peut tirer qu'une chose : les classes les plus fortes triomphent ; et comme la classe ouvrière depuis un siècle est régulièrement battue ou, quand elle semble triompher, sa victoire lui est confisquée par une nouvelle caste dont la domination peut sembler encore pire que celle des exploiters capitalistes, un «matérialiste historique» pourrait conclure que la classe ouvrière est en réalité impuissante à s'émanciper et qu'elle n'est pas plus capable de prendre la direction de la société que ne l'ont été, en leur temps, les esclaves ou les serfs. Des faits et de l'étude scientifique des faits, on ne peut rien tirer d'autre, si on ne s'en tient qu'aux faits, ou si, comme dirait Rousseau, on raisonne par ce «raisonnement de Caligula» qui conclut du fait au droit.

**MATÉRIALISME
HISTORIQUE ET
DIMENSION NORMATIVE**

On peut même aller un peu plus loin et constater que le matérialisme historique en tant que théorie de l'histoire comprend des béances incompréhensibles. On n'y trouve aucune véritable théorie des classes sociales (il y a une théorie du rapport social capitaliste, ce qui n'est pas du tout la même chose) et la théorie de l'État est assez squelettique pour avoir pu prêter à toutes les interprétations (Marx anarchiste, Marx réformiste,

Marx léniniste, etc.). On dira que Marx n'a pas eu le temps de s'occuper de tout cela. Cette explication n'est pas très convaincante : compte tenu de la place que les classes sociales et l'État jouent dans le matérialisme historique standard, il aurait bien pu se rendre compte qu'il était plus décisif de tirer ces questions-là au clair que d'aller apprendre le russe pour comprendre la nature de la propriété paysanne dans l'empire tsariste, ou de se lancer dans les mathématiques pour donner de nouveaux raffinements aux schémas de la reproduction ou de la transformation des valeurs en prix. Certes, Marx a pu ne pas être cohérent et l'on cherchera les raisons psychologiques qui l'entraînent toujours dans de nouvelles directions et qui diffèrent l'achèvement de son œuvre principale, cette œuvre annoncée dès le début des années 1850 et dont le premier volume seulement paraît en 1865. Mais on peut aussi admettre que les classes sociales et l'État n'avaient pas besoin d'une élucidation théorique de même nature que celle du capital, puisqu'il s'agit de concepts politiques qui n'ont pas de valeur explicative mais entrent seulement en jeu dans la détermination de l'action pratique (5).

La présentation que je viens de faire peut choquer les marxistes, même non dogmatiques. Mais on ne peut guère éviter les difficultés, voire les paradoxes, que j'ai soulignés si on s'obstine à faire de la pensée de Marx une théorie scientifique de l'histoire. Marx, comme ses grands maîtres Machiavel et Spinoza, cherche à penser la politique scientifiquement, et non à partir de principes moralisateurs a priori. Si on veut agir efficacement (transformer le monde et non se contenter de l'interpréter de diverses manières), il

faut le connaître tel qu'il est et non tel qu'on voudrait qu'il soit. La politique est d'abord une science expérimentale. Mais le simple fait de poser la question de cette manière présuppose qu'on veut agir, c'est-à-dire qu'on s'est fixé une norme préalable qui légitime l'entreprise de compréhension scientifique du monde. À moins d'admettre, comme un vieil hégélien, que l'histoire universelle, étant l'effort de l'esprit pour se libérer, fournit en elle-même ces normes. C'est possible, mais à condition de renoncer à tout matérialisme et de retourner à la théologie hégélienne (comme bien souvent les marxistes l'ont fait sans même s'en apercevoir).

Sauf à prendre cette voie idéaliste (quoique fort respectable) on comprendra ce qui est propre à Marx comme l'effort pour articuler un projet moral et politique émancipateur à une compréhension scientifique des rapports sociaux. Autrement dit, la pensée de Marx dans sa totalité n'a de sens qu'en présupposant une visée normative et éthique, qui, quoique rarement explicitée ou souvent déguisée sous les apparences de la nécessité objective, constitue la couche la plus profonde du «marxisme» de Marx. Puisque le mode de production capitaliste n'est condamné que pour autant que les prolétaires de tous les pays s'unissent et agissent consciemment en vue de la construction de nouveaux rapports sociaux libérés de l'exploitation et de l'oppression, c'est bien qu'il faut autre chose que la nécessité objective. Et en l'absence de cette autre chose, le mode de production capitaliste survivra ou bien se transformera dans une nouvelle société d'oppression, qui d'ailleurs pourrait présenter quelques-uns des caractères que Marx pouvait attribuer à la société communiste du futur (6). Autrement

dit, l'action politique orientée d'après des normes idéales constitue le composant essentiel de la pensée de Marx si on veut lui rendre sa cohérence. L'analyse de l'exploitation comme mécanisme objectif est une chose. Mais pourquoi ne pas se mettre du côté des exploités ? Tout simplement parce que ce n'est pas «bien» ou pas «juste». Et c'est dans cette conception du «bien» que s'ancre ce qu'on a appelé si longtemps le socialisme. La lutte des classes le montre : chaque revendication matérielle devient le point de départ de quelque chose de bien plus vaste que la revendication elle-même : en luttant pour vivre décemment, les ouvriers luttent pour la dignité, pour n'être point traités comme des chiens, pour que leurs droits soient respectés, etc. Si le communisme est l'expression d'un mouvement qui se passe sous nos yeux, c'est précisément en cela qu'il est porteur de cette aspiration spontanée des opprimés à la justice.

L'EXPÉRIENCE DU

MOUVEMENT OUVRIER

On pourrait ajouter que le refus de comprendre à l'intérieur de la pensée de Marx une dimension normative n'a pas été sans conséquence grave sur le destin du marxisme et du mouvement ouvrier en général. Le refus de toute morale qui transcenderait la défense des intérêts de classe ou les conditions historico-politiques de son exercice est un des traits que partagent différents courants marxistes révolutionnaires. Pour ces marxistes-là, il n'y a aucune place pour une morale autonome : puisque la seule action qui vaille est la révolution, l'action morale s'identifie à la mise en œuvre de la stratégie révolutionnaire. Ils peuvent se prévaloir

d'ailleurs de nombreuses citations de Marx allant dans ce sens. Il va de soi que si le marxisme est une science et si la révolution est la conséquence logique des enseignements de cette science, aucune norme extérieure ne peut s'imposer à l'action révolutionnaire. Par conséquent le mensonge, la violence, l'utilisation de la terreur révolutionnaire et tutti quanti ne sont nullement des comportements condamnables en soi, ils doivent toujours être jugés uniquement du point de vue de leur adéquation comme moyens aux fins ultimes de la révolution. Ainsi, la question de savoir si le pillage des banques est un moyen légitime pour financer le parti n'est qu'une simple question tactique (sait que c'est dans cette tactique qu'un certain Koba, devenu Staline un peu plus tard, commença par s'illustrer). Si le pillage des banques est légitime, les affaires plus ou moins crapoteuses sont également des moyens légitimes de financement du parti, et ainsi de suite. On connaît les résultats de tout cela : au nom du fait que les moyens douteux seront justifiés par la bonne fin, ces pratiques sont légitimées et, avec elles, la corruption qui envahit peu à peu les rangs révolutionnaires. Plus grave : puisque seule la fin révolutionnaire donne le critérium de la justice, la démocratie n'est qu'un moyen au service de cette fin ; mais si, par hasard, la démocratie (qui est souvent fort bavarde) s'avère inadéquate pour les besoins urgents de l'action, il est alors légitime de donner congé à la démocratie. On lui donne congé dans les rangs des militants ouvriers puis on lui donne congé dans la société tout entière. Faute de pouvoir convaincre le peuple, on dissout l'Assemblée Constituante russe dont, pourtant, on avait demandé la convocation. Et on peut écrire : «Croire à la

possibilité de restaurer la démocratie, dans toute sa débilite, c'est se nourrir de pauvres utopies réactionnaires.» (7)

Ces conceptions ont eu des conséquences catastrophiques et ont rendu ces marxistes sincères (souvent des hommes de caractère et d'une grande vertu) incapables de combattre le mal quand il s'est dressé devant eux sous les espèces du totalitarisme stalinien. Le stalinisme n'est pas en germe chez Marx, et même pas dans Lénine, mais les faiblesses du marxisme et du marxisme réinterprété par Lénine lui ont laissé le champ libre. L'horrible livre de Trotski, *Terrorisme et Communisme* (1920), en est sans doute l'exemple le plus clair, puisqu'on y trouve pélemêle la justification de la militarisation des syndicats, du travail forcé, c'est-à-dire d'une sorte d'«esclavage communiste» et de la suspension de tous les droits et de toutes les garanties minimales de protection des personnes. Il y a dans tous les raisonnements de «l'amoralisme marxiste» une double faille :

1. Admettons que la maxime qui dit que la fin justifie les moyens soit une maxime au fond tout à fait acceptable. Pour que la fin rende justice des moyens, encore faut-il que la fin soit accomplie. Or, l'écart temporel entre la mise en œuvre des prétendus moyens et la réalisation de la fin est si grand que l'invocation des fins n'est bientôt qu'une invocation religieuse (souffrez sur terre, vous serez récompensés au paradis !) ou un habillage idéologique pour des pratiques qui finissent par être à elles-mêmes leur propre fin (préserver le pouvoir, même le micro-pouvoir, de la minorité qui prétend «faire la révolution»).

2. Si la fin révolutionnaire est la seule norme des moyens de l'action, enco-

re faut-il une procédure qui permette de tester cette adéquation des moyens à la fin poursuivie. Comme une telle procédure n'existe pas et comme Dieu ne se manifeste guère à nous autres, pauvres pécheurs, dans la pratique du marxisme révolutionnaire, c'est le parti, auto-institué représentant de la classe ouvrière, qui décide souverainement de ce qui est bien ou non en fonction de la fin dont il est le dépositaire.

Cette double faille est en réalité la conséquence de l'idée de la toute-puissance du parti, qui décide souverainement du bien et du mal, parce qu'il est le représentant des «vrais» intérêts historiques de la classe ouvrière, y compris contre la classe ouvrière existant empiriquement qu'on pourra qualifier, selon les moments, de classe ouvrière embourgeoisée, d'aristocratie ouvrière ou encore de classe ouvrière «spontanément tradunioniste». Il est le représentant de l'universel (au nom de la définition que Marx donne du parti communiste dans le Manifeste. Ces thèses sont celles de *Que Faire ?* de Lénine, du *Terrorisme et Communisme* de Trotski, et elles forment la charpente de la pensée de l'Internationale Communiste bolchévisée à coups de 21 conditions et de mise au pas des PC sous les ordres de Moscou. Or, de tout cela ce n'est pas le stalinisme qui est la cause. Le stalinisme n'a pu triompher qu'en s'appuyant précisément sur cette pensée commune du marxisme bolcheviste. Il n'en est certes pas la conséquence directe. Mais le terrain était favorable.

Le gigantesque avortement du mouvement ouvrier révolutionnaire, de ce mouvement ouvrier qui avait refusé la boucherie de 14-18, est lié à cette conception proprement idéologique et religieuse du marxisme «théorie scientifique du prolétariat», de ce

«socialisme scientifique» chimérique qui a perverti les esprits au point que les pires crapuleries pouvaient se retrouver sanctifiées par les grands prêtres de la «science» de la révolution. Les lecteurs de Carré rouge le savent bien : cette perversion n'a pas même besoin des moyens du pouvoir d'État et de la police politique pour se répandre et semer ses effets délétères. Il est donc impossible de reconstruire une alternative raisonnable à notre situation présente sans redonner vigueur à la dimension morale de la pensée émancipatrice de Marx. Le parti, l'organisation, l'action politique, rien de tout cela ne peut définir une norme. Ce ne sont que des moyens en vue d'une fin qui n'est pas une fin particulière, mais ni plus ni moins que le «règne de la liberté», selon l'expression de Marx lui-même. Ce sont donc les conditions rationnelles de ce «règne de la liberté» qui dictent et les critères moraux de l'action et les procédures de décision.

Il faut essayer de comprendre jusqu'à la racine en quoi consiste l'erreur fondamentale de «l'amoralisme marxiste». (8) L'élimination de la dimension proprement morale par dissolution dans la connaissance rationnelle de la nécessité est caractéristique de la philosophie rationaliste classique, Hegel inclus. Seuls ou presque, Rousseau et Kant se placent sur ce point en opposition à l'optimisme de la philosophie des Lumières. Si, comme j'y reviens un peu plus loin, Marx est loin d'être étranger à la pensée de Rousseau et de Kant (9), il reste que l'interprétation dominante de la pensée de Marx est celle d'une conception de l'histoire où les actions humaines sont entièrement soumises à la nécessité historique et que les arguments en faveur de cette interprétation ne man-

quent pas. Ainsi l'amoralisme marxiste est l'amoralisme hégélien (un amoralisme que Hegel assume fièrement, en particulier dans ses leçons sur la philosophie de l'histoire). C'est aussi peut-être l'amoralisme de Spinoza, pour qui les notions de bien et de mal ne sont que des notions relatives à l'homme mais dépourvues absolument parlant de tout contenu réel, ce même Spinoza pour qui le mal n'est jamais autre chose que l'expression d'une connaissance inadéquate. Il reste qu'est parfaitement fondée la critique du moralisme, telle qu'on la trouve chez Spinoza, Hegel, Marx ou Nietzsche, cette critique qui soupçonne derrière nos sentiments moraux quelque chose qui agit «par-delà le bien et le mal». Comme le remarque Yvon Quiniou : «l'ontologie matérialiste du marxisme converge avec celle de Nietzsche et de Freud — par-delà les différences de contenus — pour exclure la figure du sujet souverain et originaire propre à l'humanisme spiritualiste et pour affirmer, sur fond de finitude ontologique, que c'est la vie qui détermine la conscience et non l'inverse. L'hypothèse d'une conscience morale transcendant la vie et émanant de ce Sujet en sort bien évidemment détruite.» (10)

Le problème auquel nous sommes confrontés est celui-ci : la critique matérialiste doit-elle nous conduire à renoncer à toute morale ou, inversement, si nous voulons garder sa place à la morale universaliste, faut-il renoncer à bénéficier des avancées de la critique des «maîtres du soupçon» ? On ne peut sortir de ce dilemme qu'en montrant qu'il est possible de refonder une morale sans Sujet transcendant, dont Yvon Quiniou affirme que nous pouvons repérer la présence chez Marx. Le travail entrepris depuis de nombreuses années

par Habermas vise aussi à répondre positivement à cette exigence. L'«éthique de la discussion» vise à dégager sur un fondement sociologique et anthropologique la possibilité d'une morale universaliste de portée aussi forte que la morale kantienne.

QUELQUES REMARQUES SUR HABERMAS ET

Parce que nous devons tirer jusqu'au bout les «leçons de notre histoire», nous devons nous confronter sérieusement à la pensée politique contemporaine. Être fidèle à l'esprit de Marx, c'est se hausser au niveau d'exigence qui est le sien : non pas ressasser les polémiques du siècle passé mais nous situer dans le débat présent. Nous devons reconnaître que nous avons à apprendre de certains des philosophes d'aujourd'hui, alors même que l'antihumanisme théorique, la domination des sciences humaines et les diverses figures du gauchisme théorique et du post-modernisme s'étiolent. Ainsi, même si des gens comme Habermas et Rawls sont utilisés dans l'arsenal théorique de la social-démocratie (du moins quand la social-démocratie condescend à s'intéresser à la théorie) les préoccupations de ces deux importants philosophes ne sont pas si éloignées que cela de nos propres préoccupations.

Premier exemple, la double critique du libéralisme et du républicanisme classique chez Habermas, débouchant sur l'idée d'une «démocratie radicale», peut recevoir une interprétation quoi va bien au-delà des discours convenus sur l'État de droit. Dans son avant-dernier livre publié en France, *Droit et démocratie*, (11)

Habermas ne se contente pas de défendre l'État de droit comme le font les bourgeois libéraux et les sociaux démocrates, il pose comme question centrale la question de la légitimité du droit lui-même : à quelles conditions les normes qui règlent la vie sociale peuvent-elles légitimement avoir force de loi ? La réponse qu'il donne à travers la théorie de la discussion suppose à la fois la critique du libéralisme et celle du républicanisme traditionnel. Il fait remarquer de manière fort pertinente que : « Le pivot du modèle libéral n'est pas l'autodétermination démocratique des citoyens rassemblés pour délibérer, mais l'imposition des normes de l'État de droit à une société fondée sur l'économie, censée assurer l'intérêt commun conçu comme étant essentiellement apolitique, en satisfaisant les attentes de bonheur des particuliers qui participent activement à la production. » (12) C'est pourquoi l'État libéral peut au fond se passer de la démocratie tout en restant un « État de droit », ce qu'affirment tous les penseurs libéraux conséquents. D'un autre côté, Habermas critique le républicanisme traditionnel dont la conception est celle d'une « communauté éthique institutionnalisée par l'État ». À cette conception, il reproche précisément de rester centrée sur l'État et de ne pas être adaptée à la complexité du monde moderne qui dépasse nécessairement les cadres des États nationaux. Ce sont les faiblesses de cette conception républicaine traditionnelle qui, selon Habermas, donnent leur force aux critiques des libéraux. L'idée d'une démocratie radicale apparaît comme le moyen de dépasser (et surmonter) cette contradiction dans laquelle s'enferme le débat en philosophie politique. Si la pensée politique traditionnelle, prise dans les

figures de la philosophie de la conscience, impute la pratique d'autodétermination à un sujet de la société dans son ensemble (ici Habermas vise aussi bien la « volonté générale » rousseauiste que « la classe ouvrière en soi et pour soi » comme sujet de l'histoire universelle — ou à la domination anonyme des lois, il s'agit maintenant de donner la place centrale au processus effectif de formation de la volonté générale. Habermas cherche à penser la démocratie dans une « société décentrée », dans une conception qui « n'est plus obligée d'opérer avec le concept d'une totalité centrée sur l'État et représentée comme un macro-sujet agissant en fonction d'un but précis. » (13) Contre les libéraux, il s'agit donc d'affirmer que c'est la délibération en commun qui décide des normes et règles valables pour l'ensemble de la société ; contre les illusions de l'État sujet, représentant ou incarnation de la volonté générale ou de l'Esprit universel à la mode hégélienne, il s'agit d'une critique pratique de la bureaucratie et de la promotion d'une démocratie effective. Habermas ne cite pas Marx explicitement mais préfère se référer à Hannah Arendt dont la conception de la démocratie est fortement influencée par le « conseilisme », celui de Rosa Luxemburg ou celui de la révolution hongroise de 1956 ; cependant, on peut assez facilement montrer les liens entre cette « démocratie radicale » et les conceptions de Marx et Engels dans les années 1875 à 1895, qui tentent de penser l'avènement du socialisme à travers le « self government » (14), généralisant l'expérience de la Commune de Paris.

Le second exemple est celui de John Rawls, dont la Théorie de la justice est un livre important. Partant de la nécessité d'inclure dans le « contrat

social » la répartition des positions sociales et économiques et l'affirmation de l'égalité libérale pour tous, la Théorie de la Justice peut fournir les éléments d'une critique forte des sociétés reposant sur le mode de production capitaliste. Bien que l'on puisse interpréter les positions de Rawls, et notamment son principe de différence, dans un sens purement social-démocrate, voire dans un sens libéral (15), je crois que les prémisses de la philosophie de Rawls sont radicalement antagoniques avec ce genre d'interprétation. Ce n'est pas un hasard si un libéral bon teint comme Michel Meyer accuse Rawls d'être une sorte de marxiste égalitariste déguisé. (16) C'est quelque peu exagéré, mais il est certain que sur plusieurs points-clés, la philosophie de Rawls constitue une réfutation des fondements même de l'idéologie dominante :

1. Rawls refuse l'utilitarisme, c'est-à-dire la philosophie qui constitue le complément le plus adéquat de l'économie politique bourgeoise. Pour lui l'utilitarisme ne peut pas être le principe d'une société bien ordonnée. Par conséquent le principe d'utilité doit être soumis à un principe de justice non utilitariste.

2. La théorie de la justice ne condamne pas a priori toute inégalité (17), mais soumet ces inégalités au principe d'égalité libérale. Or ce principe d'égalité libérale pour tous, s'il est pris au sérieux, est inapplicable dans une société où les relations sociales sont des relations entre ceux qui disposent des moyens de production et ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre. Sur la base des rapports sociaux capitalistes, il n'y a aucune égalité libérale possible entre le magnat de la finance et l'ouvrier ou le chômeur.

3. Le principe central de Rawls est le

principe kantien d'universalisation, c'est-à-dire qu'une loi est juste si et seulement si un être raisonnable peut la vouloir comme loi universelle. C'est la signification de la «position originelle» rawlsienne dite du «voile d'ignorance». Dans la position originelle, les individus participant au contrat social ignorent quels sont leurs propres avantages ou leur propre position sociale et par conséquent, raisonnablement, ils devront choisir comme principe de justice un principe qui maximise la plus mauvaise situation possible. De manière kantienne directement ou rawlsienne, personne ne peut vouloir une société fondée sur l'esclavage parce qu'aucune personne sensée ne voudrait être esclave, ainsi que Rousseau l'avait déjà démontré dans *Le Contrat Social*. Si, en accord avec Marx, je peux montrer que le mode de production capitaliste est, au fond, une nouvelle variante de l'esclavage, le capitalisme ne pourrait pas être un principe d'organisation choisi par une personne sensée placée sous le voile d'ignorance : personne ne peut vouloir être exploité, si exploitation égale esclavage ! (18)

4. Rawls viole le dogme central de la pensée politique bourgeoise : l'indépendance réciproque de la sphère politique (à la rigueur soumise au contrat et à la délibération des citoyens) et de la société civile réglée par le droit de propriété et la liberté de chacun de poursuivre ses propres buts égoïstes. L'économie n'est pas une question technique mais une question politique centrale et la distribution des richesses (ce qu'on appelait jadis la justice distributive) n'est pas en principe l'affaire du marché, mais d'abord celle de la délibération politique (même si, ensuite, Rawls considère qu'une société juste fait confiance au marché, mais pas né-

cessairement au capitalisme, pour allouer aux mieux les ressources entre les différents secteurs et stimuler le progrès économique). C'est pourquoi Rawls ne place pas la propriété parmi les droits de base correspondant au «paquet de base» de libertés dont chaque homme est doté par nature.

5. Enfin, au-delà des discussions sur le principe de différence et des ambiguïtés qu'il recèle, Rawls construit une philosophie politique qui n'est pas «neutre» ; elle se place d'un certain «point de vue», puisque le principe de différence stipule que les inégalités justes sont les inégalités qui profitent d'abord aux plus défavorisés. Autrement dit, Rawls fait du point de vue des plus défavorisés le point de vue «juste» à partir duquel on doit juger des règles de la vie sociale. Si on en reste à la définition marxienne du prolétariat comme la classe de ceux qui sont «libres» de toute propriété et n'ont pas d'autre ressource que de vendre leur propre peau, il me semble qu'il y a bien un convergence fondamentale entre les théories de la justice d'inspiration kantienne-rousseauiste comme celle de Rawls et le «point de vue marxiste» sur la société.

Ces deux exemples illustrent assez clairement la situation dans laquelle nous sommes. Soit nous nous contentons de remâcher sans cesse les mêmes idées en espérant que les incantations feront ressurgir un passé mort et enterré. Soit nous prenons au sérieux la question de l'émancipation humaine, dans toutes ses dimensions, et nous intervenons de plain pied dans un débat philosophique qui est un débat politique au plus haut point. La portée émancipatrice de la pensée de gens comme Habermas ou Rawls ne doit absolument pas être laissée de côté, d'au-

tant qu'elle peut, à bien des égards, nous aider à définir ce que peut être une société alternative au capitalisme tardif.

LA MORALE DE L'ÉMANCIPATION

L'interprétation standard du marxisme repose sur l'idée que la contradiction entre forces productives et rapports de production conduit «nécessairement» (d'une nécessité semblable à celle des lois de la nature) au renversement des rapports sociaux capitalistes. Autrement dit, la révolution prolétarienne et le communisme apparaissent comme des produits de la nécessité historique, des fameuses «lois de l'histoire». L'émancipation de la classe ouvrière n'est donc plus vraiment la fin mais seulement le moyen par lequel s'accomplit le destin de l'histoire universelle : en combattant contre l'oppression de l'État bourgeois et contre les exploiters capitalistes, les ouvriers, plus ou moins consciemment, ne font qu'être les agents d'un processus qui les dépasse. Nous avons tous répété des phrases commençant par «Ce n'est pas pour des raisons morales que...». Il faut, au marxisme standard, évacuer tout ce qui renvoie à autre chose qu'à des lois scientifiques, la prétention à la scientificité du matérialisme historique étant à ce prix. Or, cette reconstruction du marxisme n'a rien à voir avec Marx lui-même. Marx hérite de la philosophie classique allemande et de la Révolution française l'idée que l'histoire est ce dans quoi s'accomplit non un processus économique, mais la liberté humaine elle-même. Kant, Fichte, Hegel : voilà les premières sources de la pensée de Marx et, à l'oublier, on rend Marx méconnaissable. J'en donnerai un exemple ex-

trait des œuvres de jeunesse et un exemple puisé dans les textes de la maturité, ce qui nous évitera quelques-uns des sempiternels débats sur le jeune et le vieux Marx ou l'opposition d'un jeune Marx philosophe et critique et d'un vieux Marx scientifique et assagi.

L'introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel (19) est un des textes les plus fameux dans lesquels Marx annonce sa rupture avec la philosophie idéaliste allemande. Les extraits sur la religion (qui est «le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple.») ou sur la nécessité de surmonter la philosophie en la réalisant sont trop connus pour qu'on insiste. Pourtant, quand on relit ce texte, on ne peut qu'être frappé de sa tonalité kantienne. Critiquant aussi bien le parti «pratique», qui tourne le dos à la philosophie, que le parti «théorique» qui commet l'erreur symétrique de se contenter d'une émancipation en idée, Marx affirme pourtant sa filiation avec la philosophie allemande : «La preuve évidente du radicalisme de la théorie allemande, donc de son énergie pratique, c'est que son point de départ est l'abolition radicale et positive de la religion. La critique de la religion s'achève par la leçon que l'homme est, pour l'homme, l'être suprême, et donc par l'impératif catégorique de bouleverser tous les rapports où l'homme est un être dégradé, asservi, abandonné, méprisable» (20). L'expression impératif catégorique dans un texte consacré à la philosophie de Hegel est sans la moindre ambiguïté : c'est à la morale du vieux Kant que le jeune Marx fait appel ici. L'impératif catégorique a un sens bien précis : c'est le com-

mandement qui n'est soumis à aucune condition, c'est-à-dire, plus précisément, à aucune condition empirique. Autrement dit : il faut inconditionnellement renverser tous les rapports sociaux qui dégradent, asservissent l'homme ou le jettent dans une condition méprisable. Il ne faut pas attendre que la conjoncture soit bonne ; il ne faut pas soumettre l'émancipation humaine à la réunion des conditions objectives ou à la nécessité historique. Voilà ce qu'est un impératif catégorique, un impératif auquel on ne peut pas échapper dès lors qu'on est guidé par sa raison, c'est-à-dire dès lors qu'on se conduit en sujet libre au sens de Kant. Or ce que fait la critique de la religion, selon Marx, est d'abord ceci : «La critique de la religion détrompe l'homme afin qu'il pense, qu'il agisse, qu'il forge sa réalité en homme détrompé et revenu à la raison, afin qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire autour de son véritable soleil.» (21) Revenir à la raison, c'est graviter autour de soi-même : comment ne pas penser dans cette métaphore astronomique à la formule par laquelle Kant définit sa propre philosophie ? La «révolution copernicienne» kantienne est celle dans laquelle on cesse de faire graviter le sujet connaissant autour de l'objet connu pour placer au point de départ de toute philosophie les conditions a priori de la connaissance, c'est-à-dire pour placer au centre le sujet connaissant (qui gravite autour de lui-même).

Continuons. Marx nous dit que l'homme est pour lui-même son véritable soleil, qu'il est pour lui-même «l'être suprême». On pourrait rattacher cette formulation à la tradition de Spinoza : si les hommes vivent sous la conduite de la raison, ils sont amenés nécessairement à considérer que l'homme est un dieu pour

l'homme. Sans aucun doute, la tradition spinoziste influence-t-elle fortement la pensée de Marx. Mais, dans le présent contexte, c'est bien plutôt à une formule kantienne qu'il faut penser (bien qu'en dernière analyse, cela ne soit pas contradictoire). C'est en effet Kant qui dit que la personne humaine (l'homme au sens générique de ce qui est proprement humain) est une fin en soi et ne doit jamais être considérée comme un moyen. Qu'est-ce donc que l'exploitation sinon la transformation de la fin en soi qu'est l'homme en moyen de la production de la plus-value ? L'humanisme kantien et l'humanisme du jeune Marx sont vraiment très proches.

La conséquence évidente et immédiate de cette conception qui fait de l'homme le centre, c'est que l'impératif catégorique marxien est celui de «l'émancipation universellement humaine». Dans la révolution communiste, au sens de Marx, il ne s'agit pas de l'émancipation d'une classe particulière, mais du fait qu'une classe particulière puisse, à partir de sa situation particulière, entreprendre «l'émancipation générale de l'humanité.» (23)

Impératif catégorique, universalisme, considération de l'homme comme fin en soi : les piliers de la métaphysique des mœurs kantienne sont réunis et constituent bien la charpente de cette introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel. On se demande même par quelle sorte d'étrange aveuglement cela n'a pas été vu plus tôt. Qu'est-ce que Marx reproche donc à la philosophie classique allemande ? Une seule chose : de n'être pas «réelle», de rester purement spéculative. Ce qu'il s'agit de faire, c'est d'agir en vue de la «réalisation de la philosophie», ce qui est le moyen de la «surmonter» (c'est le

aufheben hégélien). Réaliser la philosophie pour la surmonter, ce n'est pas la jeter aux orties (Marx critique explicitement ce parti «pratique» qui rejette la philosophie. C'est faire en sorte que les principes de la philosophie deviennent les principes de la vie sociale, ne restent pas des principes idéaux qui, restant séparés de la vie, auraient finalement la même fonction que la religion. Or, «la critique a saccagé les fleurs imaginaires qui ornent la chaîne, non pour que l'homme porte une chaîne sans rêve ni consolation, mais pour qu'il secoue la chaîne et qu'il cueille la fleur vivante.» (24) Bref, il semble bien qu'on pourrait, sans trop forcer le trait, résumer l'impératif catégorique de Marx par la formule suivante : Agis en vue de transformer la société de telle sorte que les principes de la morale kantienne constituent la règle des rapports entre les individus.

On comprend donc que ce jeune Marx, humaniste, pénétré de ce qu'il y a de meilleur et de plus sublime dans la philosophie allemande, n'ait pas plu aux spécialistes de la coupure épistémologique et de l'anti-humanisme théorique. Pourtant, si la pensée marxienne subit des transformations et même une véritable révolution entre ces textes de jeunesse et *Le Capital*, je crois qu'on peut voir facilement que l'inspiration morale initiale demeure, toujours aussi vive. Peut-il lire le livre premier du *Capital* en faisant abstraction de l'indignation morale qui le sous-tend, en laissant de côté ce pathos et cette véritable dramaturgie qui en font un livre absolument singulier dans toute la production de l'économie politique ? Ce qui (entre autres) fait du *Capital* une «critique de l'économie politique» et non un simple «traité marxiste d'économie politique», c'est précisément

que le fait, analysé soigneusement, est opposé au «devoir être», c'est-à-dire à des considérations, en dernier ressort, morales (vous pouvez employer un autre qualificatif parce que vous êtes devenus rebelles au terme «morale», cela n'y changera rien).

Mais comme j'ai parlé plus haut de Kant, je crois qu'on peut y revenir très précisément à propos du *Capital*. Il y a un texte fameux, placé par Engels en conclusion du livre III dans lequel Marx oppose le règne de la nécessité et le règne de la liberté. J'ai déjà abordé l'analyse de ce texte dans mon livre sur la fin du travail (25). J'y reviens ici plus brièvement.

Évoquant les perspectives du communisme, Marx écrit : «À la vérité, le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures ; il se situe donc, par sa nature même, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite.» (26) La sphère de la production est celle dans laquelle l'homme est soumis à la causalité naturelle car «Tout comme l'homme primitif, l'homme civilisé est forcé de se mesurer avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie ; cette contrainte existe pour l'homme dans toutes les formes de société et sous tous les types de production.» Et Marx ajoute : «Avec son développement, cet empire de la nécessité naturelle s'élargit parce que les besoins se multiplient ; mais en même temps se développe le processus productif pour les satisfaire.»

(27) Dans ce cadre, une certaine forme de liberté peut cependant exister : «Dans ce domaine, la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés — l'homme socialisé — règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur

contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais l'empire de la nécessité n'en subsiste pas moins.» La liberté dont il s'agit est une liberté limitée, elle n'est pas le libre développement des potentialités qui sont en l'homme, qui ne peut s'accomplir qu'au-delà de la sphère de la production matérielle. C'est une liberté qui consiste à pouvoir adopter les moyens les plus adéquats en vue d'une certaine fin. Une liberté qu'on pourrait dire «pragmatique» pour parler en termes kantien. Mais «c'est au-delà que commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté, qui cependant ne peut fleurir qu'en se fondant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération.» Nous retrouvons donc ici la dualité kantienne : celle qui oppose au règne de la causalité naturelle le règne de la liberté que Kant appelle «règne des fins» et que Marx définit comme la sphère dans laquelle l'homme est à lui-même sa propre fin, reprenant, soit dit en passant, exactement la formulation de 1844. Là encore, on ne peut pas imaginer que ce rapprochement soit dû seulement au hasard. Sur ce point encore, comme dans le texte de 1844, la différence essentielle avec Kant tient en ceci : Marx pose la question des conditions matérielles qui permettent l'avènement «effectif» de ce règne des fins au lieu de le postuler seulement comme un idéal régulateur. Autrement dit, la morale de Kant doit être complétée par une éthique matérielle. Mais la conclusion du livre III

du Capital nous rappelle cependant que l'homme reste à jamais un «être amphibie» (l'expression est celle de Kant) qui vit à la fois dans le règne de la nécessité et dans celui de la liberté.

DÉFENSE DE

LA PHILOSOPHIE ...

Loin donc de considérer la pensée de Marx comme opposée à la tradition philosophique, on doit la considérer comme un accomplissement possible, mais aussi comme un accomplissement partiel. Marx pose une question déterminée : comment les idéaux moraux de la philosophie rationaliste classique peuvent-ils s'accomplir historiquement ? Et, à cette question, il apporte une réponse circonstanciée en montrant pourquoi et comment les rapports sociaux qui asservissent l'homme peuvent être renversés.

De cela, on peut tirer quelques conclusions :

1- La pensée de Marx n'est pas une philosophie totale ; elle n'est pas un système achevé qui remplacerait toute l'ancienne philosophie et ne lui laisserait qu'un intérêt historique ou archéologique. Du reste, la pensée de Marx n'est pas vraiment dirigée contre la philosophie en général, mais contre les systèmes théoriques achevés du genre de ceux que l'idéalisme allemand a produits.

2- Par conséquent, on peut tout à la fois être marxiste et kantien ou marxiste et spinoziste ou marxiste et aristotélicien, tout simplement parce qu'il n'y a pas une «philosophie marxiste», le fameux «matérialisme dialectique», mais seulement une nouvelle manière, propre à Marx, d'aborder le champ de la philosophie. Cela peut, par exemple, nous inciter à revisiter sérieusement le tra-

vail de ceux des austro-marxistes qui ont inscrit leur propre interprétation de Marx dans le sillage néo-kantien.

3- Marx n'a donc pas répondu à tous nos problèmes. Ce qu'il a laissé en suspens, dans le domaine du droit, des institutions politiques, des rapports entre universalité et nationalités doit être retravaillé et, sur ce plan, Rousseau, Kant, Hegel et les autres nous seront d'un grand apport. Par exemple, pour nous qui sommes internationalistes, comment pouvons-nous éviter de revenir aux réflexions de Kant sur la constitution d'un ordre de droit universel se substituant au «concert des nations» (28).

(4) Il y a chez Marx des faiblesses et des développements que l'expérience historique doit nous amener à corriger. Et ils ne portent pas seulement sur des questions secondaires. Par exemple, quand Marx dit que le communisme consiste à passer du gouvernement des hommes à l'administration des choses, nous devons reconnaître que c'est, à tout le moins, une formule malheureuse ; reprise de Saint-Simon, elle n'est nullement celle de l'émancipation humaine universelle, mais bien celle de la technocratie toute puissante. Il en va de même de toutes les formules marxistes qui conduisent à penser le dépérissement du politique, car si la liberté de l'homme n'est possible qu'en société, cela implique que les normes de la vie sociale doivent découler de la délibération commune (on retrouverait là l'éthique de la discussion de K.-O. Apel et Habermas) et donc d'une sphère de la vie sociale qui s'appelle proprement la sphère politique. C'est le mode de production capitaliste qui organise la non-séparation de la société civile et de la société politique puisque la délibération commune des citoyens doit être

remplacée par les décisions «éclairées» des capitalistes et de leurs fonctionnaires et c'est encore lui qui abolit la séparation de la vie privée et de la vie publique parce que la vie entière du travailleur doit être soumise aux besoins du capital. Autrement dit, c'est une certaine idée du communisme qu'il nous faut critiquer et reconstruire.

5- Si on doit reconstruire l'idée du communisme, on ne pourra pas éviter de poser à nouveaux frais la question des inégalités, telle que Rawls la formule. On devra également se demander pourquoi l'idéologie néolibérale a rencontré finalement si peu de résistance dans les couches les plus exploitées : qu'est-ce qui dans cette idéologie est rentré en résonance avec des revendications souterraines de la classe ouvrière, revendications qui avaient été englouties sous la carapace du socialisme bureaucratique. L'émancipation suppose que les hommes puissent régler rationnellement leurs échanges avec la nature et les soumettent au contrôle commun : cela suppose un bouleversement radical des relations de travail, non pas un salariat généralisé et administré par en haut, mais comme le dit le Livre I du Capital la restauration de la propriété individuelle sur la base des acquis de l'ère capitaliste. N'est-il pas nécessaire de commencer à donner un contenu concret à cette formule générale ?

Ce que je propose ici, c'est quelque chose comme un programme de travail dans lequel pourraient se rencontrer et se confronter non seulement ceux pour qui Marx reste actuel, mais aussi ceux qui pensent en dehors ou au-delà de Marx, tout en continuant d'estimer inacceptable une société reposant sur l'exploitation de la majorité de la population et

la réduction de l'humanité à un statut «méprisable».

...ET RETOUR AUX

ACTUELLES

Mais si certains lecteurs trouvent tout cela bien trop théorique, bien trop éloigné des préoccupations immédiates des luttes et du mouvement social, je voudrais pour conclure attirer l'attention sur une question politique directement liée à mon propos. Nous savons qu'une révolution sociale (c'est-à-dire un changement radical des structures sociales et des formes d'organisation politique) n'est possible que lorsque certaines conditions sont réalisées. Lénine en donnait trois :

- 1- qu'en haut on ne puisse plus gouverner comme avant ;
- 2- qu'en bas on ne veuille plus être gouverné comme avant ;
- 3- qu'une aggravation de la situation des masses les conduise à l'action.

À ces trois conditions, il en ajoutait une quatrième : l'existence d'un parti capable de transformer une situation potentiellement révolutionnaire en une révolution réussie. Laissons pour l'heure cette quatrième condition et revenons aux conditions 1 et 2. Ces conditions sont étroitement liées. Elles ont été typiquement réalisées dans les décennies qui ont précédé la Révolution française. Aux soulèvements endémiques de la paysannerie, aux révoltes des camisards, aux revendications de la petite bourgeoisie et aux impatiences de la grande bourgeoisie, il faut ajouter, pour comprendre 1789-93, la véritable révolution intellectuelle qui a eu lieu depuis le début du XVII^e siècle. Les classes dominantes aristocratiques ou cléricales subissent une

profonde crise de légitimité qui les conduit à encourager largement un mouvement qui leur sera fatal. Les «grands» du royaume soutiennent les philosophes, financent les persifleurs et les impertinents qui s'en prennent aux traditions, à l'Église et à l'autorité royale. Et, sans les Lumières, pas de Révolution Française.

La classe dominante actuelle, le capital financier, n'a plus aucun des intérêts intellectuels des anciennes classes dirigeantes. Les valeurs de la noblesse étaient compatibles avec la défense de la culture et du savoir désintéressé. Les valeurs du capital financier sont incompatibles avec toute autre forme de culture que commerciale et standardisée. Inversement, l'immense majorité de l'humanité a un intérêt objectif à la défense de la culture universelle, dont le règne de la bourgeoisie fut, en 1789, le premier aboutissement. C'est pourquoi la question de la défense de la culture humaine, des œuvres de l'esprit et de ses plus abstraites réalisations est aujourd'hui une question politique cruciale. Dans les «réformes de l'enseignement», c'est bien de cela qu'il est question. Ce qui s'est passé dans les lycées doit être jugé à cet aune. La haine du ministre Allègre contre les professeurs et contre les mathématiques (29) n'est pas un trait de caractère particulier. C'est la haine de classe contre la culture et c'est le mépris des masses si courant dans cette nouvelle caste de parvenus qui constitue l'élite rose. De la philosophie, on est bien revenu à l'actualité politique la plus immédiate.

Notes

(1) Éric Weil : Philosophie politique, Librairie Philosophique Jean Vrin. Éric Weil écrit (pa-

ge 8) : «la question du sens de la politique ne peut se poser que pour celui qui a déjà posé celle du sens de l'action humaine (voire de la vie), en d'autres termes, pour celui qui s'est déjà installé dans le domaine de la morale.»

(2) Bien que Leur morale et la nôtre soit un texte plus subtil que ne le disent ses critiques, il me semble que ce texte répond à côté de la plaque et que la polémique contre Victor Serge qui le suit (Moralistes et sycophantes contre le marxisme) participe de cet aveuglement de Trotski qui l'amène à rompre avec tous ceux qui veulent simplement demander si dans les méthodes du bolchevisme il n'y avait pas quelque faiblesse expliquant la catastrophe stalinienne.

(3) Lettre à Engels du 27 Juillet 1854

(4) C'est absolument évident pour Civilisation matérielle, économie, capitalisme qui place la description et l'analyse de la «vie matérielle» au point de départ de la compréhension historique de toute cette période décisive pour l'histoire mondiale qui s'étend du XV^e au XVIII^e siècle.

(5) Voir mon analyse de la place de ces êtres de pensée que sont l'État et les classes sociales dans La théorie de la connaissance chez Marx (L'Harmattan 1996).

(6) La transformation en cours du mode de production capitaliste menée sous le slogan «tous capitalistes» n'est pas secondaire. Quand la plus grosse part des transactions sur les marchés financiers est assurée par les fonds de pension, c'est-à-dire par le salaire des travailleurs, c'est une manière inattendue de «dépasser le capitalisme». Quand se généralise l'externalisation des fonctions autrefois occupées par des salariés et que les ouvriers sont remplacés par des «prestataires de service» prétendent «indépendants» liés à l'entreprise par un contrat, on a une bizarre «abolition du salariat et du patronat»...

(7) Léon Trotski : Terrorisme et communisme, 10/18, 1963 page 65

(8) Les réflexions qui suivent m'ont été suggérées par Jean-Yves Bourdin.

(9) On se référera sur ce point aux travaux de Galvano Della Volpe, notamment Marx et Rousseau (Grasset, 1974) et La logique comme science historique (PUF, 1977), ainsi qu'au Le marxisme et Hegel de son disciple Luciano Colletti («Champ Libre», 1976)

(10) Yvon Quiniou : La question morale dans le marxisme, in Actuel Marx n°19 – Premier semestre 1996

(11) Jürgen Habermas : Droit et Démocratie, Gallimard 1997, traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme.

(12) Op. cit. page 322. Pour illustrer, ce propos rappelons l'inénarrable rédacteur du Financial Times qui déclarait «la liberté de choisir entre une trentaine de céréales différentes pour le petit déjeuner est-elle une liberté qui compte ? C'est là une question d'opinion. Ce qui ne l'est pas, en revanche, parce que corroboré par d'amères expé-

riences, c'est que l'extension du pouvoir d'État – indispensable pour éliminer les possibilités de choix trans-frontières offerts par la mondialisation – est néfaste et profondément antidémocratique.»

(13) op. cit. page 323

(14) voir à ce sujet les travaux de Jacques Texier, publiés ces dernières années par la revue Actuel Marx.

(15) Lors de la première publication de la Théorie de la Justice, Hayek, le principal et le plus sérieux des théoriciens du courant néo-libéral sur le plan de la philosophie politique, s'est déclaré en accord avec Rawls...

(16) voir Michel Meyer : «Rawls, les fondements de la justice distributive et l'égalité», in Fondements d'une théorie de la justice, essais critiques sur la philosophie politique de John Rawls publié aux éditions de l'institut supérieur de philosophie de l'Université de Louvain la Neuve, sous la direction de

Philippe Van Parijs et Jean Ladrière (1984)

(17) Marx non plus. La «première phase du communisme» reste inégalitaire puisque les revenus sont distribués selon le principe «à chacun selon son travail» ; quant à la deuxième phase du communisme, l'égalitarisme absolu n'y a aucune place puisqu'on peut alors passer au principe «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Le caractère utopique de cette deuxième phase du communisme doit cependant être souligné et, de fait, ce qui nous importe vraiment, c'est la première phase, et pour la première phase une théorie de la justice à la Rawls est plutôt pertinente...

(18) Il est vrai qu'on peut contester, non sans bons arguments, cette assimilation du salariat à l'esclavage. Si le salariat est d'un côté un esclavage, en même temps, selon Marx, il contient les conditions même de l'émancipation, puisque la forme même du

contrat salarial suppose que le travailleur est arraché au système de la domination personnelle.

(19) voir Marx, Œuvres III, La Pléiade, p. 382 et sq.. Ce texte a été publié pour la première fois en 1844 à Paris. L'étude qu'il devait introduire n'a jamais été achevée. Les manuscrits (datant de 1842/1843) sont publiés dans les œuvres de Marx aux éditions sociales et dans le tome III des Œuvres à la Pléiade (sous la direction de Maximilien Rubel).

(20) Op. cit. page 390. Ce qui est souligné l'est par Marx.

(21) Op. cit. page 383

(22) voir Spinoza, Éthique, Quatrième partie, proposition 35, Scolie

(23) op. cit. page 393

(24) op. cit. page 383

(25) Denis Collin : La fin du travail et la mondialisation, L'Harmattan, 1997.

(26) Capital III, Conclusion, Œuvres 2 page 1487-1488

(27) ibid.

(28) Voir Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique, Théorie et pratique ou Projet de paix perpétuelle, trois textes dont l'actualité ne pourra que sauter aux yeux de quiconque les lira et les relira avec à l'esprit les préoccupations qui sont les nôtres à l'heure de la mondialisation du capital.

(29) Dans un article publié par La Recherche en juillet 1997 mais écrit avant sa nomination au Ministère de l'Éducation nationale, Allègre dénonçait les trois ennemis de l'enseignement à sa façon : Platon, Descartes et Auguste Comte... c'est-à-dire trois philosophes qui font du savoir mathématique un modèle de tout savoir par ses exigences en matière d'abstraction.

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dont le cinquantième anniversaire vient d'être célébré en grandes pompes, qui fait de l'accès au travail et à des ressources le fondement des droits de chaque personne, érige aussi le droit à la culture comme principe absolu. Est-ce la raison qui a guidé le gouvernement de la gauche plurielle dans une entreprise de « démocratie culturelle » ? Le projet, inscrit dans plusieurs circulaires ministérielles, est ambitieux. Mais, une nouvelle fois, ne va-t-on pas jouer sur les mots et masquer des stratégies plus perverses ?

La « démocratie culturelle » ... Chiche !

Est-ce seulement l'effet du hasard si la question de la culture et la problématique de sa démocratisation restent centrales dans les sociétés industrielles et post-industrielles ? Redistribuer une part de ce qui a été confisqué, ou plutôt le restituer sous forme symbolique, ne tend qu'à mieux souligner la notion de perte. Il n'y aurait qu'une manière cynique de conjurer les effets mortifères de logiques productivistes, celles qui aliènent l'homme de sa liberté : lui jeter en pâture, avec droit d'user et de jeter, de condamner et de glorifier, des parcelles, des fragments de cette liberté... des ersatz... voilà pour toute fin.

La manœuvre n'est pas indifférente ; elle émane de ceux qui ont le pouvoir, qui se sont approprié le droit d'user des images, de les contrôler, de leur faire dire ce qu'ils veulent. L'ordre des choses se construit sur la visibilité qui leur est donnée, sur la

représentation. C'est à ce festin que l'on nous convie royalement à participer. Partager l'ordre des maîtres, le faire régner.

L'éternel retour... Il y avait eu Malraux, l'idéologue inspiré de la période gaulliste, qui était presque parvenu à faire admettre la notion d'une culture accessible au peuple. Puis vint Jack Lang, dans un autre registre, qui promut tags, rap, techno et autres événements médiatiques comme expressions de la modernité, tout au moins d'une version grand public de la modernité. Pendant ce temps, les avant-gardes se frottaient les mains, la spéculation allait bon train (le patrimoine artistique étant soustrait à l'impôt sur la fortune), les stars des grandes expos rivalisaient avec celles du « top 50 » et du « box office », les commandes officielles pleuvaient, les subventions aussi. Une déflagration anticipant la crise rompit le bel édifice ; la crise, qui était

économique, bientôt financière, avait commencé par être celle des représentations. Chacun, à l'image de Fumaroli, dans son pamphlet, L'Etat culturel, s'évertua alors à dénoncer la collusion entre le pouvoir et l'instrument culturel. Une image s'était brisée : celle d'un beau mécanisme satisfaisant à la fois artistes, marchands, institutions culturelles, pouvoir politique.

Simultanément, des esprits chagrins s'en prenaient à l'art contemporain, mettant en cause sa validité. Autour de Jean Clair et de la revue *Esprit* s'engageait un débat sans fin, puisque mal orienté, lourd d'archaïsmes et de règlements de comptes. Cette fin de siècle, heure des bilans, annonçait une visite à rebours des références de l'art du XX^e siècle. La crise... Krisis faisait scandale en poursuivant le débat. Pris en tenaille entre les logiques infernales du marché, aggravées par les effets de la mondialisation, celles des intérêts particuliers et les usages idéologiques qu'elle induit, la production contemporaine se trouvait soumise à une épreuve dont elle ne semblait pouvoir sortir indemne...

Une véritable déflagration... un modèle d'éclatement de bulle spéculative... La faillite n'était pas seulement celle du marché, celle du discours critique, mais plus irrémédiablement celle de la production. La spéculation financière sur les œuvres d'art et la spéculation créatrice dans la même impasse... Le marasme dans ce secteur inquiète en haut lieu, puisque emblématique d'autres difficultés... une panne exemplaire...

Face au désarroi général, face à certaines impasses budgétaires, il devenait urgent, ici comme dans d'autres domaines, de parer au plus pressé : donner un peu d'oxygène à quelques artistes sevrés de commandes ou

d'achats, à quelques metteurs en scène privés de subventions... Mais toujours affirmer le pouvoir de l'Etat. Surtout ne pas infléchir ; toujours maintenir, accentuer... et gérer la crise. Le projet, bien ficelé, dormait dans les tiroirs du ministère de la Culture. Mission lui est assignée de conforter, à la fois, les intérêts menacés de toute une population d'acteurs déchus de la scène artistique et de présenter une apparence progressiste. Son objectif second : mettre un peu de baume au cœur de tous les exclus de la culture. Deux mots magiques portent toutes les espérances : «démocratie culturelle». Ils ne sont guère prononcés, mais hantent tous les discours.

Il s'agit de faire que chaque Français, même dans le canton le plus éloigné de tout centre d'art, ait accès aux productions contemporaines, que chaque élève de la maternelle au lycée puisse trouver à demeure des ateliers d'arts plastiques ou de théâtre, des salles de répétition et une documentation actualisée. Il s'agit de redonner à la culture, aux pratiques artistiques une place légitime dans l'école, l'entreprise, de réévaluer des attitudes. L'art, la culture seraient des antidotes à la faillite de certaines logiques. Ils seraient mis à contribution pour distiller un peu d'humanité dans des rouages sociaux qui grippent. Une belle perspective... une glorieuse mission...

LE GRAND ÉCART

Vaste chantier... L'ambition, ici comme ailleurs, est bien d'entretenir l'illusion de l'égalité. Claude Allègre a récemment rappelé la vocation du service public : «affirmation quotidienne, dans la vie des citoyens, que l'Etat cherche à établir l'égalité entre eux.» (1)

L'urgence fait loi. L'effondrement du système appelle des solutions énergiques. Ce qui risque de manquer le plus ce sont les moyens de les mettre en œuvre, tant sur le plan matériel que financier. Un seul exemple permet toutefois de mesurer l'ampleur de la tâche à laquelle s'attèlent nos ministres. Il éclaire de manière significative le déséquilibre dans l'accès à certaines pratiques comme conséquence de choix politiques... des choix politiques qui ont été ceux des régions, mais qui ont été aussi pilotés en haut lieu.

Il sera ici question du Limousin, qui a eu le privilège d'être un certain temps l'unique région ancrée à gauche, qui a préfiguré les stratégies de la gauche plurielle et qui a développé (cela n'est pas moins remarquable) une politique courageuse en matière d'art contemporain. Les expositions du château de Rochechouart, celles de Vassivière, celles du FRAC, rue des Coopérateurs à Limoges, et même celles de Meymac drainent un public averti. Ici s'expriment des tendances souvent plus avant-gardistes que celles proposées à Paris par galeries et institutions. Bravo, donc... Seule ombre à ce beau tableau : la population locale n'est que très peu concernée par ces manifestations «branchées» qui ont l'honneur de la presse spécialisée internationale.

Plus grave encore. A côté de ces événements planétaires auxquels participe financièrement de manière royale le citoyen limousin, il n'y a que désert culturel et misère artistique. Dans ce fief socialiste, l'art contemporain a surtout vocation à marquer les territoires ; il y aurait les inclus, une petite minorité de quelques centaines de personnes, et les autres. Voici pour l'état des lieux.

Voyons maintenant ce que peuvent

induire les effets d'annonce. Pour les non avertis ou ceux qui prendraient au premier degré les belles formules, il y aurait donc désir de réparer, de réduire l'écart. Chacun de ceux qui sont invités à participer à ce bel élan vont-ils deviner la nature même de l'entreprise à laquelle ils sont conviés ? Tout paraît tellement inespéré que toute réticence face à une telle proposition serait déjà une preuve de mauvais esprit. De plus, tout s'inscrit, dans un premier temps, dans la continuité d'opérations qui ont déjà eu cours, qui ont concerné une infime partie de la population scolaire. Libération, samedi 27 novembre, rend compte des premières mesures du projet de M. Allègre : interventions d'artistes dans les lycées, extension des ateliers de pratiques (deux par établissement), ouverture de lieux d'exposition (c'est plus nouveau), expérimentations théâtrales avec des metteurs en scène, semaine de la poésie... Des dispositifs sont également prévus pour le primaire, l'université. Seule lacune : le chiffrage de l'opération. Les ministres auraient-ils débloqué des budgets ? Catherine Trautmann avance le chiffre de deux cent millions. Une brouille par rapport à ce que demanderait la mise en œuvre à l'échelle nationale d'un tel projet.

La solution est ailleurs. Mais cela, la presse n'y fait aucune allusion ; elle ne fait aucune mention à deux circulaires publiées au BO, cet été (comme par hasard), et qui font état du partenariat avec les collectivités locales, (puisque fournisseuses de subventions). Une ellipse habile.

La nouveauté est là... Les enjeux économiques et politiques se profilent déjà derrière l'écran de fumée des belles intentions. Le débat sur la culture va monter en première ligne. Il est déjà en pointe dans certaines

municipalités. Demain, il sera débat de société, choix de valeurs.

Demain, dans un monde où tout sera mis en concurrence, les établissements scolaires en particulier, les politiques municipales seront appréciées à hauteur des moyens mis en œuvre pour soutenir tel projet éducatif, tel partenariat culturel. Pour l'heure, tout se passe comme si l'institution, les deux ministères, conserveraient l'essentiel des initiatives. C'est trop sous-estimer, dans le cadre de l'autonomie des établissements que l'on cherche à mettre en place, la force des pressions de toutes sortes : surenchère des municipalités, mercantilisme. Arbitraire et influence des réseaux : telle risque être la loi régissant le nouveau système. Les sponsors de toutes sortes accompagneront le mouvement, chacun proposant son logo à un gadget. Les éditeurs et leurs panoplies de logiciels, de CD Rom attendent avec impatience de nouvelles ouvertures.

L'industrie culturelle frappe à la porte. L'école du XXI^e siècle sera en mesure de réconcilier les nouvelles technologies et des pratiques plus archaïques. Derrière les projets somptueux, il n'y aurait que l'éternel retour de la vulgate bourgeoise en matière d'esthétique, d'une fascination du kitsch et du mauvais goût poussée à son extrême. Puisque telle est bien la stratégie de la classe dominante.

Le fossé déjà immense, incommensurable entre les initiés et le vulgaire, sera ainsi plus sûrement maintenu. Mais, dans le cas précis (là réside la véritable révolution) chacun aura conscience d'être parvenu à un certain degré de dignité esthétique.

LA DOUBLE FACE DE L'INDUSTRIE

Nul ne peut plus ignorer la fonction idéologique que les pouvoirs politiques assignent à la culture. Si elle joue un rôle symbolique fort (Malraux) si elle garantit la visibilité d'orientations (Lang), elle assure aussi, par sa dimension industrielle, une cohérence avec les autres aspects de l'activité économique. Il n'est pas exclu que, dans un autre champ, celui de l'industrie culturelle du secteur privé, livrée aux lois du marché, une part de cette mission ne soit pas aussi efficacement assumée. Elle intervient sur un autre registre, tout aussi sournois. La tentation est grande de faire que ces deux logiques se rencontrent et, à la limite, ne fassent plus qu'une.

Les biens de consommation ne sont plus seulement produits de l'industrie lourde, de l'agro-alimentaire ; ils concernent tout autant, et dans des proportions qui croissent tous les jours, la culture. Les enjeux autour du contrôle des médias, de la presse, de l'édition, édition traditionnelle et celle de CD Rom, de jeux vidéo se précisent. Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaire de l'industrie du cinéma équivaut à celui de General Motors. Et sur le plan de la pure propagande, l'efficacité est au moins aussi forte. La stratégie de certains groupes industriels prend en compte cette vertu.

Dans toutes les situations provoquées par la massification, la culture se trouve réduite à l'état de marchandise, assimilée au produit jetable, interchangeable. Elle se présente comme une mine, un immense pôle-ressource, livré par petits paquets aux consommateurs. Dans cette transformation elle a tout perdu. Max Horkheimer et Théodor Adorno, (2) dans un texte prémonitoire publié en 1944 à New-York, pointent le para-

doxe dans lequel se trouve la culture asservie aux lois de la marchandise : «Elle est si totalement soumise à la loi de l'échange qu'elle n'est même plus échangée ; elle se fond si aveuglément dans la consommation qu'elle n'est plus consommable.»

Une hiérarchie existe actuellement dans l'accès à la culture. Avant d'intégrer les circuits marchands, elle doit revendiquer le statut patrimonial ; une fixité en contradiction avec la nature même de toute production de l'esprit qui se place en rupture avec les dogmes, les ordres établis. La plus-value marchande ne se fonde que sur le couple patrimoine-héritage. Pour être objet d'échange, l'objet culturel doit gommer les aspérités qui le constituent. La valeur d'échange prime sur la valeur d'usage. Plus l'échange s'élargit, plus la valeur d'usage s'affaiblit. La circulation des objets que maîtrise la «démocratie culturelle» dans sa version marchande-bourgeoise fait abstraction de la logique de rupture qui a justifié ces productions (Baudelaire, Rimbaud, Van Gogh, Artaud). Elle ne revendique ces mécanismes, par l'effet d'un étrange raccourci, que dans la mesure où ils confortent sa légitimité et soulignent la dimension subversive de son parcours.

Assumer la position dominante donne d'autres responsabilités : elles sont en contradiction avec la notion de rupture. Ce que nous proposent les projets ministériels, sous couvert des plus alléchantes intentions, c'est bien l'extension de la massification, c'est-à-dire du contrôle. La «démocratie culturelle» ne serait qu'une autre version d'une partition qui a déjà été jouée.

Régis Michel a caractérisé ces effets de la violence libérale dans le domaine du musée, lieu par excellence de la politique de l'Etat, par le terme de

«barbarisme esthétique». Un conservateur monte courageusement au créneau pour dénoncer des logiques qui ont présidé à l'aménagement du grand Louvre. Derrière la grandiloquence, derrière des effets de cimaises, il n'y aurait que le retour des formules éculées, d'un schématisme conceptuel accordé à la volonté de démocratisation. L'art qui est convoqué pour développer le jugement, se trouve otage de logiques productivististes. Il est lui aussi victime d'«exploitation». Régis Michel, dans la préface du catalogue *Visions capitales*, (3) s'emporte contre la médiocrité, le manque d'imagination lorsqu'ils concernent l'aménagement d'un musée ou les conceptions en matière d'histoire de l'art. Tout procède d'une stratégie de laminage. «C'est le même idiome qui sévit partout comme un espéranto savant. Ce langage répressif, où s'ébattent amplement les mythes angulaires de l'idéologie bourgeoise... n'admet aucune dissonance, aucune dissidence, aucune différence. Il est devenu le parler naturel (certains diraient la langue de bois de l'institution).» Partout règne la même conception mécaniste, totalisante, qui exclut les raccourcis, les perspectives, les visions aberrantes. Aussi sommes-nous régulièrement invités à suivre les parcours historiques dans les musées, à visiter les monumentales rétrospectives ou commémorations assorties de volumineux catalogues. Que l'on offre en pâture cent cinquante Cézanne à la voracité d'une foule et c'est un peintre qu'on assassine. Quatre ou cinq de ses œuvres au musée de l'Orangerie suffisent à un œil curieux. La «démocratie culturelle» suppose un peu plus qu'une attitude de consommateurs de supermarché.

Le paradoxe se trouve poussé à son

comble lorsqu'il s'agit d'art contemporain. Nous allons voir des classes entières (c'est déjà fait pour quelques-unes d'entre elles) défiler dans les musées d'art contemporain, à Paris, en Province, comme dans celui que Mme Trautmann vient d'offrir à la ville de Strasbourg. Harry Belley, le journaliste du Monde (4) qui présente la belle réalisation de l'architecte Adrien Fainsilber, se plaît à montrer que la nouvelle nef n'est pas une coquille vide, mais plutôt un joyeux «méli-mélo», compte tenu des lacunes de la collection. L'ensemble de l'édifice repose sur de courageuses confrontations : Germaine Richier, Baselitz, Picasso, Pinot-Gallizio dans une même salle. Inédit, pas sûr... Mais les références, ici, comme ailleurs restent souvent les mêmes. Modèles indépassables qui se perpétuent dans tous les centres d'art, de Nîmes à Saint-Etienne, de Marseille à Bordeaux. Et, l'on risque aboutir à ce paradoxe, dans la stratégie adoptée, qu'à vouloir défendre l'art on ne le démollisse. Meilleur vecteur du débat idéologique, c'est-à-dire complètement instrumentalisé, il est anéanti.

La couleur a été annoncée par Mme Trautmann, elle-même, dans *Libération*, la veille de l'intervention de M. Allègre : «L'art contemporain est un art qui innove, déstabilise, subvertit les formes esthétiques généralement acceptées. C'est avant tout un moyen de mieux comprendre notre époque ; il participe à la notion de citoyenneté.» L'asservissement de l'art contemporain est programmé. En trois phrases tout est dit... en diagonale. Sa fonction ne réside pratiquement plus que dans cette manipulation gigantesque. De sa vertu initiale proclamée, qui était de briser clichés et icônes, ne subsiste plus qu'une formule apte à accélérer le

consensus social.

LA POSITION CRITIQUE

Il est bien évident que tous les centres d'art contemporain deviennent de plus en plus lieux de culte. Ils fonctionnent comme chapelle d'une même religion. Chacun va s'y recueillir, vérifier qu'il connaît bien les mêmes versets, ravi de découvrir quelques variations de la liturgie. Les lieux mêmes, par la volonté délibérée du dépouillement de l'accrochage, par le minimalisme des propos (la tendance se confirme), acquièrent cette similitude d'apparence avec les lieux de méditation. Certaines galeries depuis longtemps jouent sur cette ambiguïté ; la valeur d'exposition prime sur tout.

Cette muséographie de la culture, sa mise en scène permanente, est une manière d'écrire l'histoire, de constituer un corpus, base de références ; c'est aussi une manière, tant la démarche historiciste est forte, de faire de toute innovation, par avance, un élément patrimonial. Ce qui va suivre est inscrit dans ce qui précède, puisqu'il en est ainsi depuis des décennies. Ceux qui décident, conservateurs, commissaires d'exposition, galeristes ne font que rendre tangible l'exercice d'un pouvoir. Le jeu consiste à toujours conserver les rênes.

Il est dans la vocation du ministère de la Culture de défendre l'art contemporain à l'étranger. Pour de multiples raisons, il est toujours difficile de renouveler les valeurs qui représentent un pays, celles qui vont l'imposer aux yeux des autres grandes puissances. Le numéro d'équilibre commence. Ainsi la manifestation new-yorkaise Premises qui, récemment, dans le Guggenheim de Soho proposait un panorama des

collections de Beaubourg, est-elle présentée comme «supermarché de la création française» par Hervé Gauville dans Libération (5). Y étaient accrochés les mêmes, Buren, Boltansky, Annette Messager, toujours les mêmes, comme des produits estampillés bleu-blanc-rouge. D'autres artistes un peu moins connus du marché américain, Hains, Lavier, Gette, représentés par trop peu d'œuvres pour qu'une idée juste soit donnée de leur travail. Une ambiance très duty free shop, à la mesure des intentions !

L'urgence du débat se pose à un double niveau. Il ne s'agit pas tant de faire évoluer les œuvres dans un centre d'art contemporain que de sortir de schémas habituels, d'établir du sens. Cela un certain nombre d'accrochages s'y sont employés. Life Live, présentation de la «scène anglaise» à l'ARC du Musée d'art moderne de Paris, avait fait la preuve de l'existence d'une émergence créative en marge des lieux estampillés en Angleterre. A Sète, l'exposition présentée en juillet-août par Noëlle Tissier et Bernard Marcadé, Cet été là..., ouvre des perspectives à des postures critiques concernant les objets dans leur diversité, qu'ils soient artistiques ou commerciaux. L'humour et une forme de dérision radicale réintègrent le champ de l'art pour en faire le lieu critique des idées reçues et des formes standardisées. La volonté est bien de rompre, sous forme de provocation, le caractère d'étrangeté des œuvres aux spectateurs, de rompre le sentiment d'extériorité. Ainsi, l'installation de Thomas Hirschhorn, dans le cadre de Premises, entretenait-elle, en occupant le hall et une vitrine, l'ambiguïté de l'art et de la marchandise et répondait-elle mieux que d'autres à la nécessité de surfer sur la vague.

L'art contemporain comme lieu même du questionnement sur sa fonction. Le système actuel ouvre des brèches, interpelle. Le plus souvent, même dans ces habiles clin d'yeux, il maintient le grand écart. L'art aux initiés, à ceux qui détiennent la clef des formules magiques...

UNE ALTERNATIVE

URGENTE

L'urgence est bien de sortir d'un formalisme aliénant, d'un arbitraire culturel qui érige certains modèles en valeurs absolues, épine dorsale sur laquelle s'arc-boute l'idéologie bourgeoise.

La «démocratie culturelle», telle qu'elle risque d'être mise en pratique, aurait vocation à conférer à ces formes fossilisées une seconde vie. Ce qui affleure ici concerne les problèmes structurels, spécifiques à l'exception française. Ils tiennent à la nature des relations entre l'Etat et le marché qui caractérisent toutes les formes d'activité, mais qui prennent une dimension particulière dans le domaine des pratiques artistiques.

Nous ne serions pas loin d'une forme d'académisme, stratégie habituelle de l'Etat bourgeois pour clore le débat, une manière de boucler le champ de l'expression. Autorité des modèles, mais surtout clôture des circuits de validation ; la question du sens se trouve irrémédiablement évacuée. Mais ce n'est pas si simple. Le système, par le biais de ce projet de «démocratie culturelle», risque bien de s'enfermer dans ses contradictions.

Il est urgent d'ouvrir des portes. Partout, des artistes mettent en jeu leur responsabilité qui est de questionner la modernité, de tenter de sortir de l'enfermement. Cette démarche n'a de sens que dans l'adresse à l'autre,

la prise en compte d'un champ plus large que celui des logiques formelles, des circuits élitistes.

Reprenons les propos de Mme Trautmann au pied de la lettre. Si l'art contemporain a bien pour mission de «déstabiliser, de subvertir les formes esthétiques généralement acceptées», gageons qu'il soit mis à contribution de toute urgence pour faire voler en éclat un système autoritaire désuet, pour bousculer des modèles et placer l'engagement de l'artiste comme facteur de renouveau. L'exposition de Sète, le travail de certaines galeries, comme l'admirable exposition sur le vêtement présentée par la galerie Thaddaeus Ropac ouvrent des voies. L'utilisation qui est faite de la vidéo ou du cinéma super 8 par les artistes subvertit l'image TV et casse les conformismes. Dans ces brèches peut s'engouffrer une nouvelle génération exploitant toutes les ressources de la récupération et du détournement, du décalage et de l'ironie.

Et qu'en est-il en France des télévisions citoyennes qui fleurissent au Canada ou en Allemagne ? Il a fallu attendre, à Paris, que DAL occupe une tour rue d'Avron, «la Tour des Ensembles», pour qu'une télé-libre, OSF, issue du mouvement social, puisse émettre tous les soirs sur l'Est parisien. Partout, des énergies existent. Trop souvent elles restent comprimées par le système institutionnel, celui qui régent et valide, qui appose son cachet et décerne les médailles.

Revenons au cas du Limousin... Là, précisément, le modèle de référence est maintenu et n'est guère interrogé en tant que tel. Pas plus que n'est remise en cause la ligne budgétaire qui alimente son fonctionnement.

Imaginons d'autres logiques... Imaginons seulement qu'une partie de ce

budget soit mobilisable sur un autre projet. Il existe en bord de Vienne, entre Eymoutiers et Saint-Junien, une grande quantité de moulins à l'abandon, de toutes époques, de toutes dimensions. Que soient remis en activité, là, une unité de fabrication de papier de paille, ici, un atelier de lithographie, ici ou là, des lieux d'expositions, des salles de concerts, de spectacles, et c'est une coulée entière qui va renaître. Hier, elle était le poumon économique de la région, demain, elle peut revivre par un développement adapté dirigé aussi vers les habitants. Que dire également de Saint-Junien, de ces mégisseries désertées en bord de Vienne qui ne vont pas tarder à prendre l'allure de friches industrielles. Si la sauvegarde du patrimoine s'impose, le dynamisme à recréer autour d'une petite ville présente aussi un caractère d'urgence. Les deux attitudes ne sont pas contradictoires. L'aménagement d'un musée du cuir, celui d'ateliers de peintres et de sculpteurs, celui d'un centre d'art géré par des artistes, celui de lieux conviviaux, bars, cinéma, peuvent facilement s'effectuer dans les gigantesques bâtiments à l'abandon. Une activité peut repartir ici, autour de projets culturels. Il s'agit aussi de choix politiques. Ceux qui ont été faits par le Conseil régional sont d'une autre nature.

L'équilibre actuel n'est plus tenable ; il repose sur des logiques féodales : défense de petits territoires, défense de petites prérogatives. Pour susciter une véritable dynamique, il est nécessaire de sortir de certaines ornières, de casser des lobbies.

Les réticences que suscite un projet comme celui de la Cité européenne de la Culture élaboré par Jean-Pierre Faye pour le couvent des Récollets, ne peuvent s'expliquer que par la fri-

losité des pouvoirs politiques et administratifs. Ce qui est en jeu ici, autour d'un projet européen, mais aussi international, ne consiste pas à sortir d'une logique élitiste pour tomber dans une logique de proximité, mais bien de proposer une articulation à des niveaux et à des registres inhabituels. Soutenir un pari de cette nature suppose un peu de courage...

Il apparaît que de nombreuses formes d'expression, pratiques marginales, alternatives (elles y sont contraintes), sont en mesure aujourd'hui de relever le défi ; celui en particulier de réconcilier les personnes avec la démarche artistique. De nombreuses associations interviennent dans les quartiers autour de projets ambitieux, souvent sans moyens conséquents. Il s'agit de leur donner une audience, de faciliter la mise en relation de ces expériences pour stimuler de nouvelles aventures. Les Récollets, associés à des projets équivalents en Allemagne, en République Tchèque, partout en Europe, peuvent devenir un point nodal, c'est-à-dire pôle de convergence et lieu-ressource. Sur le modèle d'Internet et des réseaux, la Cité européenne de la Culture s'appuyant sur les NTIC, établit les connexions entre le local et le global, place en synergie personnes et collectifs. Il ne s'agit pas de faire ici de l'art un médiateur incontournable des pratiques sociétales (ce serait réduire l'ambition du projet), mais de soumettre au principe de transversalité des disciplines cloisonnées. L'heure est venue de casser les spécialisations... de tisser des liens, de jeter des ponts.

La «démocratie culturelle» ne peut se concevoir en dehors d'une attitude critique qui prône la mise à distance par rapport aux objets de l'environnement, objets culturels et autres... Le libéralisme économique

(tout autre système de même) n'encourage guère cette posture visant à remettre en question les objets de son discours propagandiste.

«Subvertir les formes esthétiques généralement acceptées», certes... mais détourner aussi les modes de production, les options centralisatrices, casser les monopoles, se réapproprier des instruments de diffusion de masse (la photo, la vidéo, l'image numérique) pour en faire, non les vecteurs d'un abrutissement généralisé, mais ceux d'une émancipation. Les outils technologiques ont été mis à profit pour accroître les performances d'une société marchande. Les mêmes ou les objets qui en résultent peuvent demain être soumis à des usages, des traitements iconoclastes. Il n'y a que le principe d'assujettissement qui soit à combattre. Et, pour cela introduire le «je» ; mais aussi le jeu, ce léger écart qui libère le

mouvement. Un jeu qui permet à la liberté de s'exprimer. Dans *La crise de la culture*, Hannah Arendt (6) en fait le fondement de toute chose, ce par quoi l'homme accède à l'existence... la liberté : «un don suprême que seul l'homme parmi toutes les créatures terrestres, semble avoir reçu, dont nous pouvons trouver des traces et des signes dans presque toutes ses activités, et qui ne se développe pleinement néanmoins que lorsque l'action a créé son propre espace mondain où il peut, pour ainsi dire, sortir de l'ombre, et faire son apparition».

Un défi pour temps de crise, un défi qui renvoie dos à dos ceux qui se tiennent en équilibre sur le fil de la tradition et ceux qui s'enfoncent dans des recherches conceptuelles ultra-modernes. Juste des espaces à imaginer, à prendre, des écarts, des dérapages à suggérer pour affirmer la possibilité du jeu. Déplacer les élé-

ments du puzzle pour s'inscrire dans les brèches et le désarticuler... ou le réarticuler... Un projet que Bernard Marcadé (7) définit aussi succinctement qu'avec éclat :

«Cet été-là...

Comme une ritournelle... Une manière de reprise...

Pas un détournement de fonds, mais une reprise, au sens musical et automobile du terme...

Au sens libertaire aussi : c'est-à-dire qu'il s'agirait simplement de reprendre à notre compte ce qui nous a été un peu confisqué... Il règne dans ces mots et dans ces images assemblées ici une atmosphère de "variétés" qui laisse sans vergogne cohabiter l'esprit de Mac Kac avec celui de Paul Valéry.

Notes

(1) Claude Allègre. «Enseignants, je suis des vôtres !» *Le Monde*. 15 décembre 1998.

(2) Max Horkheimer, Théodor Adorno. «La production industrielle des biens culturels». dans *La dialectique de la raison*. Gallimard, 1996

(3) Régis Michel. *L'alibi* dans *Visions capitales*. Le Louvre, RMN, 1998

(4) *Le Monde*. 7 novembre 1998

(5) *Libération*. 5 novembre 1998

(6) Hannah Arendt. «Qu'est-ce que la liberté ?» dans *La crise de la culture*. Gallimard, 1972

(7) Noëlle Tissier, Bernard Marcadé. *Cet été là... exposition de variétés*. Centre régional d'art contemporain de Languedoc-Roussillon, Sète, 1998. Le catalogue s'ouvre sur une présentation de Mac Kac : «Mac Kac est un homme heureux. Le premier en Fran-

ce, il a prononcé les mots "Rock and Roll" . Célèbre batteur de jazz dans les années 50, Baptiste "Mac Kac" Reilles, mort en 87, trucculent hipster sétois , coureur de 800 m, était un adepte enjoué du coupe-à-travers-champs : jazz, variétés, rock, bal de campagne».